

**La réussite scolaire comparée selon le sexe :
catalyseur des discours masculinistes**

Pierrette Bouchard, Isabelle Boily

et

Marie-Claude Proulx

La recherche et la publication de la présente étude ont été financées par le Fonds de recherche en matière de politiques de Condition féminine Canada. Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique officielle de Condition féminine Canada ou du gouvernement du Canada.

Mars 2003

Condition féminine Canada se fait un devoir de veiller à ce que toutes les recherches menées grâce au Fonds de recherche en matière de politiques adhèrent à des principes méthodologiques, déontologiques et professionnels de haut niveau. Chaque rapport de recherche est examiné par des spécialistes du domaine visé à qui on demande, sous le couvert de l'anonymat, de formuler des commentaires sur les aspects suivants :

- l'exactitude, l'exhaustivité et l'actualité de l'information présentée;
- la mesure dans laquelle la méthodologie et les données recueillies appuient l'analyse et les recommandations;
- l'originalité du document par rapport au corpus existant sur le sujet et son utilité pour les organisations oeuvrant pour la promotion de l'égalité, les groupes de défense des droits, les décisionnaires, les chercheuses ou chercheurs et d'autres publics cibles.

Condition féminine Canada remercie toutes les personnes qui participent à ce processus de révision par les pairs.

Données de catalogage avant publication de la Bibliothèque nationale du Canada

Bouchard, Pierrette, 1950-

La réussite scolaire comparée selon le sexe [ressource électronique] : catalyseur des discours masculinistes

Publ. aussi en anglais sous le titre : School success by gender.

Comprend des références bibliographiques.

Publ. par Recherche en matière de politiques.

Publ. aussi en version imprimée.

ISBN 0-662-88285-7

No de cat. SW21-103/2003F-IN

1. Succès scolaire – Différences entre sexes.
 2. Différences entre sexes en éducation.
 3. Différences entre sexes en éducation – Dans la presse.
 4. Discrimination sexuelle en éducation.
 5. Hommes – Conditions sociales.
 6. Femmes – Conditions sociales.
- I. Boily, Isabelle.
 - II. Proulx, Marie-Claude.
 - III. Canada. Condition féminine Canada.
 - IV. Canada. Condition féminine Canada. Recherche en matière de politiques.
 - V. Titre.

LC212.9B68 2003 305'.3 C2003-980029-6

Gestion du projet : Vesna Radulovic et Jo Anne de Lepper, Condition féminine Canada

Coordination de l'édition : Cathy Hallessey, Condition féminine Canada

Révision et mise en page : PMF Services de rédaction inc. / PMF Editorial Services Inc

Traduction : Société Gamma

Révision comparative : Kathie Lieber

Coordination de la traduction : Monique Lefebvre

Contrôle de la qualité de la traduction : William Hart

Pour d'autres renseignements, veuillez communiquer avec la :

Direction de la recherche

Condition féminine Canada

123, rue Slater, 10^e étage

Ottawa (Ontario) K1P 1H9

Téléphone : (613) 995-7835

Télécopieur : (613) 957-3359

ATME : (613) 996-1322

Courriel : research@swc-cfc.gc.ca

RÉSUMÉ

Cette recherche porte sur le discours de revendication centré sur les garçons et les hommes pendant la décennie 1990-2000, tel qu'il a été rapporté dans la presse canadienne et internationale. Il s'agit d'en expliquer la dynamique en se servant du thème de l'abandon scolaire, qui constitue notre champ de recherche, pour parvenir à des thèmes avec lesquels les auteurs et auteures font des amalgames : le suicide, la garde des enfants, la violence perpétrée par les femmes, etc. La recherche est fondée sur le dépouillement d'articles parus dans des quotidiens canadiens, français, américains, australiens et les revues canadiennes à grand tirage. L'analyse fait ressortir une idéologie qui vise à remettre en question les acquis des femmes et à discréditer le féminisme.

Dans cette perspective, le rapport propose des recommandations liées à la problématique de la réussite scolaire selon le sexe. Il importe de déconstruire la perception sociale selon laquelle seuls les garçons éprouvent des difficultés scolaires. En ce sens, nous recommandons de diffuser et d'affirmer les mesures qui incitent les filles à s'appliquer et à persévérer dans leur effort scolaire. L'affectation des ressources devrait prendre en compte les obstacles auxquels elles se butent encore. Il faut perpétuer les mesures qui les encouragent à s'engager dans des professions d'avenir et démarginaliser ces choix pour celles qui s'y risquent. Les nouvelles problématiques abordées par les masculinistes nous conduisent à formuler des recommandations plus globales pour préserver les acquis des femmes. Nous soulignons notamment l'urgence pour les femmes de s'approprier le réseau Internet. De plus, une surveillance accrue des sites de propagande haineuse s'avère nécessaire pour évaluer la pertinence d'entamer des recours juridiques. Il est également important de diffuser des messages égalitaires et d'appuyer les recherches qui contextualisent des problématiques telle la supposée violence perpétrée par les femmes.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES ACRONYMES	iv
PRÉFACE	v
REMERCIEMENTS	vi
SOMMAIRE	vii
LEXIQUE	ix
INTRODUCTION	1
1. LE CONTEXTE DE MONDIALISATION	5
2. LA DÉMARCHE DE RECHERCHE	12
Les catégories descriptives et informatives	14
Les catégories de contenu	15
Les catégories de l'interprétation	17
Les catégories de solutions proposées	18
La question de recherche et les méthodes d'analyse	19
La recherche sur Internet	19
3. L'ANALYSE DU DISCOURS	20
Les données statistiques comparatives	20
La répartition des articles dans la presse canadienne	24
Les éléments déclencheurs : comparaison quantitative entre la presse anglophone et francophone	25
Les données qualitatives	27
4. LES SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE DISCOURS	40
Les recommandations d'ordre scolaire	41
Les recommandations d'ordre social	49
Le contre-discours	54
5. LA CRITIQUE DU DISCOURS EN ÉDUCATION	57
Résultats de la recherche sur les écarts de réussite scolaire	57
Les trois courants du discours masculiniste sur l'éducation	57
Les limites du discours masculiniste sur l'éducation	59
Retour critique sur les solutions proposées	63

6. LES PORTE-PAROLE.....	65
Les auteurs des articles	65
Les personnes citées en appui ou prises à partie.....	69
Typologie des groupes masculinistes.....	70
Les sites Internet	72
7. LES SILENCES ET LES LIMITES DU DISCOURS	80
Le thème du travail rémunéré et non rémunéré	80
Les thèmes de l'emploi et du revenu	81
Le thème de la pauvreté	82
Les thèmes du divorce, de la monoparentalité et de la garde des enfants	83
Le thème du suicide	85
Le thème de la santé.....	86
Le thème de la violence	89
CONCLUSION.....	94
RECOMMANDATIONS	97
ANNEXES.....	100
I : Schéma de l'arbre conceptuel	100
II : Liste des associations d'hommes	101
III : Les tableaux	108
IV : Liste des journaux et revues et leurs codes.....	127
BIBLIOGRAPHIE.....	128
NOTES.....	138

LISTE DES TABLEAUX

1 :	Les principaux sujets traités.....	108
2 :	Les catégories de contenu.....	108
3 :	Les catégories de l'interprétation.....	109
4 :	L'intensité de l'argumentation.....	109
5 :	La répartition au pays des articles de journaux dans la presse canadienne anglophone.....	109
6 :	La répartition au pays des articles de journaux dans la presse canadienne francophone.....	110
7 :	La distribution dans le temps des articles de la presse canadienne anglophone.....	110
8 :	La distribution dans le temps des articles de la presse canadienne francophone ...	111
9 :	La distribution dans le temps des événements déclencheurs dans la presse canadienne anglophone.....	111
10 :	La distribution proposées dans le temps des événements déclencheurs dans la presse canadienne francophone.....	112
11 :	Les solutions proposées dans la presse canadienne francophone.....	112
12 :	Les solutions proposées dans la presse canadienne anglophone.....	113
13 :	Les solutions du contre-discours dans la presse canadienne francophone.....	113
14 :	Les solutions du contre-discours dans la presse canadienne anglophone.....	114
15 :	Diplômés universitaires selon le domaine d'études et le sexe.....	115
16 :	Les personnes citées dans les journaux canadiens francophones et anglophones..	116
17 :	Les personnes citées dans plus d'un article canadien francophone.....	116
18 :	Les personnes citées dans plus d'un article canadien anglophone.....	117
19 :	Les personnes citées dans les articles canadiens francophones et anglophones.....	118
20 :	Les personnes citées dans plus d'un pays.....	118
21 :	Répartition du travail à temps plein et à temps partiel dans la population de 1997 à 2000.....	119
22 :	Répartition du travail à temps plein et à temps partiel chez les hommes de 1997 à 2000.....	119
23 :	Répartition du travail à temps plein et à temps partiel chez les femmes de 1997 à 2000.....	120
24 :	Les gains moyens selon le sexe et le régime de travail.....	120
25 :	Pourcentage d'enfants souffrant de diverses problématiques selon les types de familles et les milieux.....	121
26 :	Suicides et taux de suicide selon le sexe et l'âge.....	122
27 :	Nombre de semaines d'épisode dépressif au cours des 52 dernières semaines, selon l'âge et le sexe.....	123
28 :	Nombre de médecins selon le groupe d'âge et le sexe.....	124
29 :	Gravité de la violence conjugale selon le sexe.....	125
30 :	Les taux d'homicides entre conjoints.....	126

LISTE DES ACRONYMES

AAUW	American Association of University Woman
CCRVC	Centre canadien de ressources pour les victimes de crimes
CFC	Condition féminine Canada
CNBS	Conseil national du bien-être social
CRSHC	Conseil de recherche en sciences humaines du Canada
GEPSE	Groupe d'entraide aux pères et de soutien à l'enfant
ISHF	Institut de la santé des hommes et des femmes
MÉQ	Ministère de l'Éducation du Québec
OCDE	Organisation de coopération pour le développement économique
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONAP	Organisation nationale anti-pauvreté
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

PRÉFACE

Une bonne politique gouvernementale est fonction d'une bonne recherche en matière de politiques. C'est pour cette raison que Condition féminine Canada a établi le Fonds de recherche en matière de politiques en 1996. Il appuie la recherche indépendante en matière de politiques sur des enjeux liés au programme gouvernemental qui doivent faire l'objet d'une analyse comparative entre les sexes. L'objectif visé est de favoriser le débat sur les enjeux liés à l'égalité des sexes et de permettre aux personnes, groupes, stratégestes et analystes de politiques de participer plus efficacement à l'élaboration des politiques.

La recherche peut porter sur des enjeux nouveaux et à long terme, ou sur des questions urgentes et à court terme dont l'incidence sur chacun des sexes requiert une analyse. Le financement est accordé au moyen d'un processus d'appel de propositions ouvert et en régime de concurrence. Un comité externe, non gouvernemental, joue un rôle de premier plan dans la détermination des priorités de la recherche, le choix des propositions financées et l'évaluation du rapport final.

Le présent document de recherche en matière de politiques a été suggéré et conçu dans le cadre d'un appel de propositions lancé en septembre 1999 sur le thème *Où sont les femmes? Changements des discours touchant les politiques*. Dans le cadre de ce thème, les chercheuses et les chercheurs devaient examiner les changements dans les discours de politique gouvernementale afin d'en prévoir les répercussions sur les enjeux liés à l'égalité entre les sexes et d'élaborer des stratégies pour faire en sorte que les discours prennent en compte et servent les intérêts des femmes.

Les projets de recherche financés par Condition féminine Canada portant sur ce thème examinent des sujets comme les discours sur les soins maternels en situation de crise, la pauvreté infantine, la réussite scolaire des garçons et des filles ainsi que les stratégies de promotion de l'égalité entre les sexes aux fins de la planification régionale.

Nous remercions les chercheuses et les chercheurs de leur apport au débat sur les politiques gouvernementales.

REMERCIEMENTS

Cette recherche a pu être effectuée grâce à l'appui financier de Condition féminine Canada, que nous remercions de son aide financière et de la reconnaissance qu'il accorde à notre travail.

Le bon déroulement de la recherche est attribuable à l'aide des assistantes qui formaient l'équipe de recherche. Nous remercions d'abord Natasha Bouchard, Lucie Gélinau, Annie Pilote et Elizabeth Wright, qui ont consenti de leur temps et de leurs efforts à des moments clés du déroulement de la recherche. Elles ont toutes, par leur vivacité, contribué à produire les connaissances présentées dans ce rapport.

Nous tenons également à souligner l'apport intellectuel de Claire Lapointe, professeure à l'Université de Moncton, de Rebecca Coulter, professeure à l'Université Western, de Diane Gérin-Lajoie, professeure à l'Ontario Institute for Studies in Education de l'Université de Toronto et de Anne-Marie Devreux, chercheuse au Centre national de la recherche scientifique à Paris. Elles nous ont fait profiter de leurs analyses pour mieux saisir le phénomène à l'étude à l'échelle nationale et internationale.

Nous avons aussi profité, à différents moments du déroulement de la recherche, des suggestions de lecture et des bons conseils de Richard Teese de l'Université de Melbourne, de Leslie Roman de l'Université Simon Fraser, de Nicole Mosconi de l'Université Paris X-Nanterre et de Francesca Sala Mùt de l'Université des îles Baléares. Nous sommes également redevables aux chercheurs et aux chercheuses qui nous ont ouvert la voie pour situer le phénomène dans un contexte international.

Finalement, nous voulons remercier Jean-Claude St-Amant, notre collaborateur en recherche de longue date, pour sa lecture attentive de la version finale du rapport.

SOMMAIRE

En moins de 10 ans, une résistance sans précédent aux progrès scolaires des filles et au mouvement des femmes s'est instaurée. Se fondant sur la réussite scolaire d'un plus grand nombre de filles que de garçons, le mouvement s'est amorcé par une sensibilisation aux taux élevés d'abandon scolaire dans les années 1990 et la mise en évidence des écarts entre garçons et filles. Il s'est accompagné d'un discours sur la « percée triomphale » des filles et le « malaise des garçons », pour passer ensuite à une mise en accusation des enseignantes du primaire, des mères seules et des féministes, pour finalement aboutir à la remise en cause du système scolaire et de l'école mixte. Dès la fin de la décennie, des liens systématiques avaient été établis avec des thématiques comme le suicide chez les hommes, la prise de *Ritalin* par les garçons, la garde des enfants par le père, la souffrance des hommes, la perte de l'identité masculine, les fausses allégations de violence contre les hommes, etc. L'incidence de ce discours se fait de plus en plus sentir dans les milieux politiques où s'exerce un lobby masculiniste. Il est nettement perceptible dans le milieu de l'éducation québécois où sont mises de l'avant différentes mesures en faveur des garçons auxquelles sont consacrées d'importantes ressources matérielles et financières.

D'aucuns seraient tentés de croire, comme le laisse entendre ce discours, que la prise en compte des raisons avancées pour prétendre à la « victimisation » des garçons est une façon équitable de traiter les deux sexes. Les arguments invoqués interpellent tout particulièrement les femmes dans leur quête d'égalité et de justice puisqu'ils les rendent responsables, en tant que mères ou en tant qu'enseignantes, des problèmes relevés. Nombre de féministes voient avec incrédulité leurs revendications récupérées par les tenants de ce discours. Il est ainsi question d'action positive en faveur des garçons, d'égalité, du respect des différences, etc.

Cette argumentation est fallacieuse. Tout d'abord, elle occulte les rapports de pouvoir qui caractérisent les rapports entre les hommes et les femmes (Foster, 1996) en nivelant le statut et la position des hommes et des femmes, comme s'ils occupaient des places identiques et interchangeables. Ensuite, elle invoque des différences là où il s'agit de processus de différenciation et elle naturalise des phénomènes qui sont fondamentalement des construits sociaux. Finalement, sous les dehors d'une lutte à la discrimination, ce discours camoufle un fort courant de résistance au changement demandé par les féministes.

Un tel discours, on le conçoit sans peine, soulève la question de la répartition des ressources. Certains sites masculinistes affichent actuellement une liste de toutes les maisons d'hébergement pour femmes violentées avec le montant des subventions qu'elles touchent, dans l'intention de montrer qu'ils sont lésés par la distribution des fonds publics. À quelles priorités devraient donc être accordés les fonds publics disponibles? À l'orientation des filles vers les métiers non traditionnels ou à l'élaboration de programmes pour les garçons? Aux programmes de soutien aux filles en difficulté scolaire et aux mères adolescentes ou à des activités pour les garçons intégrant plus de sport, d'activités parascolaires et d'ordinateurs? Retournerons-nous complètement, ou partiellement, à l'époque de la non-mixité scolaire parce qu'au sein des programmes identiques de formation, les filles obtiennent de meilleurs résultats scolaires et sont plus persévérantes? Toutes les options

concernant les garçons sont maintenant soulevées dans les débats sur la réussite scolaire comparée selon le sexe. Retournerons-nous, comme autrefois, à des programmes construits sur les stéréotypes sexuels et sexistes au nom d'une vision essentialiste de la différenciation? Ces questions ont fait l'objet de débats assez virulents dans les médias, au Québec et au Canada, en Grande-Bretagne, en Australie, en France et aux États-Unis.

Au cours de la dernière décennie, de nombreuses recherches ont porté sur les écarts de réussite scolaire entre garçons et filles dans les pays industrialisés (Baudelot et Establet, 1992; Bouchard et St-Amant, 1993, 1996, 1997, 1998, 2000; Duru-Bellat, 1990, 1993, 1994, 1995; Epstein, 1998; Felouzis, 1990, 1993; Gagnon, 1999; Gilborn, 1997; Hey *et al.*, 1998; Jackson, 1998; Kimmel, 2000; Lingard et Douglas, 1999; Mac an Ghail, 2000; Martino, 2000; Mosconi, 1998; Murphy et Elwood, 1998; Raphael Reed, 1998; Renold, 2001; Sewell, 1998; Skelton, 2001; Swann, 1998; Teese *et al.*, 1995; Terrail, 1992; Wang, 2000). Exception faite d'une production plus ciblée au tournant de l'an 2000, les scientifiques se sont très peu penchés sur la critique des idéologies et l'analyse des discours. La présente recherche, en s'y consacrant, montre la nécessité d'articuler l'analyse sociopolitique et féministe aux théories de l'éducation pour générer des connaissances qui permettent de formuler, d'orienter ou de défendre des orientations publiques et politiques qui concernent au premier chef les femmes. Son originalité consiste à mettre en lumière les étapes successives par lesquelles s'élabore une dynamique de résistance au changement, comment elle se construit, dans quel contexte social et à quelles fins. Trop souvent, ce type de recherche intervient après le fait, à la suite de reculs importants pour les femmes.

Les résultats de l'analyse du discours masculiniste font voir une idéologie qui vise à remettre en question les acquis des femmes et qui s'acharne à discréditer le féminisme. Elle se propage principalement par la presse écrite et les sites Internet d'associations d'hommes qui veulent récupérer des privilèges perdus au fil des ans. Certains propos incitent aussi à la haine et à la violence.

Dans ce contexte, nous avons proposé des recommandations concernant la surveillance des sites Internet. Nous avons aussi recommandé d'étudier dans quelle mesure il serait possible d'entamer des actions en vertu de l'article 319 du *Code criminel*. Il nous a semblé opportun de recommander une stratégie de développement et de soutien à la diffusion, par les groupes de femmes, de messages positifs et égalitaires sur Internet pour faire contrepoids à ce discours. La mise sur pied d'un réseau d'expertes et d'experts des domaines investis par les masculinistes s'avère également pertinente. Dans un autre registre, nous avons proposé que la publication des données différenciées selon le sexe soit le plus souvent possible étayée par des analyses qui permettent la contextualisation. De même, la collecte de données selon le sexe doit prendre en compte les milieux sociaux d'origine et doit être croisée avec d'autres variables pertinentes comme le niveau de scolarité, le type de travail, l'origine ethnique, etc. Finalement, nous avons recommandé que d'autres recherches soient appuyées, notamment dans les domaines de la supposée violence perpétrée par les femmes et de la garde des enfants, afin de centrer les bases empiriques des arguments, concepts et statistiques invoqués par les masculinistes.

LEXIQUE

Discours : les discours sont des façons particulières d'organiser l'information par ceux qui détiennent un pouvoir, afin d'étendre leur vision du monde.

Essentialisme : le terme renvoie au caractère inné et naturel des différences entre les sexes. Ainsi, certaines caractéristiques comportementales se retrouveraient chez tous les membres d'un groupe de sexe. L'essentialisme rejette le point de vue selon lequel le sexe est une catégorie construite socialement. Il s'agit d'une approche qui ne retient pas la transformation sociale, et par le fait même l'intervention éducative, puisque les attributs propres à chacun des sexes relèvent d'une nature intrinsèque étroitement associée à des différences physiques ou physiologiques.

Idéologie : l'idéologie tente d'imposer des représentations du réel qui sont en conformité avec les principes fondamentaux des groupes qui la produisent. Ces systèmes de représentations ne sont pas de simples superpositions de stéréotypes, même si parfois elles en sont très près. Les idéologies supposent un travail d'explication théorique et doctrinale.

Mondialisation : la mondialisation désigne l'expansion du système capitaliste à l'échelle mondiale dans sa forme la plus libérale. La flambée de l'informatique et des communications est le support privilégié de ce fait historique sans précédent.

Réussite éducative : la notion de réussite éducative renvoie à la transmission d'attitudes, de comportements et de valeurs.

Réussite scolaire : la notion de réussite scolaire renvoie à la scolarisation, c'est-à-dire au cheminement parcouru par une ou un élève à l'intérieur du réseau scolaire; ce cheminement suit le parcours des matières enseignées, dont les programmes sont définis par le ministère de l'Éducation. Certaines séquences d'étapes mènent à un diplôme.

Réussite sociale : la notion de réussite sociale inclut la correspondance entre la formation à l'école et la place occupée dans la société, avec le pouvoir d'agir sur elle.

Théories socio-biologiques : théories qui expliquent le social par le biologique. Le code social qui distingue et hiérarchise les individus en deux classes de sexe est porteur d'une théorie naïve des différences de sexe qui postule l'existence de différences de comportement biologiquement prédéterminées. Or, l'explication psycho-biologique des différences de comportement ne dévoile pas les situations qui créent ces différences. Si les femmes ou les hommes présentent en majorité telle ou telle caractéristique, par exemple l'estime de soi, cette dernière n'est-elle pas le résultat d'interactions sociales? De plus, l'examen des différences fait écran à l'examen des similitudes. Les ressemblances entre filles et garçons sont plus grandes que celles qui existent entre garçons ou entre filles. Cependant, les similitudes entre les sexes ne sont pas aussi spectaculaires et ont moins de chance d'être signalées dans les médias.

INTRODUCTION

Notre recherche se situe dans le cadre des programmes qui recensent « les lacunes sur le plan des politiques, les tendances et les nouveaux enjeux ». À l'automne 1999, Condition féminine Canada lançait un appel de propositions sur le thème : *Où sont les femmes? Changements des discours touchant les politiques* (CCFC, 1999). La description du besoin de recherche faisait état de la situation suivante :

« Dans les démocraties occidentales, des changements d'orientation notables ont pu être observés dans les discours politiques, entraînant souvent une propension à négliger une argumentation ou une analyse fondée sur les enjeux de l'égalité entre les hommes et les femmes au profit de discours d'avantage axé qui sur l'enfant, qui sur la famille, qui sur les droits de la personne ou les droits culturels, ou encore sur les différences et la diversité. Bien que toutes les questions ainsi abordées soient d'une importance vitale, cette tendance confine néanmoins de plus en plus la promotion des droits des femmes à un rang de questions secondaires et la relègue désormais à des questions d'ordre spécifique. [...] L'émergence de discours politiques axés sur l'enfant est manifeste dans plusieurs phénomènes récents. [...] Ce discours politique occulte le contexte de la pauvreté féminine ainsi que le rôle central et la responsabilité première que les femmes assument auprès des enfants. L'émergence d'un lobbying axé sur des "droits" semble tout indiquée pour donner une voix aux groupes qu'on a décrits comme nouvellement défavorisés dans la foulée du mouvement féministe (par exemple les promoteurs des droits des hommes, des pères, des parents, des enfants et du foetus) ».

Nous avons proposé de mener une recherche intitulée *Analyse des discours sur la réussite et l'échec scolaire selon le sexe : quels enjeux sociopolitiques pour les femmes?* Son objectif est de décrire le contexte dans lequel s'est développé un nouveau discours de revendication centré sur les garçons et les hommes depuis le début des années 1990. Toutefois, nous avons été amenées, par la force des choses, à étudier différents discours masculinistes dont la réussite scolaire n'est qu'un parmi d'autres.

Dans une perspective néo-libérale, on prend la mesure de l'efficacité des systèmes d'éducation. Bon nombre de pays industrialisés, dont la société québécoise et canadienne, constatent qu'il y a plus de garçons que de filles parmi les groupes en difficulté scolaire. L'analyse différenciée selon le sexe, qui fait ressortir les écarts, est récente. Au début des années 1990, les milieux de l'éducation se rendent compte que plus de garçons que de filles prennent du retard au primaire. Au Québec, par exemple, où l'enseignement dure normalement six ans, les garçons sont 60 p. 100 plus nombreux que les filles à subir des retards scolaires depuis 1980 (Brais, 1991, p. 13). À l'école secondaire, d'une durée prévue de cinq ans, le taux de probabilité d'abandon scolaire, dans le secteur s'adressant spécifiquement aux jeunes, indiquait en 1993 une prévalence supérieure de 50 p. 100 chez

les garçons par rapport aux filles (MÉQ, 1993). Inversement, les filles affichent de meilleurs résultats en langue maternelle et en langue seconde, obtiennent un diplôme plus souvent et plus jeunes, et cela malgré les grossesses à l'adolescence qui augmentent les taux d'abandon. Au collégial, où les cheminements durent de deux à trois ans selon les options, les filles y accèdent à 71 p. 100 alors que chez les garçons, ce taux se situe à 55 p. 100, un écart qui n'a cessé de croître depuis le début des années 1980. Les différences de performance selon le sexe se confirment alors de plusieurs façons : l'âge d'accès, les résultats scolaires, le taux de réussite des cours à la première session, la durée moyenne des études et le taux d'octroi de diplôme. Qui plus est, l'écart en faveur des filles se maintient à réussite égale au secondaire. Dans les universités québécoises, à la même époque, l'accès des femmes passe de 20 p. 100 de la population étudiante en 1960 à 57 p. 100 en 1992. Les effectifs féminins sont supérieurs d'environ 12 p. 100 au premier cycle, à peu près égaux au deuxième cycle et leur proportion atteint les 30 p. 100 au troisième cycle. Les meilleurs résultats scolaires des filles leur permettent de s'inscrire en plus grande proportion dans certains programmes contingentés (MÉQ, 1993).

Les écrits journalistiques soulignent la « percée triomphale » des filles et commencent de plus en plus à insister sur le « malaise des garçons ». La crise de l'identité masculine est souvent invoquée (Bouchard, 1994). Vers le milieu de la décennie, on voit apparaître dans le discours médiatique des formes de suspicion à l'endroit des enseignantes du primaire, des mères monoparentales et des féministes pointées comme responsables des problèmes des garçons. Cette période se caractérise par l'émergence d'un courant de victimisation dans lequel les garçons sont présentés comme discriminés par le système scolaire devenu un milieu féminisé. Une plus grande place est donnée aux experts qui soutiennent cette thèse, incluant un certain nombre provenant de l'extérieur du pays. L'école mixte est remise en cause et, vers la fin de la décennie, des liens systématiques sont établis avec des thématiques comme le suicide chez les hommes, la prise de *Ritalin* chez les garçons, la garde des enfants par le père, la souffrance des hommes abuseurs, la perte de l'identité masculine, les fausses allégations de violence contre les hommes, etc. Lingard et Douglas (1999, p. 96) constatent une même progression dans le discours en Australie et en Grande-Bretagne :

« Des données supplémentaires sont habituellement invoquées dans les médias et les débats sur l'éducation pour poser cette question : “qu'en est-il des garçons”. Ces données découlent des chiffres différenciés selon le sexe sur les suspensions et les renvois, les comportements difficiles, les placements en classes de rattrapage, l'abandon des études, l'échec scolaire, les taux de suicide, la délinquance, etc. » [*traduction*].

La critique du féminisme et la remise en question des politiques qui ont accordé des droits aux femmes sont de plus en plus directes. Ce type d'articles augmente aussi en nombre. Ces dernières années, la publication accrue d'ouvrages divers concernant les hommes — par exemple *Homme et fier de l'être* (Dallaire, 2002) ou *Coupable d'être un homme* (Dupuy, 2000) — vient également alimenter l'écriture des journalistes, souvent les mêmes¹, qui portent ces discours.

Derrière les journalistes se profilent des groupes masculinistes² qui se structurent de plus en plus en réseaux nationaux et internationaux et qui les alimentent à partir d'événements récurrents, par exemple les résultats des élèves aux examens nationaux (d'ici ou d'ailleurs), la Journée internationale des femmes et la Semaine de la prévention du suicide, ou encore des éléments de l'actualité comme des situations de violence ou de meurtres conjugaux mis en lien avec la garde des enfants et le droit des pères. La critique des politiques, des lois, de l'administration de la justice, de l'éducation et de la répartition des ressources gouvernementales structure de façon de plus en plus explicite un discours masculiniste de revendication.

Dans sa formulation, ce discours puise à même la rhétorique féministe les arguments des femmes pour l'égalité. « Il existe un rejet du féminisme, sur le plan de sa pertinence quant au cas des garçons, et en même temps l'appropriation de sa méthodologie [sous-jacente] pour formuler des solutions aux difficultés que vivent les garçons dans le milieu scolaire » [*traduction*] (Lingard et Douglas, 1999, p. 55). Les tenants de ce discours produisent en même temps leur propre vocabulaire. Il est ainsi question, par exemple, de « vaginocrates » ou de « misandrie » et de concepts tels les fausses allégations (« false memory ») ou le « syndrome de la mère malveillante » (« malicious mother »), dont la base empirique reste nébuleuse. Le discours s'inspire d'arguments qui parlent des droits bafoués des hommes, qui invoquent la discrimination ou dénoncent l'absence d'institutions comme une journée internationale des hommes³. Un processus de nivellement des rapports de pouvoir des hommes sur les femmes s'installe pour non seulement occulter la persistance des inégalités, mais également attaquer certains acquis du mouvement des femmes.

Il ressort de nos analyses une ligne de fond claire, la volonté de revenir à la famille patriarcale traditionnelle, que ce soit par l'emprise exercée au sein même de la cellule familiale, ou encore par une prérogative sur le marché du travail qui découle de cette même position. Il ressort également qu'une offensive est lancée pour affaiblir ou faire perdre aux femmes certains acquis garantis par des politiques et auxquels ont été consacrées des ressources : les programmes d'accès à l'égalité, les politiques contre le harcèlement sexuel, les maisons d'hébergement pour femmes violentées, la loi sur les pensions alimentaires, la loi sur la garde des enfants, la mixité scolaire, etc.

Une recherche plus approfondie sur les groupes qui alimentent le discours médiatique donne à voir un réseau d'envergure qui se sert d'Internet pour s'implanter, s'ancrer et s'exprimer. Nous y avons découvert un discours haineux, souvent violent et sans frein aucun, à l'endroit des féministes et des femmes. Loin de relever du cas isolé, ce deuxième niveau de discours, que l'on pourrait qualifier de « souterrain », s'articule sur les mêmes problématiques que celui étalé sur la place publique, tout particulièrement sur les droits des pères, mais sans la retenue minimale du premier. Aucun des groupes dont nous avons visité le site n'a précisé sur ses pages qu'il ne souhaitait pas être associé ou confondu avec tel ou tel autre groupe de même type. Les ressources et les références offertes renvoient plutôt de l'un à l'autre à la grandeur de la toile. Internet a ceci de particulier qu'il permet aux individus ou groupes extrémistes, racistes, suprématistes, hétérosexistes, misogynes et autres porte-parole de droite ou d'extrême-droite de donner libre cours à leurs humeurs sans aucune forme de retenue. Nous avons pu constater le même phénomène lors du forum de discussion tenu

par le journal *Le Devoir*, en 1999, au sujet des écarts de réussite scolaire entre garçons et filles au Québec.

Notre recherche souligne la fragilité des acquis pour les femmes, tout particulièrement pour les jeunes femmes. Ce sont elles qui auront à vivre des reculs si le lobby masculiniste parvient à ébranler les politiques qui garantissent les droits des femmes. Ce discours, on le conçoit sans peine, soulève toute la question des priorités et de la distribution des ressources dans un contexte de réorganisation économique et de désengagement de l'État.

L'analyse des discours sur la réussite scolaire selon le sexe a porté sur un corpus de plus de 500 articles de journaux et de revues; elle est fondée sur une première recension publiée en 1994. Deux raisons expliquent son élargissement à l'étude du discours masculiniste dans son ensemble : en premier lieu, le faible pourcentage d'articles écrits du point de vue des filles dans nos compilations; deuxièmement, l'amalgame des différentes problématiques masculines réalisé par les auteurs⁴ de ces mêmes articles. Le corpus canadien comprend 374 articles dont 80,2 p. 100 (80,21 p. 100 du côté francophone et 87,7 p. 100 du côté anglophone) sont écrits du point de vue des garçons ou des hommes.

Nous verrons dans les différentes parties de ce rapport comment se structure le discours masculiniste et quelle est sa teneur, à quoi et à qui il fait appel, par qui il est porté ainsi que ce qu'il propose comme solutions aux problèmes qu'il dénonce. Avant d'aborder les contenus proprement dits, il est question, dans la première partie, du contexte économique qui a permis l'émergence de ce discours et son développement dans les pays industrialisés. Elle est suivie de la démarche de recherche et du corpus de données constitué aux fins de l'étude. Nous présentons ensuite quelques tableaux pour comparer les médias anglophones et francophones canadiens avec ceux de l'Australie, des États-Unis et de la France, selon les catégories de contenu et les catégories interprétatives. Puis, nous faisons état des contenus textuels et des éléments déclencheurs. Dans la partie suivante, nous abordons les solutions proposées par les tenants de ce discours, tant sociales que scolaires, pour en montrer l'incidence et en faire la critique. Nous brossons le portrait des porte-parole de ce discours, à savoir qui sont les auteurs des articles, les experts cités, les groupes masculinistes qui alimentent les auteurs et leurs réseaux Internet. La dernière partie contraste le discours avec certaines données factuelles existantes sur ces mêmes questions, afin d'en montrer les biais et les limites. Enfin, nous terminons sur les enjeux soulevés par le discours masculiniste, ses répercussions sur les femmes et les groupes de femmes et nous formulons des recommandations aux fins d'orientation politique.

1. LE CONTEXTE DE MONDIALISATION

Il est actuellement question d'un discours qui laisse croire que les enjeux concernant les femmes sont désormais dépassés, que l'égalité est atteinte et que, non seulement est-elle atteinte, mais qu'il y aurait maintenant un renversement de situation. Au Canada, une argumentation se développe depuis 10 ans pour soutenir l'idée que les hommes et les garçons font l'objet d'une discrimination par le système scolaire, le système de santé, le système judiciaire et les administrations publiques. En 10 ans, période très courte dans une perspective historique, le mouvement des femmes a perdu une grande partie de sa légitimité dans la poursuite de ses objectifs d'égalité. Cette période correspond à l'émergence d'un discours que nous nommons le « discours de l'usurpation » (Bouchard, 1994). Il laisse entendre que les femmes n'occupent pas de plein droit les places qu'elles ont gagnées parce qu'elles sont redevables à quelque traitement de faveur historique et politique obtenu grâce à des programmes, à des lois, à des mesures et à des ressources financières découlant du féminisme. Ce discours est véhiculé par les médias qui s'alimentent aux critiques des groupes masculinistes qui se sont organisés et structurés pendant la même période.

Ce discours n'est pas particulier au Québec ou au Canada, comme nous le montrons avec les analyses de quelques auteurs clés dans les pages qui suivent. Il s'est manifesté notamment au Danemark, en Australie et en Grande-Bretagne vers la fin des années 1980, puis aux États-Unis (Dufresne, 1998), en France et en Afrique du Sud par la suite (Epstein *et al.*, 1998; Foster, 1996; Kruse, 1996; Lingard et Douglas, 1999; Messner, 1997). Il s'agit d'un phénomène des pays industrialisés, relativement restreint sur la carte géopolitique du monde, mais auquel est accordée grande attention car il s'agit des pays les plus puissants. À l'échelle de la planète, il est assez difficile de soutenir, par exemple, que le sexe masculin est discriminé en éducation puisque des 130 millions d'enfants qui ne fréquentent pas l'école, les 2/3 sont des filles (CFC, 2001). Cette précision est importante non seulement pour circonscrire le phénomène à l'étude, mais aussi pour démontrer les limites des théories essentialistes et sociobiologiques invoquées dans les pays occidentaux.

Lorsqu'on fait appel aux arguments sur les différences hormonales ou cérébrales pour expliquer que les systèmes scolaires ne sont pas adaptés aux styles d'apprentissage et aux comportements des garçons, ces arguments ont peu de résonance dans le reste du monde. Les caractéristiques biologiques et physiologiques des garçons sont les mêmes d'un pays à l'autre. Il faut préciser que ces approches supposent que les caractéristiques biologiques entraînent ou expliquent des comportements similaires chez tout un groupe de sexe. Or ce n'est pas le cas.

La scolarisation des filles demeure une des grandes priorités des organismes internationaux d'aide au développement. Dans l'ensemble des pays en développement (PNUD, 2000), le taux brut de scolarisation combiné du primaire au cycle supérieur était, en 1997, de 55 p. 100 pour les femmes et de 63 p. 100 pour les hommes comparativement à 86 p. 100 pour les hommes **et** pour les femmes dans les pays membres de l'Organisation de coopération pour le développement économique (OCDE).

La question des écarts de réussite scolaire en faveur des filles se pose donc uniquement, et simultanément, dans les pays industrialisés. Dans un contexte de mondialisation économique et culturelle, la concomitance du phénomène dans ces pays facilite l'internationalisation des discours médiatiques le concernant. Certains articles de journaux australiens ou britanniques ont ainsi fait le « tour du monde » occidental. C'est le cas, par exemple de l'article intitulé « Tomorrow's Second Sex », paru dans *The Economist* le 28 septembre 1996 (Lingard et Douglas, 1999, p. 10). Il a également été reproduit au Canada par *The Globe and Mail* du 5 octobre 1996. Cet article soutient que les hommes échouent dans le système scolaire, dans le monde du travail et dans la famille.

De même que sont reproduits certains articles sont empruntées les idées sur les façons d'aborder le phénomène. Par exemple, l'article « Pitié pour les garçons, une génération castrée » paru dans *l'Actualité* (1^{er} février 1992) s'inspire de la même symbolique que celui publié dans un quotidien britannique sous le titre « Pity the Man of Today » (Weldon, 1997). Dans ce dernier, l'auteur se demande si le féminisme n'est pas allé trop loin parce que les garçons et les hommes sont dans un triste état alors que les filles triomphent.

Dans le contexte de la mondialisation de l'économie, de la restructuration du marché du travail (économie du savoir, travail autonome, précarité, etc.) et du désengagement progressif de l'État providence d'un certain nombre de secteurs sociaux plus fragiles, un sentiment d'insécurité chronique est né parmi la population, en même temps qu'un nouvel individualisme. La mondialisation a causé la disparition progressive de plusieurs emplois occupés traditionnellement par les hommes de la classe ouvrière, que ce soit parce qu'il en coûte moins cher de faire produire dans les pays en développement ou parce que certains secteurs d'emplois primaires se sont transformés ou sont en train de disparaître.

Selon les données du *Rapport sur la croissance, le développement humain et la cohésion sociale*, la proportion d'hommes de plus de 55 ans actifs sur le marché du travail diminue depuis la fin des années 1980 (CRSHC, 1999). Ce déclin s'explique, en grande partie, par les retraites obligatoires et les retraites anticipées. Plus récemment toutefois, cette même tendance a été observée chez les hommes de moins de 44 ans. Elle s'explique par la diminution de l'offre de travail⁵. Entre 1989 et 1995, l'offre a surtout diminué dans le secteur du travail de bureau et des professions du secteur primaire et de la transformation. Ce sont surtout les travailleurs manuels et les travailleuses de bureau qui ont été les plus touchés par ce phénomène. Par contre, comme le souligne le rapport, c'est dans les professions de la gestion et les professions libérales qu'a eu lieu la plus forte hausse du nombre d'emplois (de pratiquement 500 000).

Dans l'ensemble, la création d'emplois semble évoluer vers les professions qui exigent une scolarité avancée. Les travailleurs peu instruits sont de plus en plus défavorisés. Étant donné l'évolution de la demande en faveur des travailleurs les plus qualifiés, leur situation se détériore encore davantage.

Pendant et après la récession de 1981-1982, les gains annuels des travailleurs appartenant à divers groupes d'âge ont divergé, chez les hommes comme chez les femmes. La baisse des gains des jeunes travailleurs a été généralisée dans la plupart des secteurs d'activité et des

professions. Ce phénomène a été observé dans la majorité des pays occidentaux industrialisés. La situation s'est traduite par une diminution des gains réels des travailleurs masculins de moins de 35 ans. Chez les jeunes hommes, le revenu annuel réel a chuté de 20 p. 100 entre 1980 et 1993. Les jeunes femmes, quant à elles, n'ont pas vu leurs gains diminuer aussi gravement, puisque ceux-ci étaient déjà inférieurs à ceux des hommes et que du rattrapage restait encore à faire. Chez les hommes, l'âge est un facteur de clivage qui s'ajoute à la scolarisation.

La conviction chez les hommes des générations précédentes, reprise par nombre de jeunes hommes de milieu populaire moins enclins à poursuivre les études, voulant qu'il suffit d'être débrouillard pour se trouver un bon emploi, est démentie par les changements qui touchent le marché du travail depuis le début des années 1990.

Les hommes de la classe moyenne ont eux aussi été déstabilisés dans leur cheminement professionnel par l'arrivée des femmes cadres dans les institutions gouvernementales et paragouvernementales et dans l'administration des grandes entreprises. Comme l'écrivent Kimmel et Kaufman (1995, p. 18 cités dans Douglas et Lingard, 1999, p. 15), les hommes de classe moyenne et de race blanche, de la tranche d'âge des 20 à 40 ans, ont été parmi ceux les plus fortement touchés par ce phénomène. Un chercheur américain (McCarthy, 1998 cité dans Lingard et Douglas, 1999) avance que cette conjoncture d'insécurité sur le plan économique serait à l'origine d'un fort sentiment de ressentiment (« a resentment politic ») au sein de la population masculine et qu'elle favoriserait la montée de la droite, du racisme et de divers groupes de contestation du féminisme.

Un autre élément doit être ajouté à ce portrait macroéconomique et sociologique, soit les nouvelles orientations adoptées par les États pour instaurer des mesures de rendement et de reddition des comptes dans le contexte de la nouvelle économie du savoir. Une pression palpable s'est exercée sur les institutions scolaires qui affichaient de forts taux d'échec et d'abandon scolaire, notamment dans certains secteurs défavorisés qui comptent beaucoup de garçons parmi leurs décrocheurs.

Dans le contexte que nous venons de décrire, les mesures qui favorisent l'accès à l'égalité dans une perspective féministe sont fortement prises à partie. Le discours qui consiste à faire des hommes les victimes d'un système (scolaire, social, judiciaire ou économique) jouit d'un vaste appui et justifie l'exercice de pressions (Lingard et Douglas, 1999, p. 14). Les mesures, lois ou politiques qui ont une incidence sur l'attribution et le partage des ressources entre les sexes sont visées (Hey *et al.*, 1998, p. 128) par les porte-parole de ces groupes (pensions alimentaires, programmes d'accès à l'égalité, subventions dans le communautaire). Dufresne (1998, p. 129) avance que :

« L'argent est le fil rouge reliant la majorité des démarches masculinistes, surtout du côté des hommes divorcés (Comité masculin contre le sexisme, 1993). L'Association des hommes séparés et divorcés du Québec (AHSD) incitait il y a 15 ans les hommes à refuser de payer toute pension alimentaire aux enfants s'ils étaient insatisfaits d'une ordonnance de divorce. L'AHSD est aujourd'hui devenue le GEPSE [Groupe d'entraide aux pères et de soutien

à l'enfant], qui poursuit [...] la lutte contre la perception du soutien dû aux enfants ».

Les masculinistes s'attaquent également aux secteurs d'emplois traditionnellement féminins, dont la santé et l'éducation, parce qu'on n'y retrouverait pas suffisamment d'hommes pour servir de modèles ou comprendre le vécu des hommes. En même temps, leurs solutions sont de procurer des emplois aux hommes en les embauchant dans ces secteurs. Le féminisme devient le bouc émissaire des changements survenus dans l'économie et sur le marché du travail.

C'est dans cet environnement que montent les discours qui dépeignent les garçons en victimes du système scolaire (Lingard et Douglas, 1999, p. 99). Kruse (1996, p. 438) rapporte que cette même dynamique s'est installée au Danemark il y a quelques années : « pendant les années 1980, le féminisme était axé sur l'appui et l'affirmation de filles "dociles". La réaction a été la suivante : et les "pauvres garçons" ? Aujourd'hui, l'accent est mis sur les "garçons rebelles" ou plutôt les "vrais garçons", et les "garçons rebelles" en chacun d'eux » [*traduction*]. Elle reprend les idées qui ont gagné en popularité :

- L'école a d'abord été présentée comme un lieu féminin castrant pour les garçons : « les femmes détiennent le pouvoir [...] L'école est désormais un endroit terrible pour les garçons (...) Ils sont emprisonnés dans le matriarcat » [*traduction*]. Les enseignantes n'accepteraient pas les garçons tels qu'ils sont, ce qui expliquerait pourquoi ils sont plus souvent punis que les filles. Dans un tel environnement, même les enseignants seraient obligés de se soumettre aux valeurs des femmes.
- Dans cette foulée, les garçons ont été décrits comme des victimes. Ils débuteraient l'école trop jeunes et seraient incapables de faire face aux pressions féminines. En réalité, ils seraient le véritable « sexe faible ».
- Un constat s'est alors imposé : il manquerait de « vrais hommes ». Conséquemment, il faudrait accroître le nombre d'enseignants susceptibles d'être des modèles. On devrait également permettre aux garçons d'exprimer des valeurs machistes pour qu'ils puissent manifester leur « agressivité provoquée par l'angoisse » (Connell, 2000) par le biais de jeux de guerre et le maniement des armes.

Kruse (1996) rapporte que cette idéologie a suscité au Danemark une hausse phénoménale des projets pour et au profit des garçons qui font promotion de la violence, de la guerre et de la compétition à outrance.

Selon Flood (1997), les discours masculinistes en Australie sont élaborés par une minorité d'hommes, mais qui se font entendre, face aux changements initiés par le féminisme depuis les trois dernières décennies. Ils s'articulent autour de trois axes : un axe pro-féministe et favorable aux gais et lesbiennes; un axe préoccupé essentiellement par l'épanouissement personnel et la guérison (*healing*) — c'est le « cœur » du mouvement selon l'auteur — et, finalement, un axe anti-féministe structuré essentiellement autour de la notion de défense des droits des hommes (voir la typologie des groupes masculinistes). Cet axe est, à son point

de vue, le plus extrémiste. Il bénéficie d'une grande visibilité et de popularité auprès des médias, ce qui lui permet d'asseoir sa crédibilité dans la population.

Les groupes de défense des droits des hommes sont en lien avec les groupes des droits des pères et ceux des parents n'ayant pas la garde de leurs enfants. D'après Flood (1997), certains de ceux-ci ont des affiliations avec les regroupements chrétiens conservateurs⁶ et ils considèrent que la famille traditionnelle et patriarcale est la seule forme « naturelle » de la famille. D'autres groupes ont des positions plus nuancées mais ils partagent tous, selon l'auteur, le même « ennemi », soit le féminisme, tout en étant fréquemment opposés au mouvement pour les gais et les lesbiennes et autres mouvements progressistes. « Les défenseurs des droits des hommes rejettent sur les femmes et le féminisme la responsabilité du tort fait aux hommes et soutiennent que les hommes sont désormais les vraies victimes » [*traduction*] (Flood, 1997, p. 38).

Les positions exprimées sur le féminisme divergent selon les groupes de défense des droits des hommes, mais oscillent politiquement du centre à l'extrême-droite. En voici les principales tendances (Flood, 1997) :

- Grâce au féminisme, les femmes auraient maintenant plus de choix que les hommes alors que ceux-ci seraient toujours cantonnés dans leur rôle traditionnel.
- Par le passé, le féminisme aurait eu une approche inclusive axée sur la « libération de l'humain », mais le mouvement aurait dévié pour ne plus défendre que les seuls intérêts des femmes.
- Le féminisme n'aurait jamais tenté de libérer les hommes, mais plutôt cherché à les maintenir dans leurs rôles traditionnels, notamment de pourvoyeurs.
- Le féminisme aurait permis une conspiration — les « *Fémininazis* » — pour discriminer contre les hommes et occulter la violence à leur endroit.
- Les groupes de défense des droits des hommes véhiculent les représentations suivantes au sujet des hommes :
 - Les hommes seraient victimes d'oppression tout comme les femmes, à cause des rôles de sexe limitatifs et destructeurs.
 - Les hommes ne détiendraient pas de pouvoir ni de privilèges. Au contraire, ils seraient opprimés par les femmes.
 - Les hommes sont présentés comme des « *success objects* » (par allusion à *sexual objects*), ployant sous leur rôle de pourvoyeur et victimes de la violence endémique et socialement tolérée que sont les guerres et le travail masculin, sans parler de la violence perpétrée par les femmes. Ils seraient également victimes de discrimination lors du divorce, dans le cas de la garde d'enfants, et injustement traités par les médias.

Les problématiques de prédilection de ces groupes sont la violence interpersonnelle et les lois concernant la famille et la garde des enfants. Toujours selon Flood, ils soutiennent des

poursuites légales contre les femmes et font du lobbying et du harcèlement. Ils vont jusqu'à financer des enquêtes pour retracer les conjointes violentées dans les maisons d'hébergement et obtenir des informations sur la vie privée des intervenantes qui y travaillent (Flood, 1997).

L'auteur australien exprime son inquiétude face à la montée de ce mouvement anti-féministe dans un contexte politique de plus en plus conservateur :

« Je suis très troublé par les groupes anti-féministes organisés dans ce pays, d'autant qu'ils s'imposent dans un contexte politique de plus en plus conservateur. Ce sera un défi continu de promouvoir une perspective favorable au féminisme (et d'affirmation des hommes) face à ces groupes et à cause de l'ignorance de bien des hommes » [*traduction*] (Flood, 1997, p. 39).

Tout en reconnaissant que les débats anti-féministes dominent l'agenda public en éducation au dépens des autres problématiques, Kenway (1996) décrit un éventail plus large de positions au sein du « *Boy's movement* » australien. Journalistes, décideurs politiques et enseignants se préoccupent du fait 1) que les garçons semblent en général plus démotivés que les filles, qu'ils ont davantage de troubles de comportements et qu'ils sont moins performants. D'autres s'inquiètent 2) du faible taux de réussite et de l'aliénation de certains groupes comme ceux issus de milieux ouvriers ou du monde rural. D'autres encore se questionnent sur 3) certaines dimensions psychologiques telles les difficultés des garçons à maîtriser leurs émotions et à vivre l'intimité et l'impact de ces difficultés sur leur santé et leurs relations avec les autres. Pour d'autres, enfin, 4) le mouvement féministe aurait discriminé contre les garçons.

En dépit des positions diverses dans le mouvement, McKay constate que la dernière est dominante dans les médias : « la presse populaire reprend bon nombre de ces thèmes et, dans certains cas, les élèvent au point de provoquer une forte hystérie et paranoïa » [*traduction*] (McKay, 1991 dans Kenway, 1996, p. 450).

Les réformes scolaires et sociales demandées par le féminisme sont perçues comme une attaque contre les hommes. Kenway (1996) recense un certain nombre de stratégies mises en place pour permettre aux garçons et aux hommes de réaffirmer leur « supériorité » : 1) faire taire le discours féministe; 2) le pervertir; 3) le canaliser pour répondre aux besoins des garçons; 4) le canaliser pour répondre à des besoins autres (ex. valorisation des écoles de métier); 5) le canaliser pour répondre à l'émergence de nouvelles identités masculines.

Selon l'auteure, ces débats suscitent de nombreux antagonismes. Les groupes en présence sont polarisés : ce sont les féministes contre les anti-féministes; les femmes contre les hommes; les enseignants et les parents contre d'autres enseignants et parents. On discrédite les savoirs féministes développés au cours des dernières années sur la construction sociale du genre pour revenir à des théories éculées. « Le discours sur l'égalité des chances n'a pas encore engendré une critique ouverte de la masculinité elle-même » [*traduction*] (Kenway, 1996, p. 453).

C'est également la conclusion à laquelle parvient Kimmel (2000, p. 14) pour les États-Unis : « nous entendons beaucoup parler des hommes, mais peu de masculinité [...] la masculinité — et non le féminisme, la testostérone, l'absence du père et le non-enseignement des theories de l'évolution — est la clé de la compréhension du fait d'être garçon et de la crise vécue actuellement » [*traduction*] (souligné dans l'original). Il ajoute : « ce n'est pas l'expérience scolaire qui "féminise" les garçons, mais plutôt l'idée d'une masculinité traditionnelle qui empêche les garçons de réussir » [*traduction*] (2000, p.19), ce que Adler, Kless et Adler (1992) et Epstein (1998) ont également souligné dans leurs recherches.

Selon Lingard et Douglas (1999, p. 57), qui ont étudié le phénomène en Australie et en Grande-Bretagne, les groupes qui affirment que c'est maintenant le tour des garçons, parce que les filles ont bénéficié d'un traitement de faveur issu du féminisme, sont aussi ceux qui s'opposent aux programmes d'accès à l'égalité et aux mesures d'équité. Il y aurait une synergie entre les deux types de discours, ce que nous verrons effectivement aux chapitres 5 et 6 consacrés au contenu des articles et des solutions proposées.

2. LA DÉMARCHE DE RECHERCHE

La présente recherche est fondée sur un corpus de 612 articles de journaux et de revues. Par article, nous entendons tout texte publié dans un journal ou une revue, qu'il soit de la plume d'un journaliste, d'un chroniqueur, d'un lecteur ou encore repris d'une agence de presse. La sélection, réalisée à l'aide des mots-clés « education-boy-girl-gender-difference-academic success/men-violence-male-fatherhood-suicide », et leurs équivalents français, a donné quelque 800 articles dont 612 ont été reconnus pertinents. En effet, il faut savoir que la recherche par mots-clés fait parfois émerger des articles dont une seule ligne se rapporte au thème, la teneur étant toute autre. Ces articles proviennent du Canada (187 en français et 187 en anglais), des États-Unis (61)⁷, de la France (71), de la Belgique (7), de l'Australie (46) et de l'Angleterre (60)⁸. Les périodes sur lesquelles porte la collecte des données varient de 1990 à 2000 (moment du début de la recherche), selon les archives disponibles pour chacun des journaux et revues. L'analyse qualitative présentée dans le rapport repose uniquement sur les données canadiennes. Les informations tirées des autres corpus seront utilisées à des fins de comparaison et présentées sous forme de tableaux quand il y a lieu.

Pour la presse francophone canadienne et européenne, nous avons utilisé le moteur de recherche *Eureka* afin de couvrir la période 1990-1996 et fouillé « Actualité Québec » pour la période 1996-avril 2000. Les journaux suivants ont été répertoriés : *Le Soleil*, *La Presse*, *Le Devoir*, *Le Droit*, *Voir* et *l'Actualité*. La recherche sur microfilms a permis de parcourir le *Journal de Québec* sur une période de deux ans. Nous avons utilisé des outils comme *Repère* pour scruter les revues *Châtelaine*, *La Gazette des femmes*, *Femme plus* et, en France, *Le Nouvel Observateur*. Toujours avec *Eureka*, les journaux français suivants ont été scrutés : *Le Monde*, *L'Express*, *Le Monde diplomatique*, *La Croix*, *L'humanité*, *L'Hebdo*, *Le Point* et pour la Belgique, le journal *Le Soir*. La recherche avec les moteurs de recherche *Alta Vista* et *Google* a permis d'ajouter quelques autres articles de langue française en Europe.

Quant aux journaux et revues canadiens, américains, britanniques et australiens de langue anglaise, la recherche sur cédéroms a débuté sur *Canada NewsDisc* (1997-mars 2000) et *The Globe and Mail* (1991-1999). Les journaux répertoriés par le premier sont : *The Vancouver Sun*, *Vancouver Province*, *Toronto Star*, *Ottawa Citizen*, *The Montreal Gazette*, *Halifax Daily News*, *The Hamilton Spectator*, *The Toronto Sun*, *National Post*, *Financial Post*, *Charlottetown Guardian*, *St-John's Telegram*, *Victoria Times Colonist*, *Calgary Herald*, *Edmonton Journal*. Nous avons poursuivi la recherche avec *Eureka* sur Internet pour couvrir la période 1991-1996. Les journaux étudiés sont : (1998-2000) *The London Free Press*, (1999-2000) *The Ottawa Sun* et (2000) *The Edmonton Sun*.

À l'aide du moteur de recherche *INFOTRAC* (bibliothèque de l'Université Laval), nous avons exploré les revues canadiennes suivantes : *Châtelaine*, *Maclean's*, *Atlantic Monthly*, *Emergency Librarian*, *Canadian Speeches*, *Ontario History*, *Alberta Report*, *Business Week*, *Report Newsmagazine*, *Canadian Historical Review*, *Reader's Digest* et *BC Report*. Les revues américaines suivantes ont été fouillées : *U.S. News and World Report*, *Psychology*

Today, New Republic, Today's Parent, World Press Review, Saturday Night et Emphatic Parenting (1990-2000). La recherche à l'aide de *Alta Vista* a donné accès à *First Search*, une banque de résumés d'articles parus entre 1990-2000 pour les revues et journaux suivants : *Popular Science, U.S. Chronical, The Humanist, Maclean's, Working Women, Current, World Health, Teen, Parents, Ladies' Home Journal, Times, The Education Digest, Science, Natural History, McCall's, Health, Parents Magazine, American Health, The New York Times Magazine, Society, Men's Health, Discover, American Health for Women, Reader's Digest (U.S.), Children Today, Fortune, The Washington Post, The San Francisco Gate* (1995-2000) et *The U.S. News and World Report* (1999). La consultation de divers sites Internet à l'aide de *Alta Vista* a permis d'ajouter *the Raleigh North Carolina News and Observer* (1994-2000), pour la Grande-Bretagne, *The Guardian* (1999-2000) et *The Herald* (1999-2000), pour l'Australie, *The Sydney Morning Herald* (1998-2000) et *The Canberra Times* (1999-2000). Compte tenu des limites des outils de recherche utilisés, il est fort probable que le corpus d'articles traitant des sujets abordés soit plus volumineux que celui retenu ici.

L'étude des contenus a été réalisée à l'aide d'un logiciel d'analyse qualitative. Le logiciel NUD*IST (Non-numerical Unstructured Datas Indexing Searching and Theorizing) rend possible la classification ainsi que la codification des données textuelles et non structurées. Il permet une gestion efficace du texte, simplifie l'étape de la classification du matériel et favorise la formulation des théories explicatives.

Tout le matériel est d'abord numérisé, puis saisi à des fins de catégorisation, c'est à-dire divisé en séquences dont la phrase pourrait être la plus petite unité. Dans notre recherche, des noyaux de sens plus étendus lui ont été préférés afin de conserver le contexte dans lequel l'idée est exprimée. « Noyau de sens » désigne ici une idée telle que développée par un auteur. Chaque unité est par la suite codée en fonction des catégories à l'étude. Un noyau de sens peut être codé sous plusieurs catégories. Celles-ci sont en partie préétablies et en partie émergentes du processus d'analyse lui-même. Elles sont arrêtées dans le cadre d'un accord inter-juges entre les membres de l'équipe de recherche. À partir d'un échantillon d'articles de journaux et de revues pris au hasard, le même pour tous, nous avons procédé à un exercice de catégorisation. La comparaison a amené l'équipe à préciser les définitions et à ajouter de nouvelles catégories. La démarche a été répétée jusqu'à ce que la classification relève d'une même compréhension des catégories utilisées. Au fur et à mesure de l'avancement du travail, cette dynamique de validation interne permet d'arrêter une structure d'analyse qui, dans le jargon du logiciel, s'appelle un arbre conceptuel.

Le schéma graphique présenté à l'annexe I en donne un aperçu. Dans cette recherche, la structure d'analyse recouvre 1) des catégories descriptives et informatives, par exemple le nom du journal, l'année de parution, le nom du signataire et le titre de l'article; 2) des catégories de contenu se rapportant par exemple aux événements déclencheurs, aux experts cités ou aux arguments développés; 3) des catégories d'interprétation proposant d'en situer le sens dans le cadre de nos approches disciplinaires et 4) une catégorie « solutions proposées » afin de cerner non seulement les tenants, mais aussi les aboutissants du discours.

Avant de présenter la description de chacune des catégories qui a servi à asseoir l'analyse, il semble opportun de proposer une vue d'ensemble du travail catégoriel au lecteur ou à la lectrice.

Les catégories descriptives et informatives

Les données descriptives

Les données descriptives se rapportent aux auteurs (noms, sexe), aux journaux et aux articles (titres, noms, année de parution, etc.).

Les événements déclencheurs

Les articles sont souvent rédigés à la suite d'événements particuliers qui servent de support ou de référent :

- la parution de rapports et de statistiques gouvernementaux ou paragouvernementaux comme l'Avis du Conseil supérieur de l'éducation du Québec (1999) ou les résultats aux examens nationaux;
- des faits divers fortement médiatisés, par exemple le suicide d'un journaliste connu ou encore un drame conjugal;
- la tenue d'activités de sensibilisation, de colloques ou de conférences en lien avec les thématiques du discours, par exemple le premier colloque sur la condition masculine, la formation d'un groupe masculiniste, la conférence d'un expert, la création d'une coalition, etc;
- la publication de livres, de résultats de recherche universitaire ou d'institutions privées comme le livre de William Pollack, *Boys will be boys*; les travaux de recherche de Pierrette Bouchard sur les écarts de réussite scolaire entre garçons et filles, un rapport du Fraser Institute (1999);
- les événements qui revêtent une symbolique et dont l'anniversaire est souligné comme la Fête des pères, la Semaine de la prévention du suicide ou la tragédie de la Polytechnique.

Le type et la nature des référents utilisés

L'argumentation des auteurs est souvent appuyée sur des référents dont le degré de connaissances scientifiques est variable⁹:

- par exemple, l'auteur utilise un événement de la vie quotidienne pour illustrer son propos et cite les témoignages des gens qui y sont mêlés (un parent raconte la situation de son fils à l'école);
- des statistiques dont les sources sont citées, parfois avec l'ensemble des informations qui y sont reliées (taux de suicide chez les garçons comparativement aux tentatives de suicide chez les filles), parfois sans;
- des résultats de recherche scientifiques;
- des livres d'opinion.

Les personnes citées en appui ou prises à partie

Les auteurs des articles citent différentes personnes à titre d'expertes en la matière, s'inspirent des prises de position ou des écrits de telle ou telle autre ou encore remettent en question certaines autres :

- par exemple, des chercheurs (universitaires, étudiants, organismes ou centres de recherche);
- des gens du terrain, de la pratique, de l'intervention de première ligne (directeur d'école, psychologue scolaire, personnel enseignant, intervenants sociaux);
- des parents qui citent l'expérience de leur enfant;
- des gestionnaires et administrateurs d'institutions publiques et privées (fonctionnaires, représentants d'universités, de collèges ou de commissions scolaires);
- des témoins de l'événement (pères divorcés, femmes violentées, étudiants en difficulté);
- d'autres journalistes ou les auteurs d'une lettre d'opinion (chroniqueur, éditorialiste, monsieur et madame « tout le monde »);
- des personnalités politiques (députés, ministres, premier ministre);
- des leaders de groupes d'intérêts ou de mouvements sociaux (syndicats, groupes masculinistes, groupes féministes, mouvement des femmes);
- au nom de la population en général (par exemple vox pop, la société, le bien commun);
- d'autres personnes connues (par exemple des célébrités du monde du spectacle).

Les catégories de contenu

Les catégories de contenu divisent l'argumentaire développé en 12 segments ou sous-catégories.

Les arguments de nature

Ces arguments affirment une théorie de la différenciation naturelle entre les hommes et les femmes, considérés comme deux espèces distinctes. Leurs spécificités biologiques, entre autres les hormones sexuelles, le fonctionnement neuronal (différences au niveau du cerveau), le fonctionnement cognitif (par exemple des habiletés abstraites pour les hommes et des habiletés langagières pour les femmes) ou l'expression de leurs émotions (par exemple, la passivité pour les femmes et l'agressivité pour les hommes) expliqueraient des différences d'habiletés, de capacités et de comportements.

Les arguments historiques

Ces arguments invoquent l'histoire pour réaffirmer une différence entre hommes et femmes (par exemple, les conséquences actuelles des revendications du mouvement féministe sur les lois, les mesures ou les programmes; celles de la mixité scolaire; le rappel des rôles que les hommes et les femmes ont occupés à différentes époques; l'utilisation d'images mythiques).

Les arguments sur les familles

Ces arguments considèrent à la famille comme agente première de la sociabilité primaire : elle est le premier réseau social de l'enfant et, à ce titre, ses membres (mère et/ou père) sont responsables de la transmission des valeurs (par exemple, effets de la présence ou de l'absence d'un parent, types de famille ou façons de transmettre les valeurs aux garçons).

Les arguments sur l'institution scolaire

L'environnement scolaire influence le développement de l'enfant. L'école prend en charge la sociabilité secondaire des jeunes. Dans cette perspective, l'école ou son personnel peuvent être tenus responsables de la situation scolaire ou identitaire des garçons. Cette catégorie regroupe par exemple l'incidence positive ou négative d'un personnel enseignant de même sexe, la question du taux de féminité du personnel, la discussion sur leurs attitudes et comportements pour favoriser la réussite scolaire ou sur leurs interactions avec la population étudiante, des interrogations sur l'organisation, l'occupation et l'appropriation de l'espace scolaire par l'un et l'autre sexe.

Les arguments sur les acteurs sociaux

Ces arguments soutiennent que les situations dans lesquelles se retrouvent les personnes sont imputables en partie à leurs propres actions. L'implication personnelle, l'effort consenti, l'investissement fourni, les motivations personnelles, l'intérêt ou le plaisir éprouvé à l'égard de la scolarisation et de l'apprentissage, ou l'explication de leurs situations en fonction de leur appartenance à un groupe sexuel, peuvent être invoqués pour expliquer les phénomènes étudiés.

Les arguments sur les idéologies

Ces arguments renvoient à une démarche de sensibilisation ou de conscientisation des actrices et acteurs sociaux. Le féminisme, le masculinisme, le marxisme ou d'autres courants idéologiques sont invoqués pour conscientiser les actrices ou les acteurs sociaux aux inégalités sociales.

Les arguments d'ordre sociopolitique

Les arguments avancés ici sont qualifiés de sociopolitiques parce qu'ils illustrent différents rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. Ils empruntent à la théorie de la domination et de l'oppression autant pour situer les hommes que les femmes comme dominants ou dominés. Dans cette catégorie, il peut être question, par exemple, des pères qui se disent opprimés parce qu'on leur enlève leurs droits de garde ou de la réussite scolaire des filles qui ne se transforme pas nécessairement en réussite sociale.

Les arguments d'ordre sociopsychologique

Il est question, dans cette catégorie, d'arguments relatifs à la construction de l'identité sociosexuelle. Par exemple, pour expliquer le malaise des garçons ou les difficultés des hommes, on invoque des thèmes ayant trait à la perte de l'identité masculine ou à la quête d'une nouvelle identité, conséquences de la redéfinition des rôles sociaux traditionnels ou des pressions pour les redéfinir (par exemple, les femmes demandent aux hommes d'exprimer leurs émotions ou encore le rôle de pourvoyeur n'est plus valorisé depuis que les femmes ont accès à l'éducation et prennent leur place sur le marché du travail).

Les arguments d'ordre culturel

Il est question des médias comme agents de socialisation des modèles proposés ou des stéréotypes sociaux. Les arguments invoqués s'inspirent des cultures propres à chacun des sexes (par exemple, les armes en lien avec la culture masculine).

Les arguments se rapportant à l'appareil politique

Les arguments repris sous cette catégorie imputent aux institutions étatiques, tels les gouvernements, les tribunaux ou les lois, la responsabilité de la situation vécue par l'un ou l'autre sexe (par exemple les tribunaux qui favoriseraient davantage les femmes lors des divorces pour la garde des enfants).

Les arguments d'ordre économique

La situation financière des hommes et des femmes est au cœur de ce type d'argument. Il est question, par exemple, d'hommes qui se perçoivent uniquement comme des pourvoyeurs de fonds ou encore de pensions alimentaires trop élevées.

Les arguments sur la violence

Cette catégorie regroupe des arguments qui se rapportent à la violence selon le sexe (par exemple la violence des hommes qui résulte du cumul de diverses souffrances ou encore la violence perpétrée par les femmes et leurs fausses allégations de violence).

La catégorie « Argument principal »

Afin de faciliter l'analyse de contenu, une catégorie synthèse appelée « Argument principal » a été créée pour identifier le courant explicatif dominant dans un article. Alors que dans les autres catégories il s'agissait de relever systématiquement la présence des différents types d'arguments, dans celle-ci, il s'agit de déterminer celui qui imprime la direction à l'article.

Les catégories de l'interprétation

Comme nous l'avons expliqué plus haut, ces catégories proposent des avenues interprétatives inspirées de nos travaux antérieurs (Bouchard, 1994), en lien avec les théories scientifiques développées dans le champ des études féministes, des recherches en éducation et des autres disciplines pertinentes. Elles s'articulent et découlent les unes des autres alors que les catégories de contenu visaient plutôt à être exclusives. Elles reflètent, par le fait même, une réflexion plus poussée même si elles sont issues des catégories de contenu. La démarche d'interprétation suppose un aller-retour entre les savoirs théoriques disponibles et les données empiriques pour proposer des significations aux phénomènes étudiés.

La victimisation des hommes et des garçons

Cette première catégorie interprétative réunit des arguments qui présentent les garçons et les hommes comme des victimes, ou qui alimentent cette perception. Ils attribuent à des facteurs externes les causes des problématiques qu'ils vivent (Hey *et al.*, 1998, p. 129).

La faute aux femmes, la faute aux féministes

Cette catégorie s'arrime en partie à la précédente. Elle regroupe les arguments qui montrent que le mouvement des femmes, le féminisme, les femmes, les mères, les mères monoparentales, les intervenantes, les féministes ou les enseignantes sont responsables des difficultés des hommes (par exemple, c'est à cause du féminisme que les femmes seraient socialement plus avantagées que les hommes et qu'elles auraient davantage droit à des programmes d'aide; ou encore, c'est la faute des mères monoparentales si les garçons n'ont aucun modèle masculin à la maison pour forger leur identité masculine).

La théorie des vases communicants

Cette catégorie engendre l'analyse des arguments qui soutiennent que ce qui est accordé à un sexe est retiré à l'autre. Ainsi, les conséquences des mesures prises pour aider un sexe se répercutent négativement sur l'autre (par exemple, la démarche pour contrer les stéréotypes sexistes à l'école est réduite à un processus de féminisation qui favorise la réussite scolaire des filles, mais conduit à l'échec scolaire des garçons).

La transgression

La transgression fait appel aux arguments qui fondent l'idée que les filles ou les femmes empiètent sur des domaines autrefois réservés aux garçons ou aux hommes. Ils laissent sous-entendre qu'elles n'y sont pas nécessairement de plein droit (par exemple dans l'accès à l'éducation, l'accès au marché de l'emploi, ou comme parent attitré de la garde des enfants). Ces arguments font valoir que les filles ou les femmes doivent leurs succès à des circonstances autres que leurs efforts personnels ou leurs compétences (par exemple, leur meilleure réussite scolaire, les programmes d'accès à l'égalité, les styles d'apprentissage dits « féminins »).

Le nivellement ou la négation de l'asymétrie entre les sexes

Ces arguments reposent sur la négation des rapports de pouvoir et des inégalités entre les hommes et les femmes, rapports dont les femmes continuent d'assumer les conséquences dans leur vie personnelle et sociale (les thématiques passées sous silence dans ce discours sont abordées plus loin). Ils placent d'emblée les hommes et les femmes sur un pied d'égalité. Cette stratégie permet ensuite d'avancer, par exemple, que les femmes sont aussi violentes que les hommes.

Les catégories de solutions proposées

Ces catégories réunissent les solutions proposées pour dénouer les problématiques qui ont été soulevées. Elles sont divisées selon qu'elles sont de nature scolaire ou sociale et se rapportent :

- au retour à la non-mixité scolaire dans des cours spécifiques ou dans les écoles;
- au maintien de la mixité scolaire;
- à l'ajout de personnel enseignant et non enseignant pour encadrer les élèves en difficulté;
- à l'implication plus grande des parents dans le suivi scolaire de leurs enfants;

- à l'offre de modèles masculins, par exemple en engageant plus d'enseignants au primaire ou en favorisant l'attribution de la garde des enfants aux pères;
- à l'imposition de quotas d'admission dans certains programmes collégiaux ou universitaires pour favoriser la présence des garçons ou des hommes;
- à l'abolition des programmes d'accès à l'égalité qui favorisent les femmes;
- à la création et à l'amélioration des programmes d'aide aux hommes par une distribution plus généreuse des ressources;
- à la mise en place d'interventions différenciées selon le sexe, par exemple l'utilisation de l'ordinateur pour favoriser la réussite en français des garçons et la broderie ou la dentelle pour aider les filles en mathématiques;
- à la modification ou au changement des lois et des politiques publiques pour répondre aux besoins des garçons et des hommes;
- au recours à la publicité dans les médias et à des programmes de sensibilisation;
- à une socialisation plus efficace des garçons.

La question de recherche et les méthodes d'analyse

L'analyse vise à faire ressortir les éléments qui répondent à la question de recherche. Dans la proposition initiale, elle se formulait ainsi : « comment s'est construit concrètement dans les discours (et dans les pensées), sur une période de moins de 10 ans, une force de réaction sans précédent aux progrès scolaires des filles? ». À cette interrogation s'est ajoutée, par la teneur même du discours, un questionnement sur l'ampleur du ressac contre le féminisme.

L'analyse s'est faite en deux temps; après une lecture flottante, nous avons organisé les catégories d'interprétation en noyaux de sens. Il s'agit d'un procédé de reconstruction qui vise principalement le sens à donner aux propos.

Après avoir présenté nos résultats de recherche, nous proposons aux lectrices et aux lecteurs une réflexion sur cette forme de violence que constituent les « propos haineux »¹⁰ et les attaques contre les femmes et le féminisme.

La recherche sur Internet

L'analyse a fait ressortir un certain nombre de collectifs masculins derrière les prises de positions : soit les auteurs en étaient membres, soit les journalistes leur donnaient de la visibilité en soulignant certaines de leurs activités. Nous avons voulu en savoir davantage sur ces regroupements en cherchant sur Internet. Nous avons découvert, du côté anglophone surtout, plusieurs groupements issus d'entités américaines avec des ramifications internationales. Du côté francophone, il ne semble pas y avoir de filiales mais, dans les deux cas, il existe un système de renvoi à des ressources communes.

3. L'ANALYSE DU DISCOURS

Cette section présente les résultats de l'analyse statistique de même que l'analyse qualitative du contenu.

Les données statistiques comparatives

Les tableaux (présentés dans les annexes) ont été élaborés pour présenter visuellement l'information sur un certain nombre de renseignements pertinents concernant les auteurs, les événements déclencheurs, les temps forts et les types de journaux ou de revues. Ils répondent, entre autres, aux questions suivantes : Qui écrit? Quelle est la fréquence des écrits chez un même auteur? Certains journaux font-ils plus que d'autres la promotion de ce discours? Comment se distribuent les différentes problématiques les unes par rapport aux autres? Les tableaux ont également pour but de comparer la presse francophone et anglophone canadienne sur ces mêmes questions, ainsi que celle des autres pays qui ont été recensés¹¹.

Statistiques concernant les principaux sujets traités dans les articles¹²

Il ressort du tableau 1 (annexe III) que la question de l'éducation, soit les difficultés, les retards ou l'abandon scolaire des garçons, compte parmi les principales thématiques couvertes par le discours. Elle est soulevée à 283 reprises, dans 552 articles de journaux ou de revues, et elle occupe le premier rang des préoccupations dans tous les pays sauf les États-Unis, où elle se classe quand même au deuxième rang, la première place étant occupée par le thème de la paternité ou de la garde des enfants. L'importance accordée au thème de l'éducation confirme la pertinence de notre proposition de recherche.

La violence est le deuxième sujet en importance abordé par la presse canadienne anglaise et australienne. Elle est le troisième dans la presse américaine. Le thème est repris 110 fois dans les 552 articles. En France et dans la presse canadienne francophone, ce sont les thèmes de la masculinité (ou de l'identité) et de la paternité (ou de la garde des enfants) qui occupent les deuxième et troisième rangs. Ces deux thèmes réunis sont parmi les sujets principaux à 184 reprises dans les 552 articles. Il s'agit des thèmes abordés le plus souvent, les autres restant marginaux, incluant le suicide. Excepté au Canada, où il en est question en quatrième place (35 fois parmi les sujets principaux dans 374 articles), le thème est peu abordé ailleurs. Au bout du compte, les thèmes centraux sont peu nombreux : éducation, violence, paternité et masculinité. De plus, à cause de l'amalgame effectué par les auteures entre les différents thèmes, ceux-ci se recourent et s'entrecroisent à maintes reprises.

Statistiques concernant les catégories de contenu

Comme nous l'avons expliqué au chapitre 2, 12 catégories ont été créées pour classer les noyaux de sens se rapportant au contenu des articles de journaux et de revues.

À première vue, le tableau 2 (annexe III) souligne le recours à l'ensemble des catégories argumentaires dans chacun des pays pour émailler le discours. Ensuite, c'est la présence

de la catégorie « arguments d'ordre culturel » — parmi les trois premières catégories d'arguments les plus invoquées — dans tous les pays; elle revient notamment le plus souvent (première place) dans la presse francophone du Canada, aux États-Unis, en Australie et en France. Rappelons que cette catégorie renvoie à des arguments liés aux cultures propres à chacun des sexes, aux rôles, aux modèles ou à la socialisation différenciée. Les sociétés partagent ainsi un même regard sur la culture comme élément clé, sans être le seul, pour comprendre, expliquer ou revendiquer des traitements différenciés. Toutefois, la presse américaine (dans 75 p. 100 des articles) et canadienne anglaise (dans 62,5 p. 100 des articles) insiste beaucoup plus fortement que les autres sur cette vision. On doit également signaler la parenté entre la presse canadienne-anglaise et la presse australienne car elles montrent toutes deux une même distribution des trois premières places : arguments d'ordre culturel, suivis d'arguments relatifs à l'institution scolaire, puis d'arguments de type essentialiste ou de nature. Doit-on y lire une plus grande préoccupation pour les difficultés scolaires des garçons? Pas nécessairement, mais plutôt y voir une recherche des causes dans l'institution scolaire elle-même plutôt que dans la société ou dans la dynamique des rapports hommes-femmes.

Par ailleurs, les arguments de type essentialiste (3^e place dans la presse canadienne anglophone et présents dans 25 p. 100 des articles canadiens francophones) s'inscrivent dans la perspective des différenciations naturelles entre les hommes et les femmes et réfèrent à des caractéristiques biologiques (hormones, cerveaux) pour revendiquer des traitements différenciés.

Dans la presse francophone du Canada, ce sont les « arguments d'ordre sociopolitique » qui sont le plus souvent invoqués (64 p. 100). La France est le seul autre pays à y référer presque autant. Ils se retrouvent au deuxième rang du classement des arguments les plus fréquemment utilisés dans ce pays (46 p. 100), *ex aequo* avec les « arguments d'ordre historique ». On remarque ainsi certaines similitudes entre les deux francophonies.

Les arguments d'ordre sociopolitique renvoient aux rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes et expliquent les inégalités par la théorie de la domination. Les masculinistes expliquent ainsi leurs problématiques par l'oppression que leur feraient subir les femmes comme groupe social. Les arguments d'ordre historique, quant à eux, invoquent certains événements de l'histoire dont découleraient des différences de traitement entre les hommes et les femmes, à l'avantage des femmes, ou encore invoquent un certain « âge d'or » de la masculinité pour revendiquer des privilèges perdus. Il n'est pas anodin de relever qu'il s'agit du deuxième type d'argument le plus utilisé dans la presse canadienne francophone. Dumont et Lanthier (1998, p. 104) ne sont pas surprises de relever diverses formes de résistance au féminisme dans leur étude du magazine *l'Actualité* : « la résistance s'inscrit parfois de manière explicite, parfois de manière rhétorique, en misant sur le maintien d'idées conservatrices, voire antiféministes [...] ».

La France présente une distribution plus équilibrée, si on peut dire, des arguments invoqués le plus souvent puisque deux catégories arrivent à égalité au premier rang (arguments culturels et psychosociaux) comme au deuxième (arguments politiques et historiques). Les arguments psychosociaux sont relatifs à la construction de l'identité et portent sur

des thèmes ayant trait à la perte de l'identité masculine ou à la quête d'une nouvelle identité, conséquences de la redéfinition des rôles sociaux traditionnels.

Les États-Unis présentent une combinaison d'arguments dominants particulière. Après avoir invoqué les arguments d'ordre culturel en tout premier lieu, comme dans les autres pays (sauf dans la presse canadienne francophone), ce sont les arguments sur les familles (deuxième place) et sur les idéologies (troisième place) qui sont le plus souvent rapportés. Rappelons que pour le deuxième, il s'agit d'arguments pour interpeller le père ou la mère et leur rôle dans la transmission des valeurs, ou pour les rendre responsables des problématiques soulevées. Les arguments sur les idéologies préconisent une démarche structurée de sensibilisation ou de conscientisation des actrices et acteurs sociaux à une situation d'inégalité sociale pour tout un groupe de sexe. Le masculinisme se pose ainsi comme l'équivalent du féminisme, en mouvement social, et il prétend parler au nom de tous les hommes.

Statistiques concernant les catégories de l'interprétation

Exception faite de la France où l'ordre est inversé, tous les autres pays étudiés (tableau 3, annexe III) montrent que c'est la catégorie « victimisation des garçons et des hommes » qui domine le discours, suivie de celle dite « la faute aux femmes, la faute aux féministes ». Les pourcentages indiquent la place relative de chacune des catégories sur l'ensemble des articles, dans chacun des pays. Par exemple, parmi les 187 articles de journaux et de revues canadiennes anglophones, 124 (ou 66,3 p. 100) mentionnent la victimisation des garçons et des hommes et 79 (ou 42,2 p. 100) la critique du féminisme, des femmes ou du mouvement des femmes. Il faut noter qu'un même article peut faire intervenir plusieurs catégories à la fois, d'où une analyse en fonction de leurs places relatives dans le corpus. Dans la presse canadienne francophone, la première catégorie obtient 62 p. 100 et la seconde, 50,8 p. 100.

Ces deux catégories structurent donc très fortement le discours véhiculé par les articles de journaux et de revues retenus aux fins d'analyse. Elles devancent les autres dans un rapport du simple au double ou du simple au triple dans presque tous les cas, conformes en cela aux constatations d'autres chercheuses et chercheurs en dehors du Canada. Le tableau 3 fait également ressortir la première place occupée par les États-Unis comme origine du discours sur la « souffrance » des garçons et des hommes et comme promoteur de la théorie des vases communicants. Dans le premier cas, Lingard et Douglas (1999) soulignent la teneur particulière du courant américain en évoquant une « auto-assistance thérapeutique à saveur culturelle » [*traduction*]. Dans le second, il s'agit d'une catégorie renvoyant aux arguments qui affirment que ce qui est accordé aux filles est, par le fait même, retiré aux garçons. Cet argument est avancé presque deux fois plus souvent dans ce pays qu'ailleurs.

En ce qui concerne la critique du féminisme, des femmes ou du mouvement des femmes, la France occupe le premier rang, suivi par le Canada francophone. Il faut se demander si certaines caractéristiques culturelles ne sont pas à l'oeuvre dans l'élaboration de la logique interne à ces discours, caractéristiques issues de la dynamique même des rapports sociaux de sexe chez les anglo-saxons ou chez les francophones de culture latine, le Québec se trouvant à la jonction de l'une et de l'autre. Il semble qu'en France, les masculinistes optent moins pour une stratégie d'apitoiement sur leur sort et avancent une critique du féminisme ou du mouvement des femmes.

Il est par ailleurs intéressant de se pencher sur l'intensité de l'argumentation dans chacun des corpus, autrement dit sur l'insistance à répéter un même argument (tableau 4, annexe III). Il s'agit de comptabiliser le nombre de noyaux de sens (citations retenues) le concernant, par rapport à leur nombre total. Il faut comprendre ici qu'un même article peut marteler le même argument à deux ou trois reprises, donc que le nombre de noyaux de sens dépasse le nombre d'articles. Cependant, contrairement aux premiers tableaux où pouvaient se côtoyer les catégories de contenu dans un même corpus, dans celui-ci elles sont exclusives les unes des autres et leur distribution totalise 100 p. 100.

Cette nouvelle façon de présenter les données permet de valider les catégories du discours dégagées au tableau 3. À elles deux, la première et la troisième catégories (« victimisation des garçons et des hommes » et « la faute aux femmes, la faute aux féministes ») vont chercher 70 p. 100 des arguments invoqués dans la presse canadienne anglophone, 72 p. 100 dans ceux de la presse canadienne francophone, 70 p. 100 de ceux avancés dans la presse américaine, 66 p. 100 de ceux soutenus par la presse australienne et 79 p. 100 de ceux relevés dans la presse française. Force est de constater qu'il s'agit d'un discours binaire, plutôt simpliste, et assez semblable dans les différents pays étudiés (à l'exception de la France qui présente une moindre négation des rapports de pouvoir des hommes sur les femmes, notion désignée par le terme « nivellement » dans la conceptualisation catégorielle avancée ici).

Comparaison de l'évolution des thématiques dans la presse francophone et anglophone canadienne

Les articles se rapportant aux difficultés scolaires des garçons commencent à s'imposer dans la presse canadienne anglophone à partir de 1998, après la parution du rapport du Fraser Institute (Cowley, 1999) intitulé *Boys, Girls, and Grades: Academic Gender Balance in British Columbia Secondary Schools*, en Colombie-Britannique. Dans la presse francophone, cette thématique est présente depuis le début de la décennie. En 1999, cet aspect du discours culmine à la grandeur du Canada et donne un nombre record d'articles.

Les écrits sur le suicide des garçons sont repérables surtout au début des années 1990 dans la presse canadienne anglophone. Ils coïncident notamment avec la mort du chanteur rock Kurt Cobain et s'étiolent lentement par la suite. Dans la presse canadienne francophone, cette thématique est récurrente pendant toute la période étudiée. Par contre, les articles traitant de la violence et de la paternité sont présents pendant toute la décennie au Canada anglais. Concernant le type d'arguments utilisés pour l'expliquer, tant du côté anglophone que francophone, on remarque une certaine évolution dans le discours. De biologiques, les causes de la violence des hommes deviennent culturelles. Chez les femmes, les causes de la violence se transforment de culturelles à biologiques comme si on voulait l'ancrer dans la nature d'un côté, pour faire l'inverse de l'autre.

Dernier constat, comme nous l'avons vu plus haut, les auteurs des médias anglophones canadiens font beaucoup moins appel aux arguments d'ordre politique que leurs homologues francophones. Ainsi, les problématiques traitées le sont peu en termes d'inégalités sociales — on invoque plutôt des arguments de culture — alors que chez les francophones, il s'agit

de la catégorie dominante. Ces derniers font davantage appel à la rhétorique de la gauche politique et féministe.

L'analyse qualitative du contenu présentée plus loin repose essentiellement sur les noyaux de sens réunis dans les catégories de l'interprétation et vise uniquement le contenu canadien.

La répartition des articles dans la presse canadienne

L'analyse de la répartition des articles dans la presse canadienne révèle où se concentre la production du discours, soit principalement dans les régions métropolitaines du centre du pays.

La presse canadienne anglophone

La distribution en pourcentages des 187 articles du corpus est la suivante :

Publication	Pourcentage	Publication	Pourcentage
<i>Toronto Star</i>	29,0	<i>Financial Post</i>	1,6
<i>The Globe and Mail</i>	16,1	<i>Chatelaine</i>	1,6
<i>The Vancouver Sun</i>	10,2	<i>Report Newsmagazine</i>	1,6
<i>The London Free Press</i>	8,1	<i>The Hamilton Spectator</i>	1,1
<i>National Post</i>	6,5	<i>Victoria Times Colonist</i>	1,1
<i>The Montreal Gazette</i>	5,9	<i>The Edmonton Sun</i>	1,1
<i>Vancouver Province</i>	3,2	<i>Halifax Daily News</i>	1,1
<i>Calgary Herald</i>	2,7	<i>Natural Life</i>	0,5
<i>Maclean's</i>	2,2	<i>Canadian Living</i>	0,5
<i>Edmonton Journal</i>	1,6	<i>BC Report</i>	0,5
<i>Ottawa Citizen</i>	1,6	<i>Western Report</i>	0,5
<i>The Toronto Sun</i>	1,6		

On remarque qu'au Canada anglais, six journaux sont à l'origine de 75 p. 100 de toute la production écrite sur le sujet à l'étude (*Toronto Star*, *The Globe and Mail*, *The Vancouver Sun*, *The London Free Press*, *National Post* et *The Montreal Gazette*). Le reste (25 p. 100) est attribuable à 17 autres journaux et magazines au pays. Plus de 50 p. 100 du discours masculiniste porté par la presse canadienne anglophone origine de l'Ontario. Les trois centres urbains identifiés par l'axe anglophone sont Vancouver-Toronto-Montréal.

Le tableau 5 (annexe III) présente une répartition géographique de la production journalistique anglophone en provenance des journaux (excluant les revues). On y remarque la prépondérance de l'Ontario et de la Colombie-Britannique comme porte-parole du discours.

La presse canadienne francophone

La répartition des articles (187) dans la presse canadienne francophone (tableau 6, annexe III) est la suivante :

Publication	Pourcentage	Publication	Pourcentage
<i>Le Devoir</i>	26,2	<i>La Gazette des femmes</i>	3,8
<i>La Presse</i>	25,6	<i>Châtelaine</i>	3,2
<i>Le Soleil</i>	19,1	<i>Le Journal de Québec</i>	3,2
<i>L'Actualité</i>	10,9	<i>Le Journal de Québec</i>	1,0
<i>Le Droit</i>	6,5		

On constate que trois journaux, comparativement à cinq du côté anglophone, produisent à eux seuls 70 p. 100 de toute la production écrite sur le sujet à l'étude (*Le Devoir*, *La Presse* et *Le Soleil*). Il faut d'ailleurs rappeler que la production francophone totale (187 articles) égale la production anglophone, ce qui est en soi révélateur de la place qu'occupe ce discours, au Québec notamment. Plus de 50 p. 100 du discours masculiniste porté dans la presse canadienne francophone origine de Montréal alors qu'en Ontario, ce même pourcentage provient de la région de Toronto, deux grands centres urbains.

D'autres informations pertinentes émergent de l'analyse de la distribution chronologique des articles (tableaux 7 et 8, annexe III) qui sous-tendent le discours. Autant du côté anglophone que du côté francophone, les années 1994-1995 et 1999-2000 s'avèrent fertiles en écrits. Nous verrons, après la présentation des tableaux 9 et 10, que certains événements déclencheurs suscitent un véritable déferlement médiatique.

Les éléments déclencheurs : comparaison quantitative entre la presse anglophone et francophone

Les éléments déclencheurs, bien que plus variés dans l'éventail catégoriel, se réduisent après analyse à cinq grands types d'événements. Il s'agit de la publication de livres (pas nécessairement scientifiques) ou de résultats de recherche, de la parution de rapports officiels ou de statistiques, d'événements symboliques comme ceux de Polytechnique, de faits divers fortement médiatisés et, finalement, d'activités de sensibilisation.

La presse canadienne anglophone

Du côté de la presse canadienne anglophone, nous dégageons 129 éléments déclencheurs parmi les 187 articles du corpus. Ils sont caractérisés dans le tableau 9 (annexe III). Leur distribution en pourcentages est la suivante :

- 32,5 p. 100 découlent de livres et de résultats de recherche;
- 26,3 p. 100 font référence à des données statistiques ou à des avis officiels publiés par des organismes publics et privés reconnus;

- 17,8 p. 100 se rapportent à des événements symboliques médiatisés¹³ (les événements de Polytechnique ou la Campagne du ruban blanc);
- 14,7 p. 100 sont issus de faits divers;
- 6,2 p. 100 sont suscités par la tenue de colloques ou de congrès;
- 2,3 p. 100 sont de nature autre.

Des 42 articles provoqués par la parution de résultats de recherche, le tiers est associé à la publication du rapport du Fraser Institute (Cowley, 1999), soit 13 en 1999 et un en 2000. Quinze autres études se rapportant à la scolarisation comparée des garçons et des filles servent également de déclencheurs durant la période 1994-2000.

La parution de données statistiques constitue le deuxième type d'événements déclencheurs le plus important dans la presse canadienne anglophone (34 articles). La majorité provient des données produites par Statistique Canada (13 articles au total en sont issus dont un en 1991, quatre en 1998, quatre en 1999 et quatre en 2000) ensuite par celles du Conseil des ministres du Canada (10 articles au total dont un en 1991, en 1995 et en 1997, deux en 1998 et cinq en 1999) et par celles du Conseil supérieur de l'éducation du Québec (quatre articles en 1999).

Le tableau 9 (annexe III) présente ces événements déclencheurs, et leur distribution dans le temps, pour la presse canadienne anglophone.

La presse canadienne francophone

On distingue 119 éléments déclencheurs parmi les 187 articles du corpus francophone (tableau 10, annexe III) :

- 49,5 p. 100 renvoient à des données statistiques ou à des avis officiels publiés par des organismes publics et privés reconnus, par exemple un sondage de *La Gazette des femmes*, un rapport conjoint de la Chambre des communes et du Sénat, la présentation de mémoires à la Commission parlementaire sur les pensions alimentaires pour enfants, la Politique gouvernementale en matière d'agressions sexuelles, le rapport du Comité canadien sur la violence faite aux femmes, ou l'Avis du Conseil supérieur de l'éducation du Québec;
- 17,6 p. 100 se rapportent à des événements symboliques médiatisés;
- 11,7 p. 100 découlent de livres et de résultats de recherche;
- 10 p. 100 sont issus de faits divers;
- 3,3 p. 100 sont suscités par la tenue de colloques ou de congrès;
- 10,9 p. 100 sont de nature « autre ».

À l'opposé du processus émergent au Canada anglais, dans la presse francophone, ce sont les événements qui font référence à des données statistiques ou à des avis officiels publiés par des organismes publics et privés reconnus qui prennent la première place. Il faut dire que parmi les 59 articles classés dans cette catégorie, 35 portent sur l'Avis du Conseil supérieur

de l'éducation (1999), ce qui pourrait être comparé à la réaction qu'a suscitée la parution du rapport du Fraser Institute (1999). Au Québec, toutefois, le premier engendre presque trois fois plus d'articles que le second.

Autres points de comparaison à signaler, la presse anglophone s'inspire davantage de recherches et de livres (trois fois plus) alors que la presse francophone puise aux autres écrits journalistiques ou aux émissions de télévision (classés « autres »). En ce qui concerne les autres catégories, événements symboliques, faits divers fortement médiatisés et activités d'animation, les taux sont semblables.

Nous relevons des éléments déclencheurs récurrents qui permettent de prévoir quand ces discours sont susceptibles de se faire entendre. C'est le cas, notamment, des travaux concernant les lois et programmes sur le divorce et la garde des enfants et dont l'agenda est connu, des données qui tendent à montrer des écarts dans la scolarisation des garçons et des filles et publiées notamment au moment de la rentrée scolaire ou lors de l'annonce des résultats aux examens nationaux, d'événements symboliques soulignés d'année en année comme la Journée internationale des femmes, la Fête des pères, la Semaine de la prévention du suicide, etc. Ces événements étant relativement prévisibles, il pourrait être opportun d'en encadrer l'incidence en les accompagnant d'analyses et de données de recherche (voir la section « Recommandations »).

Les données qualitatives

Il s'agit ici d'illustrer les arguments sur lesquels les masculinistes fondent leur discours de revendication et comment ils tentent de convaincre le public, en passant par les médias, que le mouvement des femmes a fait des hommes les victimes d'un nouveau système social dominé par les valeurs féministes. Les extraits ont été choisis parmi les 374 articles parus dans la presse canadienne francophone et anglophone et retenus pour la recherche. On constate que la féminisation du système scolaire est le principal cheval de bataille des masculinistes, mais d'autres problématiques sont invoquées pour démontrer la discrimination et le sexisme que les hommes subiraient sur le plan scolaire, dans la famille, sur le marché du travail et dans les cours de justice.

Les arguments du discours masculiniste

Pour s'établir, ce discours affirme que le mouvement des femmes a réalisé l'égalité des sexes et que, grâce à la lutte menée par les féministes, en quelques décennies les femmes ont rattrapé les hommes dans pratiquement tous les domaines. Elles auraient toutefois dépassé les limites de l'équité et relégué les hommes au second rang, même dans les champs qui leur étaient traditionnellement réservés. La situation entre les hommes et les femmes serait donc totalement renversée au profit des femmes.

Voici deux exemples de ce genre de propos qui laissent entendre que partout les filles ont déclassé les garçons. Le premier extrait est tiré de l'article « Pitié pour les garçons », publié dans l'*Actualité* (février 1992), et le second est paru dans *The Vancouver Sun* (1^{er} mars 2000) :

« “Être un homme n’est vraiment plus quelque chose de très intéressant”, constate un sexologue à la clinique de psychologie Hochelaga et professeur à l’Université du Québec à Montréal. Aux filles, tout semble désormais possible. On leur demande, on les supplie même de faire une carrière scientifique. D’être pilotes d’avion, pompiers, policiers. [...] Pour les garçons, rien ne va plus! Ils semblent appelés à jouer désormais les seconds violons. Être petit garçon semble complètement “out” aujourd’hui. De plus en plus, la société québécoise n’en a plus que pour ses filles, espoirs de demain, incarnations vivantes d’un monde meilleur et d’un avenir radieux, alors que le garçon est dénoncé comme l’héritier coupable de siècles de violence, de guerre et de destruction » [920201a]¹⁴.

« Et voilà que d’un seul coup, le portait a changé. Le profil entier de la victime a changé de sexe. Les garçons piétinent, disent les recherches. Dans toute l’Amérique du Nord, ils ont du retard sur les filles dans la plupart des sujets. Ils abandonnent plus jeunes l’école, ils sont accusés d’être à l’origine de la flambée de violence dans les écoles, ils gobent Ritalin et Prozac et ils se suicident à un rythme alarmant. Et les filles? C’est la vie en rose, depuis la maternelle jusqu’aux études supérieures, écoles publiques ou privées, écoles mixtes ou non — le monde leur appartient » [*traduction*, 000301vs].

Le message est clair, à défaut d’être convaincant : pendant que les femmes jouissent d’une vie absolument sans problèmes, tout va terriblement mal pour les hommes.

Dans la famille

Selon le discours masculiniste, le féminisme a renversé « les valeurs essentielles et fondamentales qui concernent la famille » [910724p], donnant encore une fois l’avantage aux femmes. Pendant que celles-ci affirmaient leur autonomie et accédaient à de nouveaux rôles, les hommes, eux, se voyaient privés même de leur identité de père.

« Cette perte d’identité glisse facilement vers le sentiment que le mâle lui-même est devenu inutile. Même son rôle de reproducteur devient très aléatoire... Pendant ce temps, la femme, elle, reste “indispensable” dans son rôle de mère, car le clonage généralisé n’est sûrement pas pour demain. Perçant en même temps dans plusieurs champs d’activités autrefois réservés aux hommes, elle enrichit même son sens de l’identité » [990705dr].

Ce déclasserement social de l’homme, amorcé au sein de la famille, se transporte aussi dans le champ des études et du marché du travail.

Dans le champ des études

À l’université, par exemple, il n’y a qu’au doctorat que les hommes ont encore une avance sur les femmes, ces dernières étant devenues majoritaires aux deux premiers cycles :

« La Conférence des recteurs rapporte que, depuis 1994, les étudiantes sont devenues majoritaires aux études du second cycle universitaire : l’an dernier,

elles ont formé 51,2 % des inscrits à la maîtrise. Au doctorat, les hommes sont cependant en surnombre, occupant 59,8 % des places. Par contre, la tendance montre qu'année après année, les femmes gagnent du terrain. Comme à tous les niveaux des études universitaires. Tendance "implacable, mais pas inquiétante", glisse avec humour, un recteur » [960928s].

Est-ce vraiment de l'humour? L'inquiétude semble plutôt bien réelle, car certains proposent une restructuration de l'école pour mieux servir les intérêts des garçons et la mise en place de quotas¹⁵ pour ralentir la progression des filles maintenant majoritaires dans des domaines autrefois réservés aux hommes, tels le droit et la médecine. Ce n'est qu'en sciences pures et en génie qu'il leur reste un retard à rattraper.

« Sans une restructuration de l'école qui respecterait mieux les particularités et les intérêts des garçons, les hommes vont se faire de plus en plus rares à l'université. [...] "S'il n'y a pas de changement, je serai favorable à l'instauration de quotas [...]. On prendrait les 50 meilleurs gars et les 50 meilleures filles." Verra-t-on les hommes exiger à leur tour des programmes de discrimination positive? » [940222d].

Devant le constat de la bonne performance des filles, certains y vont de leurs commentaires, comme dans l'article « La misère scolaire des garçons » publié dans *La presse* : « où sont les femmes parmi les grands inventeurs, les grands architectes, les grands philosophes, les grands explorateurs? Il faut admettre qu'elles brillent par leur absence dans tous ces domaines » [991025p(3)]. Des propos qu'on pourrait qualifier à tout le moins de mesquins.

Sur le marché du travail

Il faut s'inquiéter de la situation économique des hommes, affirment les masculinistes, car même s'ils dominent encore l'économie, ils en sont en fait les premières victimes :

« Ahuris, certains découvrent que, oui, les hommes dominent encore le paysage économique, mais qu'ils en payent le prix : les hommes enregistrent des taux d'alcoolisme et d'abus des drogues plus élevés que les femmes, ils souffrent davantage que les femmes de maladies liées au stress. Leur taux d'abandon des études au niveau collégial est plus haut et, finalement, la synthèse de tout ça, ils meurent sept ans plus jeunes que les femmes » [980531p].

Les hommes, du point de vue masculiniste, seraient nettement désavantagés par rapport aux femmes, car la somme de leurs privilèges est annulée par le fait qu'elles vivent plus longtemps qu'eux. Ce qui inquiète en fait les masculinistes, c'est que le succès scolaire des filles — ils ne font pas de nuances — risque de leur valoir les meilleurs emplois : dans un contexte de rareté, ce sont ceux et celles qui se distinguent par leurs diplômes et leur formation qui seront avantagés. Ce que les filles semblent avoir saisi, mais pas les garçons.

« Pour compléter le portrait, il faut des données sur les attitudes respectives des jeunes hommes et des jeunes femmes à l'égard de l'utilité des études.

Des recherches récentes révèlent que les adolescents ne semblent pas faire le rapport entre les études et la réussite professionnelle. [...] Ces attitudes s'opposent à celles des adolescentes et des jeunes femmes, qui sont beaucoup plus susceptibles de considérer qu'une scolarité solide est tout à leur intérêt, à longue échéance » [*traduction*, 990504GM].

Les masculinistes font alors peser la menace du chômage et du déclassement des garçons décrocheurs pour appuyer leur discours de victimisation :

« Depuis 1990, les femmes, au Québec, chôment moins que les hommes [...] Depuis cette date encore, la présence des hommes sur le marché du travail (le "taux d'activité") a continué de chuter (de 75 % à 70 %), tandis que la présence des femmes se maintenait (environ 54 %). [...] Quant à l'avenir, si l'on en juge par les indicateurs du ministère de l'Éducation du Québec, il appartient davantage aux femmes qu'aux hommes. [...] Ne serait-ce pas plutôt le sort des hommes qui devrait nous inquiéter? » [990315a].

Que dire de l'écart entre 54 p. 100 et 70 p. 100? Poursuivant leur stratégie de victimisation des hommes, les groupes masculinistes laissent entendre que si les femmes ont tellement de succès dans tout ce qu'elles entreprennent, c'est que toute l'attention, au cours des dernières décennies, a été tournée vers les filles à qui l'on a pavé le chemin de la réussite. Soit que les mesures en faveur du sexe féminin avaient un effet démobilisateur sur le sexe masculin, soit qu'on ne faisait absolument rien pour s'occuper des garçons.

« "Nous avons songé à ce qu'il fallait changer pour les femmes, et des changements ont été faits, mais rien n'a changé pour les hommes. C'est comme si nous avions oublié l'autre part de l'équation", déclare une directrice du Calgary Counselling Centre et mère de deux garçons. "Si la situation demandait à être rectifiée pour les filles et les femmes, on a supposé que c'était parce qu'elle était favorable pour les garçons et les hommes. C'est faux." Enlever les limitations pour un sexe semble en avoir ajoutée pour l'autre » [*traduction*, 991112ej].

« Le système scolaire a-t-il laissé tomber les garçons? Les aurait-il oubliés, durant ces deux décennies où, dans la foulée du mouvement féministe, on a surtout mis l'accent sur la promotion sociale des filles? C'est en tout cas ce que pensent nombre de parents, dont certains vont jusqu'à dire que l'école entretient, consciemment ou non, un préjugé défavorable envers les garçons... » [991121p].

Ces deux commentaires font sentir la pression de plus en plus forte qui s'exerce sur les décideurs afin que des mesures soient prises en faveur des garçons et pour analyser les raisons de leur triste performance : « les petits garçons ont été les grands oubliés, il est temps de s'y intéresser, de revoir leur éducation, d'admettre leur différence et de favoriser

leur développement émotionnel » [980620p(2)]. On a accordé trop de temps et d'espace aux filles.

Les responsables du désarroi des hommes

Pour les masculinistes, qui prétendent bien sûr parler au nom de tous les hommes, les femmes sont les premières responsables de l'infériorisation des hommes. Qu'elles soient mères, épouses, ex-conjointes, enseignantes, administratrices ou intervenantes, elles sont individuellement et collectivement la cause de tous les maux qui accablent le sexe « fort », elles sont les artisanes du recul des hommes, de leur crise d'identité, de la perte de leurs droits parentaux, etc. Mais pire encore que « les femmes », il y a les féministes, que les groupes masculinistes démolissent sans ménagement. Ils dénoncent en particulier le « complot » que les féministes, agissant de connivence avec l'État, les juges, les policiers et les médias, trameraient contre les pères et les hommes accusés de violence.

La faute des femmes

Le discours masculiniste accuse le mouvement des femmes d'être la principale cause du désarroi des hommes. D'abord, dans le rapport amoureux, l'homme ne saurait plus comment se comporter devant l'autre sexe, comment être un homme, et cela parce que les femmes ne sauraient plus elles-mêmes ce qu'elles attendent d'un homme, comme l'expriment cet extrait : « l'identité masculine est touchée. “Les gars disent : “Que faut-il être : rose? Mauve? Macho? On ne sait plus ce que les femmes veulent”.” “La psychologue et la conseillère d'orientation sont habituées à ce genre de discours” » [000217s].

Dans les relations familiales, les femmes prendraient trop de place. Depuis leur émancipation, accusent les masculinistes, elles ont dépossédé les hommes de leur rôle parental et de leur responsabilité sacrée de pourvoyeur. Ce qui, selon certains, pourrait contribuer à l'augmentation du taux de suicide chez les adultes de 20 à 44 ans. C'est du moins ce que soulève une journaliste dans un article du quotidien *Le Soleil* publié à l'occasion de la Semaine de la prévention du suicide, en février 2000 :

« Et ce sont les hommes, statistiquement parlant, qui sont le plus lourdement affectés. Certains auteurs y voient un lien avec les gains du féminisme. “Depuis que les femmes ont pris le contrôle de leur fécondité, la place de l'homme dans la famille est devenue facultative, accessoire, écrit-elle. Les rôles sont devenus maintenant quasi interchangeables et l'on ne sait plus très bien s'il subsiste un rôle, autre que biologique, spécifique aux hommes.” Le pourvoyeur est en voie de disparition » [000217s].

Dans les cas de divorce et de séparation, dénoncent les masculinistes, le père est privé de son droit de paternité pour ne devenir « qu'un géniteur et une machine à sous » [950215p], les mères s'acharnant à éloigner les enfants de leur père en se réservant la garde des enfants avec la complicité des juges. C'est là un des thèmes bien couverts dans la presse canadienne, et le même type de commentaires revient, année après année : « dans cette société, les pères “perdent leurs garçons cinq minutes après l'accouchement” » [910625p]; « [...] ils sont oubliés, perdus dans le chambardement causé par les droits des femmes et un appareil judiciaire biaisé qui est largement perçu comme favorable à l'octroi à la mère de la garde

des enfants » [traduction, a940608TS]; « on oublie souvent que les pères [...] n'ont plus de rôle à jouer auprès de leurs enfants. Qu'ils ne se sentent plus utiles [...] la garde partagée est accordée par la mère » [960612dr]; « ces hommes se sentent dépossédés de leur "parentalité" » [971015a].

Éloigner les pères de leurs enfants a un effet dramatique sur la façon dont les jeunes hommes définissent leur masculinité, soulignent les masculinistes, d'autant plus que, élevés par des femmes en contexte de monoparentalité, les garçons, déjà privés de modèles masculins dans leur univers familial, se retrouvent « dans un monde essentiellement féminin » [950308s] lorsqu'ils fréquentent l'école primaire et secondaire.

La faute des féministes

Les féministes auraient trahi les hommes en manquant à leurs promesses de justice et d'équité entre les sexes. C'est ce qu'affirme le discours masculiniste qui s'applique à miner les acquis du féminisme afin de revaloriser les valeurs masculines traditionnelles de l'avant-féminisme. On trouve plusieurs exemples de la critique du féminisme dans l'ensemble de la presse canadienne, la presse francophone y accordant beaucoup de place. « Le féminisme ne visait-il pas l'élimination du "deux poids, deux mesures" » [traduction, 980307GM], lit-on dans *The Globe and Mail*. Dans des journaux francophones, on parle d'« un certain féminisme primaire et radical qui a engendré le mépris des valeurs masculines » [991016p]; des « effets castrants d'un féminisme agonisant » [991231dr] et d'« un féminisme exacerbé et antimasculin » [001024s].

De façon plus concrète, la critique du féminisme s'organise en grande partie autour des reproches adressés aux systèmes scolaires « féminisés », mais elle se consacre également à la dénonciation du prétendu complot féministe dirigé contre les hommes.

La féminisation de l'école

Les féministes auraient imposé à l'école leurs valeurs et leur vision du monde, rejetant et reniant du même coup tout ce qui est masculin. Un tel système scolaire n'étant pas adapté aux garçons, ces derniers vivent des troubles d'apprentissage qui ont pour conséquence de diminuer leur intérêt pour les études. Les extraits de journaux et revues qui suivent donnent un aperçu des reproches qui sont faits au système scolaire, l'idée centrale étant de recréer une école où les garçons pourraient de nouveau décider des règles du jeu.

- Les méthodes d'enseignement et les programmes féminisés ne correspondent pas à la nature masculine. Les garçons s'ennuient et décrochent : « à mon avis — que partagent bien des experts — bien des adolescents s'ennuient dans les écoles publiques. Je ne pense pas que ce soit forcément de leur faute. Les programmes d'études actuels peuvent être plutôt assommants pour des jeunes hommes virils » [traduction, 000208vp].
- L'approche de coopération et d'entraide que favorisent les enseignantes féministes ne peut donner aux garçons la motivation dont ils ont besoin pour « performer ». Pour réussir, ils ont besoin de compétition et d'une discipline spartiate : « un psychologue se demande aussi si les garçons, plus turbulents, n'auraient pas besoin d'une supervision

plus étroite, d'une discipline plus musclée. "Les garçons sont-ils bien servis par la manière dont on encadre les enfants aujourd'hui?" demande-t-il » [990316d(3)].

- Les classes mixtes ne permettent pas aux garçons d'extérioriser leur masculinité et les mettent en présence de filles plus avancées dans leur processus de maturation. Ces classes sont faites sur mesure pour les filles qui sont « naturellement » dociles, obéissantes, conformistes et qui aiment plaire, alors qu'elle contredisent la « nature » des garçons qui est de bouger, de se chamailler et d'ignorer les consignes qui bloquent leur épanouissement créatif : « aux dires d'un professeur, les filles s'accommodent mieux du milieu scolaire qui exige le conformisme, la discipline, la minutie, etc.. "Il y a une énergie instinctive des garçons qui est réprimée à l'école", pense-t-il » [940222d].
- Lors des évaluations en classe, les enseignants, des femmes en grande majorité, feraient preuve d'un préjugé sexiste envers les garçons. On avance même que « les questions des examens semblent systématiquement biaisées en faveur des filles » [990610p] et que les chercheurs soupçonnent « l'existence d'un préjugé défavorable aux garçons dans les salles de classe » [991121p].
- Parmi les matières qui font l'objet d'examens provinciaux, ceux qui portent sur la langue maternelle, le français ou l'anglais, auraient un effet discriminant sur les garçons. Si ces derniers prennent du retard sur les filles à l'école, ce serait en partie parce qu'ils auraient tendance à considérer que la langue, l'écriture et la littérature sont des activités féminines. Au lieu de reconnaître là l'effet d'un stéréotype sexiste, les masculinistes rétorquent que les livres choisis par les enseignantes correspondent plus aux goûts des filles, et que les professeurs manquent d'équité dans la correction des travaux d'écriture.

« Pour ce qui est de l'écriture, une recherche a montré que les enseignants tendaient à donner plus de poids à la forme et moins au contenu lors de la correction d'écrits produits par les filles, et à faire le contraire pour les textes des garçons. Selon un professeur, [...] le contenu des textes qu'on fait lire aux élèves intéressent davantage les filles » [990610p].
- Le fait qu'il y ait très peu d'enseignants masculins au primaire et au secondaire désavantage les garçons. Non seulement ils sont placés dans un environnement presque entièrement féminin, mais l'absence de modèles masculins risque de diminuer d'autant l'intérêt des garçons pour les études : « l'exode professionnelle des hommes dans le corps enseignant pourrait, à la longue, voler à nos enfants la possibilité d'observer des modèles masculins très divers ainsi que la saine collégialité entre les sexes dans le tout premier milieu de travail que la majorité des élèves voient quotidiennement de l'intérieur — l'école » [*traduction*, 990901tsun].

Tous ces éléments sont rassemblés en un urgent appel pour un système scolaire qui n'avantagerait plus les filles, mais laisserait les garçons être des garçons, quoique cela veuille dire : « nous ne voulons pas que nos garçons décrochent, nous voulons que nos

garçons soient compris, acceptés comme des garçons. Nous ne voulons pas que les écoles en fassent des hommes roses, des peureux, des faux garçons » [991113p].

Le complot féministe

Les masculinistes aimeraient bien que la famille retourne aux valeurs traditionnelles et que l'homme y retrouve la place qu'il y occupait jadis. Mais sous la pression du féminisme, disent-ils, les lois ont changé au détriment des hommes, et bien des hommes sont accusés faussement de violence et d'abus, et privés injustement de leurs droits. Ici le discours tourne surtout autour de la définition abusive que les féministes auraient donnée de la violence, de l'affirmation que les femmes seraient aussi violentes que les hommes, du sexisme de l'appareil judiciaire et du partage inéquitable des ressources entre victimes et agresseurs dans les cas de violence conjugale.

- Lorsqu'elles définissent la violence, les féministes charrient, affirment les masculinistes. La méthodologie qu'elles adoptent dans leurs recherches pour démontrer la violence des hommes est contestable et elles généralisent les comportements violents à l'ensemble de la classe des hommes. La généralisation abusive est pourtant une caractéristique du discours masculiniste, comme nous le verrons au chapitre 5. Les féministes confondraient la force et l'agressivité « naturelles » des hommes avec la violence, ce qui fait qu'elles en voient partout. Même le crime de Marc Lépine, selon certains tenants du discours masculiniste, ne devrait pas être traité avec tant d'exagération :

« Elles affirment régulièrement que la leçon la plus saillante de la tuerie à l'École polytechnique est que notre société est trop violente et que nous — c'est-à-dire vous les hommes et les garçons — devons apprendre dès notre plus tendre enfance à être doux et gentils. [...] Le geste posé par Lépine est horrible non parce qu'il est violent, mais parce qu'il est criminel. Pourquoi les féministes ne veulent-elles pas le reconnaître? » [*traduction*, c941210fp]

- Les hommes et les femmes sont aussi violents les uns que les autres, affirment les masculinistes, et il serait temps que les chiffres qu'affichent les féministes dans leurs recherches incluent les hommes victimes de violence conjugale : « “une femme sur cinq serait victime de violence conjugale [...] Mais plusieurs études universitaires concluent qu'un homme sur cinq l'est aussi!” Si ces chiffres sont exacts, comment ont-ils pu ne jamais être dévoilés? Deux obstacles majeurs expliqueraient le phénomène, d'après les masculinistes : le complot féministe — évidemment! — ainsi que l'indifférence des médias et des gouvernements » [9807CHAT].
- Les hommes accusés à tort ou à raison de violence conjugale sont présumés coupables et deviennent les victimes d'un « véritable terrorisme judiciaire fondé sur le sexisme » [000916d]. Les juges ont tendance à croire les femmes et, malgré toute la bonne volonté des pères, ils décident toujours en faveur des mères, privant les hommes de leurs droits parentaux. Pour un homme, la bataille judiciaire est perdue d'avance : « pour un homme, ça ne sert à rien de se battre contre le système. Il risque de se retrouver au criminel. Quand un homme apprend que sa conjointe a enclenché le processus du divorce, il ne lui

reste plus qu'à mettre son linge dans des sacs verts et louer un petit logement dans un sous-sol » [970425s].

- Le refus de la part du gouvernement d'accorder les mêmes ressources aux hommes en détresse psychologique qu'aux femmes de victimes de violence conjugale est considéré comme une mesure sexiste et appuie l'idée d'un complot.

« Derrière chacun des 24 hommes, il y aurait donc autant de meurtrières! Non seulement ces chiffres permettent de remettre en question l'actuelle répartition inégale des fonds publics entre les hommes et les femmes dans la lutte contre la violence, mais aussi toute la politique actuelle d'arrestations arbitraires, appliquée pratiquement seulement aux hommes, et le traitement judiciaire des hommes, qui frise la parodie : les policiers menacent l'homme pour que l'ex-conjointe puisse s'accaparer sa maison; les procureurs de la Couronne représentant le ministère public cachent à l'accusé la déclaration écrite de la plaignante pour qu'il ne puisse se défendre, ce qui est quasiment illégal [...] » [980410d].

Pour terminer cette partie sur les responsables de la misère des hommes, citons ces paroles du président du Groupe d'entraide aux pères et de soutien à l'enfant qui, très sûr de lui et comme s'il parlait au nom de tous les hommes, affirme : « les féministes de la fin des années 1990, c'est nous autres. Parce qu'on réclame l'égalité des sexes! » [970129s].

La justification des hommes et des garçons

En plus d'expliquer les problématiques masculines par l'oppression dont ils seraient victimes de la part des femmes et des féministes, les groupes masculinistes s'appuient sur des arguments d'ordre culturel et sociobiologique pour rendre compte des difficultés que connaît le sexe masculin lorsqu'il est confronté à des femmes de plus en plus accomplies et sûres d'elles. Dans une société où la violence fait constamment la une des journaux et qui accuse les hommes d'en être les premiers porteurs, il leur faut justifier les comportements agressifs du sexe masculin. Ils ont alors recours à des types de justifications qui permettent de déculpabiliser l'homme et de rejeter toute faute sur des aspects inchangeables de son être, puisqu'au fondement de la « nature » masculine.

Les arguments d'ordre culturel

Parmi les arguments d'ordre culturel les plus souvent repris par le discours masculiniste, on retrouve l'expression particulière de la souffrance des hommes et les effets de la socialisation à des rôles sociaux particuliers.

La souffrance des hommes ne serait ni comprise ni acceptée. La société s'attendrait à ce que les hommes cachent leur souffrance, se montrent forts. Ce qui rendrait très difficile pour les hommes de demander de l'aide lorsqu'ils ressentent de la détresse. Le lien est alors fait avec le suicide comme solution efficace à la douleur : « la société valorise l'autonomie et l'indépendance au masculin et elle stigmatise l'expression de la souffrance et la demande d'aide ». En fait, les hommes expriment mal ou peu leurs sentiments, alors « la souffrance se

manifeste par l'«agir»». Ainsi, le suicide serait souvent l'ultime tentative pour reprendre le contrôle sur sa vie, sa douleur » [000214d].

Les femmes en particulier refuseraient d'entendre la souffrance des hommes, de reconnaître qu'eux aussi souffrent lors d'un divorce ou quand ils sont séparés de leurs enfants : « les hommes séparés ou divorcés souffrent, dit-on, plus durement que les femmes. Ça dépend de "leur faible niveau de soutien social". Souvent, a-t-on noté, c'est la conjointe, l'épouse, qui était leur "seule source d'affection et d'intimité". D'où la solitude, qui concourt à la vulnérabilité » [000217s].

Par ailleurs, les hommes exprimeraient mal leur souffrance. Lorsqu'ils expérimentent la détresse, le rejet, plutôt que de chercher de l'aide, ils préféreraient passer à l'action, que ce soit par une violence tournée contre eux-mêmes, comme le suicide, ou par des gestes violents dirigés vers d'autres : « tout le modèle masculin commande le refoulement des émotions. Ils doivent régler leurs problèmes tout seuls sous peine de renier leur virilité. Survient un drame familial, les hommes refusent souvent l'intervention d'un médiateur et se suicident après avoir nié l'aide qu'on leur offrait » [981027d].

Au Québec, la souffrance de l'homme serait encore moins acceptée qu'ailleurs, selon un chercheur et professeur de service social à l'université McGill :

« L'image de l'homme québécois renvoie non seulement à l'idée de pouvoir et de privilèges, dit-il, mais elle renvoie aussi au père absent, au batteur de femmes, au pédophile, au prédateur sexuel et au violeur, bref au mâle complètement immoral, au bourreau qui ne saurait souffrir. "[...] C'est une souffrance qui n'est pas accueillie, qui n'a pas d'espace" » [000218s].

La socialisation à des rôles masculins est de plus en plus problématique, soutiennent les masculinistes, du fait de l'absence d'hommes dans l'environnement quotidien des garçons, que ce soit dans la famille où un nombre croissant d'enfants vivent sans leur père, ou à l'école où les enseignants masculins se font toujours plus rares. Refusant de calquer leur agir sur leur mère membre de « l'autre sexe », les garçons se tournent vers leurs pairs pour découvrir ce qu'est la masculinité et combler « le grand vide » laissé par l'absence du père :

« Pour les enfants, leur modèle est d'abord celui de leurs parents. Pour un garçon, ce modèle est le père. Son absence crée un grand vide que le jeune garçon a beaucoup de difficulté à combler. Je crois que l'absence du père a une relation directe sur la non-performance du garçon » [991025p].

Les arguments reliés à la biologie

Le discours masculiniste a de plus en plus recours à ce type d'arguments par lesquels il voudrait bien prouver que les hommes sont vraiment différents des femmes, qu'on ne pourra jamais changer la nature masculine et qu'il faut simplement laisser les garçons être des garçons, comme ils le répètent souvent. Nous ne donnons ici que quelques extraits de ce type d'arguments afin d'illustrer brièvement la forme que prend cette justification des comportements masculins.

- Les effets de l'évolution pour « expliquer » la violence et les « abus de pouvoir » de l'homme :

« Comme si deux millions d'années d'évolution n'avaient laissé aucune trace dans les circuits neuroniques du cerveau mâle. [...] Si l'homme primitif était devenu l'homme émotif, personne aujourd'hui ne serait ici pour en parler, la race humaine serait simplement disparue. Cela peut expliquer une foule d'abus de pouvoirs (physiques) de l'homme, même si ça ne les justifie pas » [991231dr].

- Le chromosome XY, pour rendre compte du fait que les garçons expriment différemment leurs émotions :

« Selon un thérapeute familial américain, Michael Gurian, auteur de l'ouvrage *The Wonder of Boys*, cela commence au moment de la conception — selon lui, les garçons vivent des émotions différentes en raison de l'effet du chromosome XY sur la structure du cerveau et du taux de production de cette “infâme” hormone, la testostérone. Peu importe, partout dans le monde, les chercheurs ont brossé un tableau remarquablement uniforme de la vie émotive des filles et des garçons, et ils sont aussi différents que Barbie et l'Incroyable Hulk » [traduction, R9908Chat].

- La faiblesse des garçons sur le plan neurologique expliquerait les difficultés d'apprentissage des garçons : « “une légère différence dans la capacité neurologique de traiter l'information verbale ou non verbale peut faire toute la différence. Or, les garçons sont plus fragiles sur le plan neurologique” » [970104d].
- La testostérone explique pourquoi les garçons ont un comportement plus agressif que les filles : « l'hormone mâle, la testostérone, influence aussi probablement le comportement. [...] L'agressivité étant en partie innée, peut-on réussir, comme certains le désirent, à l'éliminer du comportement humain? » [920201a].
- Fonctionnement différent du cerveau, différents types d'intelligence et différences cognitives :

« En se basant sur des études en sciences de l'éducation, le Conseil supérieur de l'éducation dit aussi que les styles cognitifs y sont pour quelque chose, c'est-à-dire la façon qu'ont les garçons et les filles d'emmagasiner et utiliser les informations qui leur sont transmises. Par exemple, les garçons seraient davantage enclins à l'analyse de situations parce qu'ils sont confrontés à leur milieu physique dès la petite enfance. Les filles, qui sont plus poussées à l'exploration du monde social, développeraient une pensée plus holistique » [991014JQ2].

- Un processus plus lent de maturation chez les garçons que chez les filles :

« Pourquoi les gars ne réussissent-ils pas à l'école? Une des composantes les plus simples : parce que la croissance de la fille et du gars n'arrive pas en même temps. Les filles ont leur poussée de maturité plus tôt que les gars. Cela met des petits gars en compétition avec des grandes filles. De plus, comme les filles sont plus grandes, elles donnent le ton à la classe et la pédagogie s'axe sur celles-ci » [991021s].

Le recours aux théories sociobiologiques permet de soutenir que les hommes et les garçons sont victimes de discrimination à cause de leur nature particulière, de faire valoir que le système scolaire féminisé n'est pas adapté aux styles d'apprentissage des garçons et de justifier la violence et l'agressivité en invoquant des facteurs sur lesquels ils n'exercent aucune maîtrise.

Comparaison qualitative entre la presse anglophone et francophone

Comme nous l'avons vu lors de la compilation des données d'interprétation, l'analyse qualitative des journaux et des revues de la presse anglophone et francophone permet d'abord de constater que le discours masculiniste est à peu près le même partout au Canada. En 10 ans, il a pris beaucoup de vigueur et ajouté de nouveaux arguments à sa stratégie de victimisation du sexe masculin. De la simple dénonciation de situations jugées inacceptables par les masculinistes, on est passé à un discours plus « construit » qui vise à gagner l'appui d'un nombre grandissant d'individus et d'institutions qui se laissent convaincre des soi-disant abus du féminisme. Qui aime penser que « son » fils est sur la pente de l'échec?

Anglophones et francophones se servent des mêmes événements locaux, régionaux ou nationaux comme tremplins pour leurs revendications, se gardant toujours de parler des avantages et des privilèges des hommes et des garçons à l'échelle internationale. Il serait sans doute risqué pour les masculinistes de reconnaître les faibles taux d'alphabétisation et la pauvreté des femmes dans la plupart des pays du monde. Le ton pris par les masculinistes dans la presse anglophone est parfois moins agressif que chez les francophones dans la critique qui est faite de la féminisation de l'école. Le discours se concentre sur la dénonciation d'un système scolaire sexué qui ne répondrait pas aux besoins spécifiques des garçons, risquant ainsi, à court et à long terme, de nuire à l'insertion des garçons dans le marché de l'emploi.

Ce qui frappe le plus, chez les francophones québécois, c'est la façon dont les groupes masculinistes se portent à la défense du sexe masculin. Comme s'ils étaient les seuls à pouvoir affronter les femmes et les féministes, ils dénigrent leur propre sexe :

« [...] ils sont devenus des moumounes fugitives, un trait par ailleurs prédominant au Québec. Vérifiez-le auprès de n'importe qui : les hommes du Québec sont pires que les autres, ils démissionnent à la première contrariété et draguent comme des sous-carpettes. Cela est dû, paraît-il, à un mélange de complexe du colonisé et d'héritage matriarcal castrateur

que le féminisme et la hausse du taux de chômage (le pourvoyeur étant maintenant dépourvu) ont achevé d'exacerber » [991021d].

Ce discours peut sans doute plaire à des hommes qui ne demandent qu'à se considérer comme des victimes, mais comment pourrait-il convaincre ceux qui reconnaissent que le mouvement des femmes a contribué à les libérer des valeurs traditionnelles et patriarcales que les masculinistes défendent.

Constatons enfin que les groupes masculinistes anglophones et francophones savent profiter au maximum de l'espace que leur offrent les médias. Une meilleure utilisation de cette force médiatique pourrait, selon un porte-parole du mouvement masculiniste rempli de confiance et d'espoir, « signifier l'émergence d'un mouvement social ou au moins d'une prise de conscience face à un féminisme exacerbé et antimasculin » [970131p]. Très conscients du pouvoir de persuasion qu'a la presse écrite sur les esprits, dans un monde où le savoir et l'information se transmettent au public de plus en plus par la voix des médias, les masculinistes optent pour l'expression politique et sauteront sur toutes les occasions de voir publier leurs propos. Hey *et al.* (1998, p. 129) rapportent que certains virages en faveur des garçons n'avaient pas été possibles avant, en Grande-Bretagne, « parce que les travaux antérieurs n'avaient pas engendré une expression politique — doublée d'activisme — au sujet de l'équité qui allait au-delà de simples revendications concurrentielles sur l'oppression » [*traduction*].

4. LES SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE DISCOURS

Plusieurs auteurs avancent différentes solutions pour mettre fin à la « misère des garçons » ou à la « souffrance des hommes », comme certains l'expriment. Les recommandations se situent à deux niveaux, soit principalement sur le plan scolaire et, plus largement, sur le plan social. Ces deux niveaux seront conséquemment abordés dans la structuration d'une analyse des solutions proposées.

Dans la première partie, nous verrons que les auteurs proposent différents moyens de venir en aide aux garçons en difficulté scolaire. Les suggestions étant nombreuses, nous les avons réunies en sept sous-catégories thématiques dont les quatre plus importantes sont : l'intervention différenciée selon les sexes, la non-mixité dans les classes ou les écoles, l'augmentation de la présence des hommes auprès des garçons pour servir de modèles d'identification et l'amélioration des programmes pour tenir compte des besoins des garçons. Les autres catégories, bien que moins nombreuses, ont néanmoins retenu notre attention. Elles prônent le retour aux valeurs traditionnelles, l'établissement de quotas et la mise en oeuvre de campagnes publicitaires. Les moyens proposés, nous le verrons, découlent directement d'un « discours de l'usurpation » (Bouchard, 1994). Son développement s'appuie sur les arguments suivants : 1) les filles empiètent sur un domaine auparavant réservé aux garçons et bénéficient d'un traitement de faveur; 2) le système scolaire n'est pas adapté aux garçons, les modèles et la culture étant majoritairement féminins; et 3) l'école ne tient pas compte de la « nature » différente des garçons. Des exemples illustrent chacun de ces aspects.

La seconde partie, qui regroupe les recommandations de niveau social, se divise en cinq sous-catégories dont certaines sont issues de la même logique qui prévaut pour le scolaire : l'intervention différenciée selon les sexes, la présence de plus de modèles masculins, l'amélioration des programmes d'aide aux hommes et des programmes de sensibilisation, le retour aux valeurs traditionnelles et le changement aux lois. Les moyens proposés découlent des discours masculinistes qui soutiennent la notion de « discrimination contre les hommes ». Elle est invoquée quand il est question du suicide et de la violence ou encore de notions comme celles de « bonne masculinité » et de « mauvaise masculinité ».

Enfin, l'analyse des écrits nous a permis de noter la présence de solutions allant à l'encontre du discours masculiniste dominant. Dans le contexte limitatif imparti par la surreprésentation des solutions précédentes, l'intervention auprès des élèves en difficulté scolaire, indépendamment des sexes, peut sembler marginalisée. Pourtant, elle constitue un contre-discours important qui prend en compte la situation des filles. On y aborde entre autres les notions de la socialisation différentielle, de rôles sociaux de sexe et de stéréotypes sexuels. C'est dans la troisième et dernière partie que nous y reviendrons en présentant trois catégories, soit le maintien de la mixité scolaire, le changement de perception chez les garçons et l'implication parentale. Les tableaux 11 et 12 (annexe III) présentent la distribution des solutions proposées dans la presse canadienne francophone et anglophone.

La comparaison des données fait encore une fois ressortir la prépondérance de la préoccupation scolaire au Canada, tant francophone qu'anglophone. Elle révèle également quelques particularités culturelles. Ainsi, l'intervention différenciée est davantage réclamée dans la presse francophone, par rapport à la presse anglophone, pour résoudre les diverses problématiques masculines dans leur ensemble. Il peut ainsi être question de traiter les garçons différemment dans le système scolaire, de « s'adapter à eux », ou dans le reste de la société. De même, le retour à la non-mixité fait davantage partie des solutions réclamées par les tenants du discours francophone. On verra ci-après que cette solution se conjugue avec celle du retour à des valeurs traditionnelles prônée bien davantage dans la presse francophone canadienne. À l'inverse, dans la presse canadienne anglophone, c'est la proposition d'augmenter le nombre d'hommes pour servir de modèles d'identification, tant à l'école que dans la société, qui est beaucoup plus manifeste. Il se dégage donc deux tendances ou axes d'intervention. Si dans les deux milieux, on s'entend pour réaffirmer la différenciation entre les sexes, et intervenir différemment, chez les anglophones c'est la préoccupation pour solutionner le problème scolaire qui prime, notamment en fournissant aux garçons plus de modèles masculins. Chez les francophones, les solutions prônent un retour en arrière par la non-mixité et la réhabilitation de valeurs traditionnelles.

Les recommandations d'ordre scolaire

L'intervention différenciée

Il ressort, à la lecture de la presse, que l'intervention différenciée selon les sexes est la solution la plus souvent demandée par les auteurs, tant au Canada français qu'au Canada anglais. En effet, elle représente environ le quart de l'ensemble des moyens proposés.

Afin de remédier aux écarts de réussite scolaire entre filles et garçons, plusieurs auteurs francophones suggèrent d'adapter le système scolaire en tenant compte du « caractère » particulier des garçons, notamment en intégrant des apprentissages orientés vers l'action. Un auteur anglophone suggère aussi d'instaurer « structure, compétition et un enseignement très direct [*traduction*, 000222np]. Le refrain « laissez les garçons être des garçons » revient à maintes reprises dans les écrits canadiens anglais. Dans les médias francophones, il s'agit entre autres de composer avec la « personnalité agitée » qui serait propre aux garçons. Pour y parvenir, certains auteurs suggèrent une « discipline plus musclée » [990316d-3] dans les classes alors que d'autres suggèrent de tolérer un environnement plus « brouillon [et] bruyant » [951108d]. On propose également de former « le corps professoral [...] à composer avec le caractère des garçons considéré plus turbulent » [960928s-3] et de changer « les attentes du personnel enseignant [car celles-ci] correspondraient davantage au comportement des filles » [990316d-2]. Un auteur anglophone abonde dans le même sens et propose des initiatives « qui engendreraient des mesures plus masculines pour les garçons » [*traduction*, 000222np].

Nous verrons plus loin que ce type de propositions est porté principalement par les groupes de défense des droits des hommes, de même que par les groupes conservateurs (la discipline plus musclée), qui construisent l'idée que la cause des difficultés scolaires des garçons réside dans le système scolaire. Ceux qui soutiennent l'idée de victimisation avancent que si leurs comportements sont perçus comme problématiques à l'école, c'est parce qu'ils sont

jugés selon des critères féminins, de surcroît par des enseignantes qui sont incapables de composer avec ce qu'ils sont.

Suivant cette logique, on propose d'adapter les activités scolaires et les cours en fonction des « différences naturelles », parfois nommées « différences individuelles » [940222d], entre les garçons et les filles car, soutiennent certains auteurs francophones, « les filles ont de meilleures habiletés langagières et les garçons des meilleures habiletés d'orientation spatiale » [991122d]. Conséquemment, il faudrait « augmenter le nombre de périodes de récréation et d'éducation physique » [991016p], « utiliser la broderie et la courtpointe pour enseigner les mathématiques aux filles » [94gaz], « aligner les notions de base sur les intérêts des garçons » [*traduction*, 981104ts], « regrouper seulement des garçons pour des activités reliées à la langue » [991014s] ou, plus largement, « démontrer aux jeunes que la culture et le savoir (en lettres et en sciences humaines, notamment) ne sont pas réservés aux femmes » [950216p]. On reconnaît dans ces propos une perspective essentialiste et la notion d'usurpation, notamment dans la dernière recommandation. Au Canada anglais, on s'attarde tout particulièrement au rythme d'apprentissage : « il est logique de présenter différemment aux garçons et aux filles le programme scolaire, à un rythme différent, de façon différente » [*traduction*, 961119TS]; « les enseignants peuvent assumer des styles d'apprentissage différents, à des rythmes différents » [*traduction*, 000301vs].

Enfin, certains proposent d'instaurer des « mesures concrètes » [990316d-2] axées sur l'expérimentation et la pratique, c'est-à-dire d'adapter les approches pédagogiques pour favoriser l'apprentissage des garçons. On précise que ceux-ci apprendraient plus « en manipulant de leurs mains malhabiles car ils manquent de motricité fine » [991016p-2]. Quelques-uns suggèrent ainsi de favoriser l'utilisation de l'ordinateur car « ils [les garçons] ont vraiment la sensation de la manipulation » [991016p-2] et afin de « rendre [aux garçons] la lecture et la rédaction plus attrayantes [...] comme ils n'aiment pas lire un livre, mais apprécient l'ordinateur » [991014p-2]. Un auteur anglophone canadien fait mention d'une expérience britannique : « l'Angleterre se sert des équipes sportives pour inciter les garçons à lire » [*traduction*, 990318GM]. En résumé, il faudrait revoir les programmes scolaires « pour mieux tenir compte des goûts et des capacités des garçons » [980620p-2] et parce que « les garçons éprouvent le besoin de tester les limites » [*traduction*, 980727ts]. Ici encore, on revient avec l'idée que les garçons sont brimés dans leur « nature » profonde et que le système scolaire n'est pas adapté à leurs formes d'expression. Dans la presse canadienne anglophone s'exerce une pression à remédier à la situation suite aux efforts déployés pour venir en aide aux filles. Le discours est ponctué d'expressions telles que « maintenant, c'est le tour des garçons » [*traduction*, 990504GM], « le temps est venu de s'intéresser aux garçons » [*traduction*, 990519vs], « le moment s'y prête [...] » [*traduction*, 990520vs] et « le temps est venu [...] » [*traduction*, 991112ej].

La non-mixité

La deuxième catégorie de solutions avancées pour résoudre les problèmes scolaires des garçons réunit des propositions concernant la non-mixité. Nous avons pu voir aux tableaux 6 et 7 que cette catégorie occupe le second rang des propositions les plus fréquemment suggérées au pays. Bien que certaines recommandations fassent aussi allusion à la réussite scolaire des filles, elles s'orientent toutes vers un meilleur rendement scolaire des garçons.

Plusieurs des auteurs en faveur de la non-mixité souhaitent l'appliquer au système scolaire en entier, c'est-à-dire instaurer des établissements exclusivement réservés aux garçons et d'autres exclusivement réservés aux filles. Divers arguments sont invoqués pour appuyer cette suggestion, notamment que les filles « performant mieux entre elles » [990214p], qu'« elles s'échangent des modèles féminins puisque la meilleure ne peut être qu'une fille » [96gaz], ou encore que les écoles mixtes « sont des lieux inhospitaliers » [990415a] pour les garçons, ce qui rejoint l'idée d'un univers scolaire conçu pour les filles. Pour étayer cette dernière hypothèse, on avance que « les deux sexes n'apprennent pas de la même façon : les filles en écoutant et en observant, les garçons en agissant » [990415a]. Les mêmes auteurs soutiennent par ailleurs que la non-mixité des écoles augmenterait l'estime de soi des garçons car ceux-ci sont complexés devant la « maturité physique et psychologique » [990415a] des filles. Un auteur anglophone va dans le même sens : « les garçons obtiennent des meilleurs résultats en lecture et en rédaction quand ils sont libérés du joug des filles plus avancées sur le plan linguistique » [*traduction*, 961119TS].

De plus, les écrits canadiens anglais présentent avec insistance les filles comme un élément de distraction pour les garçons, selon une vision conservatrice des rapports sociaux entre les sexes portée notamment par les courants chrétiens. Selon les auteurs, les écoles non mixtes permettraient aux garçons de se concentrer davantage sur l'apprentissage scolaire : « les garçons peuvent se concentrer sur leurs études sans la distraction sociale du sexe opposé. Aujourd'hui, avec la préoccupation publique croissante au sujet du harcèlement sexuel dans les écoles mixtes [...], les écoles pour garçons s'annoncent comme une idée dont il est à nouveau temps de se prévaloir » [*traduction*, 961119TS]; « c'est un "pensez-y-bien" [...], surtout pour les années particulièrement turbulentes de l'école secondaire. Dans un tel cadre pour les garçons, cette distraction est éliminée » [*traduction*, 991205ej]. Ces commentaires révèlent une vision traditionnelle étriquée des relations entre les sexes selon laquelle les filles sont tentatrices et les garçons soumis à leurs pulsions sexuelles (Bouchard, 2001). D'autres auteurs ajoutent : « ce type d'école présente plusieurs avantages, notamment l'absence de distraction féminine. "En classe, les garçons sont plus libres d'être vrais, sans le poids de l'observation des filles" » [*traduction*, 980808gm]; « les garçons éprouvent moins le besoin de faire leurs preuves pour se faire remarquer par les filles » [*traduction*, 980302BCR]; « certains pédagogues préconisent l'école non mixte comme moyen de résoudre l'apparente crise en faisant valoir que les garçons sont distraits par les filles et que garçons et filles se développent physiquement et psychologiquement à des rythmes différents » [*traduction*, 980808gm].

On revient ainsi aux différences « naturelles » dans le développement des garçons et des filles, et à l'idée de la « fille-tentatrice », invoquées pour promouvoir le retour à la non-mixité dans le système scolaire. Quand les filles ont commencé à avoir accès à l'éducation, la séparation entre les sexes s'est faite au nom d'une morale sexuelle inspirée d'une conception étriquée des rôles sexuels : des filles tentatrices et des garçons soumis à leurs pulsions sexuelles. Cette vision perdure encore chez certains tenants de la non-mixité, comme nous avons pu le constater dans le discours médiatique¹⁶.

« Au temps des écoles non mixtes, les enseignants aimaient relever des défis et se dirigeaient dans une école de garçons. Ils aimaient enseigner car ils

connaissaient bien les comportements des garçons. [...] les problèmes que l'on retrouve dans les écoles mixtes, on ne les retrouve pas dans les écoles privées qui ne sont pas mixtes » [991113p].

Des auteurs anglophones partagent également ce point de vue : « les écoles de garçons se spécialisent dans l'enseignement aux garçons » [*traduction*, 961119RTS]; « les critiques déclarent que les programmes d'égalité sont à l'origine du problème parce qu'ils ont accordé des avantages indus aux filles. Ce facteur, en plus de la pénurie d'hommes qui enseignent, a engendré un système scolaire féminisé; la seule solution est un retour aux écoles non mixtes » [*traduction*, 980302BCR]. Cette remarque, en combinant l'argument d'une absence de modèles masculins avec celui du traitement de faveur dont bénéficieraient les filles depuis plusieurs années, étaye en tous points la thèse d'un discours de l'usurpation. Un auteur anglophone exprime cette idée : « pendant longtemps, l'accent a été mis sur les filles, avec raison d'ailleurs. Maintenant, le moment est venu de consacrer plus de temps et d'argent aux garçons » [*traduction*, 990520vs].

Selon Lingard et Douglas (1999, p. 96),

« Les représentations proposées par les médias et les débats connexes sur l'éducation englobent plus que la différenciation unidimensionnelle basée sur la performance et le comportement entre garçons et filles [...] Ils invoquent une amélioration généralisée du rendement scolaire des filles et une régression générale du rendement et du comportement des garçons; l'argument comporte implicitement une dimension historique. Le plus souvent, ce type d'argumentation passe par des affirmations gratuites et des gros titres dans les journaux au lieu d'être l'aboutissement d'une démonstration fondée sur des données empiriques approfondies et pertinentes. Il en va de même au moment de comprendre les données recueillies dans certaines écoles. En revanche, il n'existe pas beaucoup de données historiques dont on puisse se prévaloir facilement pour avancer des explications au sujet de ces changements puisque pendant longtemps, filles et garçons suivaient essentiellement un programme d'études différent » [*traduction*]¹⁷.

Bien que la majorité des auteurs préconisent un retour aux écoles non mixtes, plusieurs autres suggèrent de créer uniquement des classes séparées à l'intérieur d'écoles mixtes, « où les jeunes pourraient exprimer les attitudes propres à leur sexe » [960401a]. Les auteurs francophones canadiens proposent ainsi de former des activités réservées aux enfants de même sexe, « à tout le moins pour des matières où les écarts sont plus prononcés » [991016p]. En effet, cette suggestion fait surface principalement lorsqu'il est question d'intéresser les garçons à la lecture ou à l'écriture, ou encore les filles aux mathématiques. Un auteur canadien anglais s'interroge : « comment faire de la lecture une activité "masculine"? Les écoles doivent trouver des façons d'accrocher les garçons, ceux-ci obtenant souvent des résultats exceptionnels dans des classes de garçons » [*traduction*, 980305hdn]. D'autres, cependant, précisent que la non-mixité devrait s'appliquer à plus de matières et « pas seulement en lecture/écriture » [991016p-2]. Les arguments invoqués

chez les Canadiens anglais demeurent ceux mis en évidence au paragraphe précédent, soit la plus grande facilité à se concentrer des garçons en l'absence des filles : « cela semble plus favorable à la concentration » [*traduction*, 980226GMB]; « [...] les modèles de comportement, l'accent mis sur la classe et l'étude, peuvent donner aux garçons et aux filles une possibilité accrue de grandir et de s'épanouir à leur rythme respectif » [*traduction*, 980601gm]; « peut-être qu'un garçon, au moment où sa masculinité émerge, craint de prendre la parole devant une enseignante ou ses compagnes de classe » [*traduction*, 990605GM].

L'augmentation du nombre d'enseignants et des modèles masculins

La proposition d'augmenter la présence de modèles masculins à l'école est récurrente dans les écrits analysés, particulièrement dans le milieu anglophone. Elle occupe le troisième rang des solutions mises de l'avant. Chez les francophones, l'objectif principal est de « revaloriser l'identité masculine » [991030d] en renforçant le modèle masculin à l'école. On vise surtout l'école primaire où « l'identification à l'élément masculin est indispensable » [951108d] et on suggère de « fournir des gratifications (bonus, primes, priorité à l'engagement) aux hommes qui viendraient enseigner au primaire » [991016p-2]. Un auteur s'interroge : « où sont les hommes pour leur servir de modèle, de mentor et leur donner accès à ce sens? Bref, leur transmettre leur expérience, leur montrer comment et pourquoi grandir » [991030d]. Ce type de solutions s'inspire encore de la critique d'un univers scolaire où les femmes sont plus (trop) présentes que les hommes, ce qui lèserait les garçons faute de modèles. Un auteur anglophone soutient ce point de vue : « les facultés d'éducation s'efforcent de trouver des solutions au problème et certains conseils scolaires envisagent la création de programmes de mentorat qui placeraient des hommes dans la classe à titres d'assistants à l'enseignement » [*traduction*, 920816ts].

Comme l'avancent Lingard et Douglas (1999, p. 57) :

« La situation est rendue telle que la demande pour inciter plus d'hommes à devenir enseignants doit être étudiée avec prudence parce qu'il y a risque que ce soit des hommes conservateurs, non critiques, susceptibles d'affirmer les attitudes ancrées quant aux rapports entre les sexes qui se présentent plutôt que ceux qui chercheraient à créer des rapports plus égalitaires par le biais de l'enseignement. Il est intéressant, mais pas réellement surprenant, de constater que cet appel aux hommes dans le corps enseignant, souvent lancé par les partisans des droits des hommes ou de la masculinité dite thérapeutique, ne s'accompagne pas d'un appel parallèle au déploiement d'un plus grand nombre de femmes aux échelons supérieurs dans les écoles et les systèmes scolaires [*traduction*] ».

Nous avons aussi critiqué cette position (Bouchard et St-Amant, 1993) il y a déjà 10 ans :

« Ainsi, pour les filles, l'appartenance sexuelle de leurs modèles n'aurait pas d'influence sur le développement de leur "féminité". Les filles ne seraient pas réfractaires aux modèles de sexe opposé (donc moins stéréotypées), alors que les garçons le seraient. Il nous semble y avoir

ici les éléments nous permettant de croire que cette théorie du conflit relève davantage des effets limitatifs de leur socialisation sexuelle que de la féminisation de l'école primaire. Chaponnière (1987) rappelle fort à propos l'un des présupposés sexistes implicites qui guide la psychologie différentielle des sexes, soit que : *“l'acquisition des rôles de sexe et-ou la genèse de l'identité de sexe dépend étroitement de la relation au parent du même sexe”* (Chaponnière dans Lempen-Ricci et Moreau, 1987, p. 5. [Pour la critique des théories des rôles et des modèles de sexe voir Mac an Ghail, 2000]) ».

Dans le contexte où le discours masculiniste prône la revalorisation des pères et fait valoir une « bonne » masculinité, on retrouve également des solutions qui encouragent les modèles paternels : « l'implication des pères [fait] partie des conditions gagnantes pour la réussite des gars » [991014s]; « les pères [doivent être] davantage présents pour superviser les devoirs et [doivent faire] des activités à caractère culturel avec leurs fils » [991114d]; « les enseignants et les parents — surtout les pères — doivent s'assurer que les garçons lisent et écrivent aussi bien que les filles » [*traduction*, 991014GM]; « le “comment faire”, quoique embryonnaire, se développera facilement quand les parents et les éducateurs auront reconnu cette masculinité non dominatrice » (951108d). La notion de « bonne » masculinité se retrouve aussi dans certaines propositions canadiennes-anglaises : « les garçons ont besoin de modèles masculins à la hauteur » [*traduction*, 991112ej]; « “je ne leur apprend pas seulement comment jouer au football, déclare le sympathique père de quatre enfants, dont deux jeunes garçons. Je leur apprend à se conduire en jeunes hommes” » [*traduction*, 991027ch].

Le discours sur la discrimination sous-jacent à toutes ces recommandations est d'autant plus clair en milieu anglophone : « la leçon, c'est que les garçons ont besoin d'autant (de plus?) d'aide que les filles, mais qu'ils ne l'obtiennent pas » [*traduction*, 960120GM]; « j'ai deux fils et je pense qu'un peu plus d'influence masculine à l'école, ça serait utile et naturel » [*traduction*, 051203TS]. Ces deux affirmations renforcent l'idée d'usurpation selon laquelle les filles se sont appropriées (ou ont reçu) les ressources d'aide au détriment des garçons. D'autres auteurs ajoutent en ce sens :

« Est-il osé d'avancer que les garçons n'apprennent pas comme les filles et qu'ils ont besoin de modèles différents que ceux dont ils disposent actuellement? J'espère que les responsables de ces réformes, au moment d'élaborer des programmes et ressources, tiendront compte du besoin de parer à l'écart croissant entre le taux de réussite des filles et des garçons » [*traduction*, 990405gm].

« Les collègues, qui se souciaient principalement autrefois de recruter des femmes pour enseigner les mathématiques et les sciences, accordent désormais la préférence aux hommes qui songent à faire carrière dans l'enseignement primaire » [*traduction*, 920816ts]. En milieu anglophone, l'urgence à renforcer les modèles masculins à l'école est manifeste. On en appelle directement aux hautes instances de l'éducation et on exige des changements immédiats, notamment en exerçant une pression en faveur de l'embauche masculine comme en fait foi

ce commentaire : « il a enjoint aux facultés d'éducation d'encourager les jeunes hommes à envisager l'enseignement au primaire » [*traduction*, 980323ts]. La recommandation d'augmenter la présence de modèles masculins va donc de pair avec la suggestion de modifier les programmes scolaires.

L'amélioration des programmes

La mise sur pied de nouveaux programmes scolaires atteint le quatrième rang des solutions exprimées au Canada. Cette catégorie vise exclusivement la réussite scolaire des garçons et, chez les auteurs francophones, elle se traduit entre autres par la création de « programmes "d'action positive" pour favoriser la réussite ou la promotion des garçons » [960928s-3]. Il est ainsi question de « prévoir une représentation égale des sexes dans certains comités parascolaires où l'on ne trouve présentement que des filles. Une sorte de discrimination positive en faveur des garçons » [990316d-3]. D'autres auteurs suggèrent de « fournir un support particulier aux conseils d'établissement qui innoveraient pour renforcer les garçons. [...] Enfin, former un comité de vigilance sur la meilleure réussite des garçons » [991016p-2]; « pour réconcilier l'école et sa clientèle masculine, [...] il y a] la formation professionnelle » [960928s-3]. Cette attitude à vouloir consacrer les mêmes ressources aux garçons et aux filles (même davantage dans le débat actuel) en est une, en réalité, de négation des inégalités entre hommes et femmes. Elle occulte la division sociale, politique et économique du pouvoir qui maintient toujours les femmes dans des positions subalternes. Toutes ces approches présument de l'efficacité du diplôme. Or, nous le savons, la réussite scolaire d'un plus grand nombre de filles que de garçons ne signifie aucunement qu'elles « réussissent » mieux socialement (Bouchard et St-Amant, 1996).

Au Canada anglais, on suggère à quelques reprises d'implanter des programmes incitant les garçons à se diriger vers les milieux non traditionnels, à l'instar de ceux destinés aux filles : « les programmes qui encouragent les filles à se lancer dans des domaines non traditionnels, comme les sciences et le génie, ont porté fruit [...] et il faut prévoir des mesures comparables pour les garçons en difficulté » [*traduction*, 990625vs]; « [...] la solution est d'attirer les garçons dans les domaines traditionnellement féminins. "Nous n'avons pas ouvert, pour les garçons, les débouchés professionnels qui existent désormais pour les filles" » [*traduction*, 980302BCR]; « les filles participent à des ateliers sur des professions comme l'architecture, le droit et la médecine vétérinaire. Pourtant, la Teachers Federation de la Colombie-Britannique n'organisent pas d'ateliers équivalents pour les garçons » [*traduction*, 990625vs]. Enfin, certains auteurs canadiens anglais insistent sur la nécessité d'effectuer de la recherche : « les pédagogues préoccupés par le comportement des garçons à l'école signalent le manque de recherches sur le sujet » [*traduction*, 000222vs]; « la société devrait consacrer plus de temps et d'effort pour chercher à savoir pourquoi les garçons canadiens, en moyenne, obtiennent des résultats inférieurs à ceux des filles » [*traduction*, 990707np].

Les autres catégories

Les solutions restantes sont moins nombreuses, mais méritent néanmoins d'être analysées. Chez les auteurs francophones, contrairement au milieu anglophone où cette solution est absente, il est aussi question d'instaurer des quotas. Ils s'expliquent ainsi : « les universités ont créé un effet pervers en se basant presque exclusivement sur la force du dossier scolaire pour sélectionner les élèves dans les facultés. Sous les apparences de l'égalité, on a créé un

clivage important entre les filles et les garçons. Est-ce qu'on ne devrait pas adopter une règle proportionnelle afin de rétablir l'équilibre? » [940308p]. On ne peut identifier de moyen plus concret que l'établissement de quotas pour encourager les garçons à reconquérir le domaine du savoir.

Autre particularité francophone, la publicité est utilisée pour inciter les garçons à poursuivre leurs études : « afin de contrer ce désintérêt des garçons pour les études collégiales, le Service régional d'admission du Montréal métropolitain a lancé la semaine dernière une campagne publicitaire visant à encourager les garçons à persévérer dans leurs études et à obtenir un diplôme d'études collégiales (DEC) dans le secteur des techniques » [991020d].

Au Canada anglais, on retrouve aussi des suggestions peu soulignées dans les médias francophones. Il est notamment question d'encourager les parents à s'impliquer davantage dans le cheminement scolaire de leurs garçons. Un auteur s'explique ainsi : « les garçons en 5^e et en 6^e années ont besoin de toute l'aide que leurs parents peuvent leur donner puisque les filles réussissent mieux dans les classes plus avancées [...] Or pour les garçons, l'attitude personnelle et l'appui de professeur importent moins que l'intérêt des parents » [*traduction*, 980330sh]. Cet auteur déclare que les « attitudes personnelles », c'est-à-dire les efforts consentis, la conscientisation des garçons à reconnaître l'importance de l'école, etc., n'ont pas autant de poids que l'implication parentale. Cette opinion va à l'encontre, nous le verrons plus loin, de l'argument principal du contre-discours. Outre l'implication plus grande des parents, un auteur anglophone propose également de modifier les lois en vue d'offrir aux parents un choix plus vaste dans la sélection de l'école de leurs enfants : « il appuie la formule "l'école de son choix", notion qui renvoie à des politiques diverses, comme des bons financés par les impôts, qui accordent aux parents une plus grande marge de manoeuvre dans le choix de l'école que fréquentent leurs enfants » [*traduction*, 000222np]. Il est plausible de supposer que l'auteur parle de l'accessibilité aux écoles privées, voire aux écoles non mixtes.

Enfin, tant chez les anglophones que chez les francophones, il est parfois question d'un retour à des valeurs traditionnelles qui, selon les auteurs, permettraient aux garçons de « se secouer » :

« Si c'est une bonne vieille dose de compétition qu'il faut pour amener les garçons à "se secouer", allons-y. Débarrassons-nous de la "pression sociale de la réussite" qui fait que les élèves passent dans la classe suivante peu importe leurs résultats scolaires. [...] Ramenons les tests normalisés, y compris les examens provinciaux qui inspiraient autrefois tant de crainte » [*traduction*, 000301hdn].

« la recommandation du conseil reflète un retour aux façons de faire des années 1940 et 1950, lorsqu'il y avait une entrée pour les garçons et une pour les filles et ils ne se croisaient jamais en classe » [*traduction*, 991014gm].

Un auteur francophone soutient également que « l'école dévalorise les valeurs masculines. Il n'y en a que pour les filles » [991021p]. On ajoute :

« Naguère, ce sont les mères que la société culpabilisait pour les échecs de leurs enfants. Aujourd’hui, ce sont les pères que le Conseil supérieur de l’éducation montre du doigt, au mépris du fait que le système scolaire, surtout au primaire, est globalement une affaire de femmes. [...] En fait, les garçons ont toujours été moins bons élèves que les filles. Mais il y a vingt ou trente ans, [...] ceux qui réussissaient mal à l’école pouvaient gagner honorablement leur vie dans l’industrie primaire ou secondaire. [Aujourd’hui] Que reste-t-il au bout du décrochage? Le chômage. Enfin, autre différence entre hier et aujourd’hui, les institutrices d’antan, issues d’une société dominée par les hommes, respectaient les valeurs et les comportements traditionnellement masculins » [991021p].

Cette dernière citation montre que les groupes conservateurs, ou la Nouvelle Droite selon Mac an Ghaill (2000), exercent leur influence dans la presse francophone canadienne. Elle résume une partie des solutions d’ordre scolaire proposées pour venir en aide aux garçons, notamment en regrettant le temps où les effets du patriarcat se manifestaient chez les enseignantes. Elle reprend des arguments du courant de victimisation et rejoint l’idéologie de l’usurpation. Nous verrons également, dans la seconde partie, comment le retour à des valeurs traditionnelles coïncide avec la montée de la droite et des valeurs patriarcales.

Les recommandations d’ordre social

Les modèles masculins

La présence de plus de modèles masculins est l’une des solutions les plus fréquemment suggérées au niveau social. Tant chez les francophones que chez les anglophones, les auteurs considèrent que les garçons « vivent une crise d’identité et auraient besoin de modèles masculins sains, intégrés et équilibrés » [920315a]. Certains font aisément un lien avec le suicide : « la baisse du taux de suicide masculin passe inévitablement par la remise en question de la sociabilisation [*sic*] et de la rigidité du rôle des hommes dans la société » [000214d]; « ... face au suicide [...] le ministre [...] parle de “déficit de repères et de modèles” pour expliquer ce malaise qui se perpétue dans une société où “rien ne prend le temps de mûrir” » [990215d]. En outre, les solutions en appellent souvent aux pères, insinuant que le modèle des mères est insuffisant : « il faut que les modèles masculins circulent dans la famille monoparentale : un grand-père, un oncle ou un amoureux qui prend des responsabilités à l’égard des enfants » [961001a]; « sur un plan plus large, il y urgence de donner des pères à nos enfants, notamment aux garçons, afin qu’ils aient très tôt des modèles masculins » [95gaz]; « dans la vie d’un garçon, il vient un moment où il doit se séparer de sa mère. La meilleure mère du monde ne peut pas indiquer comment faire. Elle peut lui parler, mais elle ne peut pas lui servir de modèle. Tandis que le père n’a même pas besoin de parler pour communiquer ce modèle » [971015a-2] ; « si les enfants de ces hommes peuvent grandir et avoir l’impression que leur père était présent, s’intéressait à eux, alors nous donnons un nouveau modèle à la génération suivante » (*traduction*, 970707GM)]; « De toutes les solutions possibles [...], la plus immédiatement accessible est d’inclure les pères beaucoup plus dans le soin de leurs enfants. Quand les pères s’occupent amoureusement de leurs petits garçons, ceux-ci grandissent sûrs d’eux et non violents » (*traduction*, 910607ts); « donc, un garçon qui joue à la guerre à l’école et qui rentre chez

lui pour trouver un père qui lutte avec lui dans le jardin a davantage confiance qu'il fait une chose que font les hommes et il le fera davantage » [*traduction*, 931127ts].

Ces commentaires s'inscrivent en partie dans l'idéologie adoptée par les groupes de thérapie de la masculinité qui insistent, entre autres, sur l'importance de la place des hommes auprès des garçons, et en partie dans l'idéologie machiste. Enfin, la notion de « bonne masculinité » est aussi très présente dans leur discours et on retrouve des propos de ce genre dans la presse : « il faut favoriser les mentors, les héros, les modèles qui soutiennent la masculinité du garçon » [990415a]; « il est possible de transformer l'agressivité en dynamisme; il s'agit alors de s'affirmer et d'exprimer ses sentiments réels » [*traduction*, 911216ts].

L'intervention différenciée

L'intervention différenciée est également une solution récurrente. Plusieurs des arguments de type essentialiste se retrouvent dans cette catégorie. Lorsqu'il est question de « détresse », de suicide, ou encore de la « douleur des hommes », certains auteurs présentent les hommes comme les victimes de leur rapport à la masculinité, qui n'ont pas appris à exprimer leurs émotions et qui nécessitent ainsi une intervention particulière : « non seulement faudra-t-il apprendre aux hommes à mieux percevoir et communiquer leurs besoins, mais aussi sensibiliser les intervenants aux problématiques masculines » [970611p]; « [informer et sensibiliser] sur les moyens pour détecter les comportements suicidaires et sur la façon de décoder les cris de détresse que plusieurs d'entre eux [les hommes] lancent sans jamais être entendus » [990215jq]; « développer des pistes d'actions pour offrir des voies de guérison appropriées à leur condition d'homme ou de femme » [000220s]; « la seule guérison, pour ces hommes, passe par leurs rapports avec d'autres hommes » [911216ts].

Ces solutions s'apparentent aux arguments des groupes de thérapie de la masculinité catégorisés par Lingard et Douglas (1999) non seulement dans l'approche thérapeutique préconisée, mais aussi dans l'accent mis sur la douleur et la solitude. Par ailleurs, lorsque les garçons sont en cause, les mères sont souvent celles que l'on cible, que ce soit pour affirmer ou reprocher leur façon d'éduquer :

« Les garçons développent généralement leur propre façon d'exprimer l'amour, l'affection ou le souci d'autrui, expression qui est en général très différente de celle adoptée par les filles. Les mères, en particulier, peuvent souhaiter exprimer leurs sentiments à l'égard de leurs fils en faisant des choses avec eux ou simplement en passant du temps ensemble, plutôt que d'insister qu'ils s'assoient avec elles et leur parlent » [*traduction*, 980727ts].

« Tout ce que nous avons appris au sujet des filles, de la formation des liens affectifs, vaut aussi pour les garçons – mais les garçons expriment différemment ces mêmes besoins. [...] Il [l'auteur] enjoint à des liens plus étroits avec les mères : “Je vous dis d'aimer vos fils comme vous aimez vos filles. Vous n'en ferez pas des lavettes pour autant” » [*traduction*, 991030ts].

« Quand vous parlez d'émotions, dites ce que vous avez à dire, puis taisez-vous. Quand il sera prêt à en parler, laissez-le exprimer ses sentiments en privé » [*traduction*, 9908Chat].

Finalement, dans la même veine essentialiste, d'autres auteurs soutiennent que les hommes sont dotés d'une « nature masculine profonde », ce qui serait à l'origine de leurs pulsions. Certains auteurs anglophones soutiennent ce point de vue : « cessez d'étouffer les garçons dans ce qu'ils sont [...] Les pulsions des garçons doivent être civilisées et réorientées, non étouffées » [*traduction*, 990626np]; « nous pouvons changer les lois sur les armes à feu, mais nous devons aussi trouver des moyens de faire face à la colère des hommes » [*traduction*, 960412ts]. Comme le laisse entendre le dernier commentaire, certains auteurs réclament des changements de législation (notamment en ce qui concerne la garde des enfants). Nous étudierons cet aspect un peu plus loin, à la rubrique « Le changement dans les lois ».

Les programmes d'aide et de sensibilisation

La création de programmes d'aide destinés aux hommes occupe le troisième rang des solutions d'ordre social. Cette catégorie ne concerne pas uniquement les garçons, mais renvoie plutôt aux hommes en général et touche des questions d'ordre social et psychologique : « pour éviter que les hommes aient l'impression de se retrouver devant rien, démunis et sans aide, [il] propose de créer des maisons d'hébergement pour les hommes, plus de ressources, créer des associations où les hommes pourraient crier au secours » [970425s]; « afin de responsabiliser les hommes face à leur progéniture, de nombreux groupes et programmes ont été mis sur pied par des hommes divorcés » [970802p].

« La recrudescence d'appels de la part des hommes demande de la part des intervenants une mise à jour de l'approche à privilégier. “Les gars demandent de l'aide à la dernière minute, et généralement ils utilisent la colère”. Généralement, les personnes suicidaires, aidées à temps, choisiront la vie plutôt que la mort. [...] À la suite de la mort de Gaétan Girouard, plusieurs hommes ont réalisé qu'ils travaillaient trop, qu'ils ne jouissaient pas assez de la vie » [991014s].

« Plusieurs ont souhaité hier que soient redéfinis certains termes – sans avaliser les solutions extrêmes – pour éviter de laisser croire que masculin rime toujours avec violence lorsque la souffrance devient aiguë et qu'elle peut pousser quelqu'un à bout » [990220d]; « le nouveau documentaire explique comment les programmes aident les pères adolescents à surmonter le choc, les encadrent quand ils informent leurs parents et aussi pendant l'éventuelle perte d'amis » [*traduction*, 970607ch-2].

Ainsi, les auteurs suggèrent d'instaurer, de multiplier ou encore d'améliorer les ressources d'aide pour les hommes. Plusieurs, par ailleurs, dressent une comparaison avec les ressources offertes aux femmes : « L'animateur sportif se plaint qu'il n'existe au Québec aucune maison pour hommes en difficulté, alors qu'on compte 200 maisons d'hébergement pour femmes en difficulté » [980312d]; « peu d'employeurs offrent des congés parentaux

pour les pères, ou des congés pour motif économique, social ou psychologique et, quand de tels programmes sont offerts, peu d'hommes s'en prévalent » [*traduction*, 930618ts]; « [...] il s'est adressé à la Direction des femmes aux Services communautaires et on lui a répondu qu'il n'y avait déjà pas assez d'argent pour les programmes existants, bien moins le sien » [*traduction*, 940804ts]; « irrité, il a écrit à la revue pour faire valoir que les hommes ont besoin d'aide autant que les femmes, sinon plus » [*traduction*, 970106WR]. Nous reconnaissons ici le postulat de certains groupes de défense des droits des hommes ou des groupes conservateurs (Douglas et Lingard, 1999) selon lesquels il y a symétrie des positions entre les hommes et les femmes et donc que le nombre restreint de ressources destinées aux hommes correspond à de la discrimination.

Enfin, certains auteurs anglophones proposent la mise sur pied de programmes de sensibilisation, notamment en ce qui concerne le suicide des garçons : « enseignants, conseillers, professionnels de la santé et parents doivent apprendre à repérer les signes précurseurs : les changements brusques d'attitudes ou de comportement, le retrait, des hausses d'angoisse ou de tension, un changement de l'alimentation ou du sommeil, le don à d'autres de possessions précieuses » [*traduction*, 921214TS].

Le changement des lois

Plusieurs solutions, dans les médias canadiens, traitent de l'aspect légal de la « discrimination » envers les hommes. Chez les francophones, on aborde particulièrement ce qui a trait à la garde des enfants : « conscient qu'il est impossible d'être toujours présent auprès de ses enfants après un divorce ou une séparation, [il] pense que le système devrait être modifié pour permettre aux pères d'avoir davantage accès à son enfant » [950413dr]; « par ailleurs, en matière de garde d'enfants, l'avocate estime qu'il devrait y avoir une présomption de la loi en faveur d'une garde partagée » [980312d]; « les pères divorcés eux-mêmes réclament des changements de législation, une plus grande ouverture d'esprit chez les juges, la possibilité de participer davantage à l'éducation des enfants afin de prévenir le décrochage paternel » (971015a); « le groupe [...] s'est présenté en mai dernier devant le comité pour y présenter un mémoire dans lequel il demande au gouvernement que la garde partagée soit instaurée automatiquement dès la rupture du mariage, de sorte que les pères aient un accès égal à leurs enfants » [981113dr]; « nous ne pouvons pas rendre le divorce illégal. Mais nous devons en réduire le taux, notamment en changeant les lois » [971015a-2].

Chez les anglophones, les propositions portent surtout sur la violence et le suicide et incidemment, sur la législation des armes à feu : « [il] cite les nombreuses études qui montrent que les armes contribuent beaucoup au suicide. Une étude faite à Washington D.C. révèle un recul du taux de suicide après le resserrement des lois sur les armes à feu » [*traduction*, 951007ts]; « les lois interdisent le châtement corporel des enfants. Les enfants frappés apprennent que la violence est une forme d'expression acceptable de l'amour et du souci d'autrui » [*traduction*, 930618ts]; « nous, partisans de la responsabilité individuelle à l'égard du crime, croyons qu'il mérite une punition à sa mesure : par exemple, le retour de la pendaison en cas de meurtre prémédité » [*traduction*, 941210fp]. Les derniers propos tendent à préconiser le retour à des valeurs traditionnelles, catégorie que nous étudierons ci-après.

Enfin, les dernières recommandations de cette catégorie concernent la discrimination envers les hommes sur le plan de la violence conjugale :

« Il faut que cessent les fausses accusations [...] que trop de femmes sans scrupules se permettent d'utiliser [...] Je termine mon livre en reconnaissant que réussir un tel changement social peut paraître difficile mais [...] la seule façon d'affronter le terrorisme que pratique un système policier et judiciaire discriminatoire envers les hommes, c'est de faire connaître ses procédés au grand public » [001024s].

« Membre actif de divers groupes de défense des droits des hommes et se présentant lui-même comme une victime de ce complot auquel participeraient les forces policières, les acteurs du système judiciaire, un certain féminisme et les médias, [il] prend maintenant la plume parce qu'il demeure convaincu que le fait de "médiatiser les attitudes et les actions sexistes du système judiciaire à l'égard des hommes" [...] est peut-être la dernière chance qui reste aux hommes » [000916d].

Le retour aux valeurs traditionnelles

Cette catégorie regroupe des recommandations relevées principalement dans les médias francophones, à une exception près. Les suggestions qui y sont apportées sont entre autres issues des discours des groupes conservateurs (Douglas et Lingard, 1999), défenseurs du système patriarcal, qui visent le maintien des relations « normales » [l'idéologie de la complémentarité] entre les hommes et les femmes — un ordre social instauré sur leurs différences « naturelles » — et la primauté de la famille comme noyau fondamental de l'organisation sociale :

« Si, par "stigmatiser", on veut dire manifester une forte réprobation, je suis d'accord pour stigmatiser les filles-mères. De la même manière, il faut rendre illégale l'insémination artificielle d'une femme seule de manière à indiquer très clairement la désapprobation sociale envers cette démarche immorale. [...] Et je devine votre prochaine question : doit-on ostraciser les divorcés en affirmant que le divorce est un échec? Ma réponse est oui! » [971015a-2].

« Il en résulte une augmentation du nombre d'enfants qui seront obligés de divorcer de leur père, qui ne le verront plus jamais ou qui croiront tout le mal qu'on dit d'eux (les pères), ce qui les soulagera de ne pas avoir connu ce monstre qu'on appelait autrefois un "bon père de famille" » [971125d].

« Le Québec a les plus forts taux de non-mariages ou de ruptures en Occident. Et que dire des effets concomitants, dépressions et suicides? Il ne s'agit pas de retarder le progrès mais d'assimiler ce qui s'est fait en même temps qu'on fait un autre pas » [951108d].

« Les *Promise Keepers* par exemple, qui souhaitent le rétablissement du patriarcat et de la famille traditionnelle, utilisent l'argument religieux pour promouvoir leurs idées. [...] Né aux États-Unis au début des années 1990, le mouvement s'inspire des bonnes vieilles valeurs chrétiennes et prêche le retour à la famille traditionnelle » [9807CHAT].

« Traditionnellement, le rôle de mari et de père soutien de famille et d'éducateur répondait aux besoins de se réaliser comme homme sans avoir à recourir à la violence ou à miner l'ordre social. La paternité, et l'autorité dans la famille qui l'accompagnait, était un idéal qu'un garçon pouvait réaliser » [*traduction*, 970615oc].

Les membres des groupes conservateurs, composés par plusieurs associations chrétiennes, tentent également de renforcer l'idée que les hommes sont naturellement plus violents, qu'ils ont des comportements destructeurs et qu'ils recherchent davantage la compétition et la domination :

« J'avais suivi les audiences de ce Comité national [sur la violence faite aux femmes], interpellé et révolté par ces témoignages tout simples et qui disent tout. [...] Voilà ces histoires qui pour moi et une majorité d'autres hommes, "n'arrivent qu'aux autres". Ce qui ne veut pas dire que nous voulons en être complices. [...] Car n'en déplaise aux membres du Comité national, il reste aux femmes victimes de violence, des fils pour les reconforter. Et même des églises pour prier... » [930730s].

« Les valeurs traditionnelles rattachées à l'homme sont en train de fondre : là où l'homme se voulait protecteur, on lui fait maintenant comprendre que c'est du paternalisme; se voyait-il puissant, il n'est plus qu'opresseur sous ce rapport; se contente-t-il d'être fort et silencieux, on le soupçonne maintenant de s'enfermer dans une cage » [980531p].

L'étude de la presse nous a également permis de repérer des propos allant à l'encontre de l'idéologie masculiniste dominante, propos qui prennent en compte également la situation des filles et des femmes. Nous allons en rendre compte dans les pages qui suivent.

Le contre-discours

La majorité des solutions proposées par ces auteurs concernent la réussite scolaire, tous sexes confondus, et seulement deux ont trait à des problématiques sur le plan social. On trouvera, dans les tableaux 13 et 14 (annexe III), un aperçu de ces alternatives dans la presse canadienne francophone et anglophone.

La première observation qui ressort de la comparaison de ces deux tableaux vient du nombre d'articles de chaque côté, à savoir qu'une contre-argumentation plus forte s'est fait sentir du côté de la presse francophone que de la presse anglophone. La deuxième constatation est que la solution de responsabiliser les garçons ne se retrouve que dans la presse francophone.

Finalement, même s'il ne s'agit que d'esquisser des recommandations, dans l'ordre du social, elles n'apparaissent que dans la presse canadienne anglophone.

La mixité

Parmi les solutions que proposent les auteurs canadiens francophones et anglophones, la plus fréquente est le maintien de la mixité scolaire. Principalement, les auteurs soutiennent que la mixité permettrait aux jeunes filles et garçons d'apprendre à vivre en société : « ... il s'oppose à l'idée d'abolir les classes mixtes. "La mixité, c'est la vie, tout comme les différences entre individus. Garçons et filles ont besoin d'apprendre à vivre ensemble et le plus tôt possible" » [991105p]; « "les jeunes, tant les gars que les filles tiennent à la mixité". Des filles ont répondu à la chercheuse que les classes mixtes étaient nécessaires pour "apprendre à s'endurer". Un garçon a dit craindre que la non-mixité n'entraîne plus de sexisme » [990412s]; « les garçons et les filles peuvent tant apprendre en se côtoyant en classe, [dit-il], que les avantages de la mixité en dépassent les inconvénients éventuels » [*traduction*, 980808gm].

« De nos jours, les gens doivent apprendre tôt comment s'entendre avec les autres, en dépit de différences fondées sur la race, la religion ou le sexe. Apprendre à comprendre les autres, apprendre à communiquer malgré les différences culturelles ou sexuelles, ce ne sont pas des choses qui s'apprennent en vase clos » [*traduction*, 991015gm].

« Bien des gens pensent, cependant, que les garçons et les filles doivent apprendre comment se concentrer en présence des uns et des autres, plutôt que dans des écoles séparées. [...] L'histoire montre que quand nous séparons les élèves en fonction de la race ou du sexe, le groupe moins valorisé est brimé et reçoit une instruction moins solide, ce qui est particulièrement inquiétant de nos jours, alors que les sommes consacrées à l'éducation fondent et que les fonds mis de côté pour les filles disparaissent » [*traduction*, 961119ts].

« Elle voit en tout cas d'un mauvais oeil l'idée de séparer les adolescents au secondaire, ce qui, dit-elle, "laisse entendre qu'on ne peut pas développer une relation égalitaire entre les sexes. Les écoles non mixtes, c'est l'institutionnalisation de la ségrégation" » [960401a].

L'implication parentale

Dans cette catégorie, les auteurs en appellent aux parents, afin qu'ils s'impliquent davantage dans l'éducation de leurs enfants, notamment par l'élimination des stéréotypes sexuels : « le ministre [...] a par ailleurs lancé un appel pressant aux parents pour qu'ils s'impliquent le plus possible auprès de leurs enfants » [000121d]; « actuellement, ces chercheurs essaient de s'attaquer à la source du problème : ils envisagent d'intervenir auprès des parents en milieu défavorisé pour combattre les stéréotypes sexuels » [970104d]; « pour [elle], la réussite des gars passe par l'abolition des stéréotypes et aussi, par une implication plus grande des pères » [9905CHAT]; « aussi le Conseil recommande-t-il que le personnel scolaire soit formé à reconnaître les effets des rôles sociaux de sexe et de la socialisation

et que les parents et les élèves eux-mêmes soient sensibilisés à la question » [991014dr]; « tous les parents devraient aider leurs enfants à rejeter les stéréotypes fondés sur le sexe. Plus les jeunes mettent en cause ces clichés et stéréotypes, mieux c'est » [*traduction*, 961023gm].

Un auteur anglophone recommande également une plus grande implication des parents et ce, en réponse au discours sur la non-mixité : « avant de diviser les garçons et les filles, les écoles devraient s'efforcer d'intéresser les familles des garçons au travail scolaire de ceux-ci et créer un milieu dans lequel les garçons peuvent apprendre à valoriser l'école » [*traduction*, 991015gm]. Enfin, une auteure francophone en appelle à la responsabilisation des parents : « “durant les audiences, des parents sont venus nous dire que leurs adolescents n'étudiaient pas parce qu'ils écoutaient la télé. Mais ça se ferme une télé!” », objecte-t-elle, exhortant les parents à ne pas se délester de leurs responsabilités dans la réussite scolaire de leurs enfants » [96gaz-2].

Le changement de perception des garçons

Une autre solution proposée par les auteurs concerne le changement de perception des garçons, c'est-à-dire que ces derniers devraient d'eux-mêmes s'impliquer davantage dans leurs études. Cette proposition ne se retrouve que dans la presse canadienne francophone. « Les gars doivent apprendre à travailler et à faire des efforts » [991014s]; « vue sous cet angle, la solution aux difficultés des garçons réside dans leurs capacités à changer leur attitude, bref à évoluer » [990316d-2]; « autrement dit, si les garçons ne se reconnaissent pas à l'école, c'est à eux de changer et non aux établissements d'enseignement » [960401a]; « il faut absolument changer la perception des garçons face à la culture et à l'école, préconise-t-il » [960928s-3]; « quand ils décideront de combler le fossé des sexes, ce n'est pas dans la rue, mais entre les deux oreilles que les garçons devront faire leur révolution » [961228p]; « un fait s'impose. Les jeunes garçons ont aussi à travailler sur... eux-mêmes. [...] Selon elle, il faut que l'école s'adapte aux élèves. “Mais il ne faut pas tomber dans le piège qu'elle doit tout faire et les garçons, rien du tout” » [960928s-3]; « par conséquent, il serait souhaitable que ces derniers [les garçons] s'engagent à fond dans leurs études et que les filles aient la possibilité de prendre partout la place qui leur revient » [98gaz].

Les autres catégories

On trouve enfin, dans les écrits canadiens anglophones, deux solutions concernant la violence faite aux femmes. La première renvoie à une campagne de sensibilisation : « Le tristement célèbre massacre de Montréal l'a incité, avec un groupe d'amis, à lancer la Campagne du ruban blanc en décembre dernier : “c'est la première fois, dans le monde, que des hommes agissent ensemble pour lutter contre la violence faite aux femmes” » [*traduction*, 920924ts]. La seconde préconise un changement des lois portant sur la violence conjugale : « elle qui dirige un programme pour les hommes violents à la Société John Howard est d'avis que le renvoi en traitement ne devrait pas être du ressort d'un agent de probation, il devrait être obligatoire » [*traduction*, 961103ts].

5. LA CRITIQUE DU DISCOURS EN ÉDUCATION

Résultats de la recherche sur les écarts de réussite scolaire

Nos résultats de recherche sur la question des écarts de réussite scolaire entre garçons et filles font ressortir que les élèves qui réussissent bien à l'école adhèrent moins aux stéréotypes sexuels que les élèves en difficulté et ce, AUTANT chez les garçons que chez les filles. Nous avons démontré que les élèves en réussite — ou en difficulté — tous sexes confondus, se ressemblent par leurs attitudes et leurs comportements scolaires beaucoup plus qu'ils ne se différencient¹⁸. Nous avons aussi mis en évidence qu'il y avait sensiblement plus de garçons parmi le groupe des élèves stéréotypés et sensiblement plus de filles parmi le groupe des élèves qui remettaient en question les stéréotypes. Nous avons avancé, pour expliquer ce phénomène, que le fait de se représenter son identité de sexe à partir de visions tronquées pouvait entrer en contradiction avec les exigences de la culture scolaire : par exemple, sur le plan des comportements, défier l'autorité, faire le clown, être *cool* jusqu'à déresponsabilisation, ou encore avoir des conduites hyper sexualisées risque de créer des difficultés dans la classe; ensuite, sur le plan des représentations de l'avenir, croire que l'on peut se débrouiller en toutes circonstances, donner priorité à « faire sa vie de jeunesse » ou à trouver « le grand amour » peut faire en sorte d'abandonner l'école plus rapidement que d'autres. Au contraire, développer une pensée critique sert dans tout processus d'apprentissage (Bouchard, St-Amant et Tondreau, 1996).

Ces résultats ont été corroborés dans d'autres recherches, que ce soit à l'ordre d'enseignement primaire (Bouchard *et al.*, 2001; St-Amant *et al.*, 1998), au secondaire ou au collégial (Baudoux *et al.*, 1998; Bouchard *et al.*, 1998), que ce soit en milieu défavorisé (Bouchard *et al.*, 2000) comme en milieu aisé, que ce soit par l'étude de la socialisation scolaire ou par celle de la socialisation familiale (Bouchard *et al.*, à paraître), les méthodologies de recherche utilisées sont tant quantitatives que qualitatives.

Ces travaux soulèvent toute la question de la construction sociale de la masculinité et de la féminité et amènent à parler non pas de la masculinité mais des masculinités — dont certaines limitent les garçons sur le plan scolaire et social et tout particulièrement dans certains milieux défavorisés. Ils sont souvent délaissés au profit d'approches binaires qui suscitent un débat où le féminisme est pris à partie, mais qui n'aident pas à solutionner le problème des écarts de réussite.

Les trois courants du discours masculiniste sur l'éducation

Des chercheuses britanniques (Epstein *et al.*, 1998) ont récemment dégagé trois courants dans le discours masculiniste dominant en éducation : 1) le courant de la victimisation qu'elles nomment le « poor boys discourse »; 2) le courant de la mise en accusation du système scolaire qu'elles appellent le « failing schools discourse » et 3) le courant essentialiste de l'identité masculine qu'elles désignent « the boys will be boys discourse ».

Le courant de la victimisation ou le « poor boys discourse »

Ce courant insiste sur le fait qu'atteindre l'égalité maintenant, c'est s'occuper des garçons : les garçons sont « en détresse », « en perte d'identité », « en crise », « désorientés », « coupables », « perdants », « souffrants », « fragiles », « blessés », « égarés », « en déficit paternel », « à la merci d'enseignantes féministes », « ont des besoins particuliers », etc. Mais, comme le dit Kimmel (2000, p. 2), « s'il existe une "guerre contre les garçons", qui l'a déclarée? Qui joue ce conflit? Qui est responsable des échecs des garçons? Ce qui semble être une inquiétude au sujet du sort des garçons occulte un objectif ou agenda caché — une critique du féminisme » [*traduction*].

La source des problèmes est toujours la même : les hommes seraient en désarroi parce que leurs vies ont été bouleversées par des femmes, tout particulièrement par des féministes. Dans le cas de l'éducation, si les garçons sont en difficulté, c'est parce que l'école serait devenue un lieu féminisé¹⁹ qui favorise les valeurs féminines, telle la docilité dont les filles seraient « naturellement » pourvues. Dans cet univers féminin (matriarcal, lit-on en maints endroits), les garçons se retrouveraient en conflit d'identité. Quand ce n'est pas à cause des enseignantes, ce serait par la faute des mères (elles seraient « étouffantes ») ou des mères monoparentales. Elles feraient des garçons des êtres « mous » en déficit de modèles masculins. Quand ce n'est pas à cause des mères, ce serait dû aux féministes ou au mouvement des femmes. Elles ne seraient pas capables d'accepter les garçons comme ils sont et tenteraient de les changer. Voici quelques titres d'articles qui offrent ces contenus : « How the patriarchy oppresses men » [000331oc]; « Female feminism doesn't provide answer » [990429gm]; « La violence d'un certain discours féministe » [930303s]; « Maleness a problem in feminized schools » [990602vs] « Le massacre des garçons » [990415a]. Finalement, la combinaison de toutes ces raisons revient aussi.

Le courant de la mise en accusation du système scolaire ou « the failing schools discourse »

Sommairement, ce courant soutient que le système scolaire ne serait pas adapté aux garçons. Par conséquent, ceux-ci y vivraient des difficultés d'apprentissage et d'adaptation, à la source de leurs retards et de leurs abandons des études, et cause de leur moindre performance (Epstein *et al.*, 1998, p. 7-9).

Au Canada, les articles suivants soutiennent cette thèse : « Quand les garçons ne conviennent pas à l'école » [961012d]; « Elles réussissent mieux parce qu'elles y sont mieux adaptées. L'école, c'est pour les filles » [980924dr]; « Education system failing boys » [000222np]; « Schools favour girls » [990519vs]; « Are schools biased in favour of girls? » [9990424vs].

Nous avons vu auparavant, dans l'exposé des catégories de l'interprétation, que la thématique de « la victimisation des garçons et des hommes » englobe ce discours ainsi que celui de la mise en accusation du système scolaire, tout en se combinant à une mise en accusation du féminisme.

Le courant essentialiste ou le « boys will be boys discourse »

Ce troisième courant ramène un énoncé de sens commun : laissez les garçons être ce qu'ils sont, des garçons. Bien que tautologique, ce raisonnement, nous l'avons vu, connaît du succès dans les médias. Ancré dans le courant de la différenciation naturelle entre les sexes, il réfère à un certain nombre de théories sociobiologiques pour expliquer l'Être masculin dans son essence et ainsi son comportement. Il présuppose une nature masculine intrinsèque – sur laquelle on ne peut donc intervenir – laquelle est à la source de l'agressivité, du besoin de bouger, d'une maturation plus tardive, etc. Il explique les difficultés scolaires des garçons par des causes extrinsèques.

À titre d'exemples, mentionnons les articles canadiens suivants : « Changer les garçons » [991122d]; « Ne changez pas la nature humaine » [991113p]; « Un homme, un vrai » [991021d]; « Boys will be boys – and it shows » [990426gm]; « Let boys be boys » [990707np].

Les limites du discours masculiniste sur l'éducation

La critique de la généralisation à tout un sexe

Le premier élément à relever dans ce discours, au-delà de ses facettes ou des courants par lesquels il s'exprime, concerne la généralisation à tout un sexe de phénomènes qui se manifestent chez les deux sexes et qui sont présents chez des sous-groupes de sexe²⁰. Nous avons contesté en 1999 leur façon de poser le problème dans le journal *La Presse* à la suite du débat suscité par la parution de l'Avis du Conseil supérieur de l'éducation du Québec (voir aussi Kimmel, 2000). La problématique doit se poser en terme d'écarts entre les sexes, en tenant compte des facteurs comme l'origine sociale, le milieu familial et culturel, et se doit d'éviter les généralisations. Il est également important de distinguer entre la réussite scolaire, la réussite éducative et la réussite sociale car l'une n'équivaut pas nécessairement aux deux autres. Dans le tableau 15 (annexe III), les données montrent que les filles sont toujours cantonnées dans les filières de formation traditionnelle même si elles sont aujourd'hui plus nombreuses à être diplômées dans les universités.

Cette approche, qui vise à construire les hommes en groupe de sexe homogène, s'inscrit bien davantage dans la remise en question du féminisme que dans une véritable recherche de solutions, notamment pour les élèves en difficulté des deux sexes (Lingard et Douglas, 1999; Epstein *et al.*, 1998).

Davies (1993) montre que « la masculinité a bien des significations et que la catégorie des “garçons” est problématique à cause des différences culturelles et sociales entre les garçons » (*traduction*, dans Wang, 2000, p. 115).

L'intersection du sexe et des autres facteurs

Diverses données statistiques ont été publiées pour illustrer les écarts de réussite scolaire entre garçons et filles. Ces chiffres nous apprennent qu'en majorité, les garçons réussissent bien à l'école. Ils révèlent également que certaines filles éprouvent de graves difficultés.

«En amorçant un débat centré sur “l’échec” des garçons, on sous-entend que ce sont *tous* les garçons qui sont en échec scolaire alors que ce n’est manifestement pas le cas [...]. Parallèlement, il existe des groupes spécifiques de garçons qui éprouvent des difficultés, mais celles-ci ne découlent pas du simple fait qu’ils sont des garçons. L’échec scolaire est généralement caractérisé par la classe et la race et, comme le signalent Epstein *et al.* (1998, p. 11), la classe sociale et le niveau d’instruction des parents (tant pour les garçons que pour les filles) demeurent les facteurs de prédiction les plus fiables de la réussite scolaire d’un enfant aux examens » [traduction] (Skelton, 2001, p. 32).

À partir des résultats d’une de nos recherches (Bouchard et St-Amant, 1996) auprès de 2 200 jeunes de troisième secondaire au Québec, nous avons constaté la proportion suivante de garçons et de filles parmi les 20 p. 100 de jeunes en difficulté scolaire et les 20 p. 100 de jeunes en situation de réussite. Le groupe « fort » (qui obtient 80 p. 100 et plus en français et 86 p. 100 et plus en mathématiques) constituait 23 p. 100 de l’ensemble des répondants et des répondantes et était composé de garçons à 48 p. 100, soit tout près de la moitié. À l’autre extrême, le groupe « faible » (qui obtient 64 p. 100 ou moins en français et en mathématiques), représentant 22 p. 100 de l’échantillon, comprenait 49 p. 100 de filles, soit, encore une fois, tout près de la moitié. C’est donc dire que les situations scolaires extrêmes ne se construisent pas toutes sur la base du sexe des élèves. McLaren et Roman (1999, p. 11) supportent ce point de vue dans leur réponse au rapport du Fraser Institute (1998) :

« Les auteurs montrent simplement que les garçons obtiennent des notes plus élevées (et uniquement de deux ou trois points de pourcentage dans quelques matières) aux examens provinciaux et que les filles obtiennent les notes plus élevées (de guère plus que trois points de pourcentage) dans plusieurs matières lors des épreuves scolaires » [traduction].

Quand on parle de l’échec des garçons à l’école ou des garçons victimes du système scolaire, de quels garçons parle-t-on? Ceux de la classe moyenne? Ceux de la classe ouvrière et des milieux défavorisés? Ceux des minorités? Des Noirs, des Autochtones? Au Québec, par exemple, 77,4 p. 100 des Autochtones commencent leur secondaire avec au moins un an de retard. « En régions périphériques, 87,9 p. 100 des adolescents autochtones désertent l’école avant d’avoir complété un diplôme d’études secondaires » (Larose *et al.*, 2001, p. 153). Parmi ces élèves, les chercheurs notent que la résilience scolaire est une caractéristique essentiellement féminine (Larose *et al.*, 2001, p. 170).

On sait par l’enquête de Statistique Canada (1993) que le taux d’abandon avant 20 ans était de 2,2 fois plus élevé dans les milieux socio-économiques faibles. Aux États-Unis, les étudiants de ces milieux sont 2,4 fois plus à risque d’abandonner leurs études que ceux de classe moyenne et 10,5 fois plus que ceux de milieux aisés (National Center for Education Statistics, 1993).

Des chercheurs australiens (Lingard et Douglas, 1999, p. 96) soulignent que dans leur pays, des écarts importants caractérisent les résultats scolaires des Aborigènes²¹, garçons et filles,

par rapport au reste de la population, et qu'en Grande-Bretagne²² et aux États-Unis, ces écarts sont flagrants entre les garçons provenant des mêmes milieux sociaux (ouvrier et de classe moyenne) mais de « races »²³ différentes, soit entre les garçons blancs et les garçons noirs. Connell (1995) avance des données pour les collèges qui montrent des écarts minimes entre les garçons (49 p. 100) et les filles (51 p. 100) de « race » blanche alors qu'ils sont de 37 p. 100 chez les garçons et de 63 p. 100 chez les filles de « race » noire. Sewell (1998, p. 111) illustre de son côté que ces derniers sont loin de former un groupe homogène. Skelton (2001) fait ressortir les variations de performance entre les garçons des différents groupes ethniques britanniques, les taux pouvant varier de 4 p. 100 (Noirs originaires des Caraïbes) à 14 p. 100 (Pakistanais) ou de 42 p. 100 (Indiens) à 75 p. 100 (Chinois).

Un autre chercheur australien (Gardiner, 1997, dans Douglas et Lingard, 1999, p. 111) indique que parmi la population de Victoria, environ quatre élèves sur cinq complètent leur scolarité de secondaire, mais parmi les garçons aborigènes, un sur cinq seulement y parvient. Ses données montrent aussi qu'entre 14 et 16 ans, ces jeunes hommes ont commis des infractions et ont été arrêtés sept fois plus souvent que les filles du même âge et du même milieu, et six fois plus que les garçons non aborigènes et 23 fois plus que les filles non aborigènes. Un effet d'origine sociale et culturelle est indéniable sur le sexe (Heath, 1999) et l'on ne peut prétendre au principe d'homogénéité de tout le groupe de sexe comme le font les médias, autant en ce qui concerne la réussite scolaire que d'autres problématiques.

Les mêmes questions doivent être soulevées concernant la réussite scolaire des filles. De quelles filles s'agit-il? Nous avons montré, dans une de nos recherches (Bouchard *et al.*, 1997), que les performantes de milieu défavorisé étaient les plus décidées à réussir de tout notre échantillon, ce qui est confirmé par le rapport O'Doherty (1994 cité dans Lingard et Douglas, 1999) pour l'Australie.

Galland (1988, p. 401) fait également ressortir dans son enquête auprès des lycéens français que

« ce sont les jeunes filles, dans les couches moyennes salariées, qui apparaissent comme les porteur[e]s privilégiés d'un modèle "critique"; [...] de la même manière, dans la classe ouvrière qualifiée, ce sont encore les filles qui prennent le plus nettement leurs distances avec le modèle culturel traditionnel dans les domaines du travail et de la famille ».

Ces approches passent sous silence le harcèlement sexuel et sexiste aussi bien que la violence physique dont les filles sont victimes de la part des garçons et dont l'incidence est encore mal évaluée sur leurs difficultés scolaires (Bouchard *et al.*, 1997).

Victoria Foster (1996) illustre par ailleurs, dans un article sur la scolarisation des filles en Australie, la dualité de l'expérience scolaire des filles dans ce contexte d'apitoiement sur les garçons. Elles se retrouvent tiraillées entre leur désir de se faire une place et de devenir « quelqu'un » et la menace qu'elles ressentent de la part de ceux qui leur font sentir que ce désir n'est pas légitime.

« [...] tant désir que menace sont le produit de l'idéologie née d'un cadre d'équité néo-libéral qui les replace dans un rapport dialectique. [...] Loin d'ignorer le caractère contradictoire de ces forces, les filles sont pleinement conscientes de l'une et de l'autre et de leur influence sur la scolarité et ses aboutissements. C'est justement cette connaissance qui pousse les filles à adopter un comportement d'auto-régulation » [*traduction*] (Foster, 1996, p. 199).

La critique de la généralisation des difficultés scolaires

Toutes les études, dans différents contextes nationaux, montrent que les écarts entre garçons et filles se situent principalement en langue maternelle alors qu'ils n'existent pas, ou à peine, en mathématiques, en sciences ou dans d'autres matières. Ces données réfutent complètement les arguments qui mettent en cause la faillite de tout le système scolaire dans le cas des garçons. Ici encore, il faut continuer à étudier les effets croisés du milieu social et du sexe sur les résultats. Le rapport Mc Gaw (1996, cité dans Lingard et Douglas, 1999, p. 105) pour l'Australie montre que la réussite supérieure des filles en langue maternelle est surtout le fait de celles qui viennent de milieu ouvrier et que l'égalisation relative des résultats en mathématiques et en sciences serait due aux efforts des filles de classes moyenne et aisée, ce que nous avons également montré (Bouchard et St-Amant, 1996).

Les travaux d'un chercheur britannique (Gilborn, 1997 cité dans Lingard et Douglas, 1999, p. 107) montrent également que ce sont uniquement chez les filles de la classe ouvrière, d'origine africaine et des Caraïbes que les résultats (à 16 ans) sont supérieurs à ceux de leurs compagnons de même milieu. Chez les enfants issus des couches professionnelles, les garçons dépasseraient toujours les filles.

Ainsi, à partir du moment où entrent en jeu différentes variables et que les données sont non seulement désagrégées par sexe, mais par classe sociale, par groupe ethnique et racial, il devient évident que la généralisation à tout un groupe de sexe est fautive et que les théories essentialistes, culturalistes ou sociobiologiques ne tiennent pas la route. Les garçons pauvres, autochtones, aborigènes ou « noirs » sont-ils biologiquement différents des autres garçons car ce sont eux surtout qui ont le plus de difficulté scolaire? C'est là que se situent également les écarts les plus marqués. Les garçons qui n'ont pas de difficulté ont eux aussi évolué dans un univers supposément féminisé au primaire sans que cela n'affecte leur parcours scolaire. Les filles en difficulté sont laissées pour compte.

À l'école, garçons et filles ne se comportent pas tous de la même façon suivant leur sexe. Quand il est question de réaffirmer la masculinité comme le revendiquent certains médias, de quelle masculinité est-il question (Connell, 1995; Renold, 2001)? Les pratiques de réussite scolaire sont souvent rejetées par un bon nombre de garçons qui se croient « cool » en affirmant ainsi leur masculinité (Martino, 2000; Adler, Kless et Adler, 1992). Il y a des garçons doux, timides et dociles, pas seulement des garçons actifs et agressifs (voir aussi Ólafsdóttir, 1996). Les garçons d'autres cultures ne partagent pas nécessairement non plus cette vision hégémonique de la masculinité (Kenway et Willis, 1998; Wang, 2000). Comment soutenir devant les garçons qui progressent sans aucun problème, et devant les

filles qui échouent, que le système scolaire discrimine à l'endroit des garçons et favorise les filles?

Retour critique sur les solutions proposées

Les solutions proposées par ceux qui tiennent le discours de la victimisation des garçons sont conséquentes et révélatrices. Ils revendiquent surtout une intervention différenciée selon les sexes – niant ainsi toute diversité au sein de chaque groupe de sexe — prônent le retour à la non-mixité dans les classes ou les écoles²⁴ et la création de nouveaux programmes — ou l'amélioration de ceux existants — pour tenir compte, disent-ils, des besoins des garçons et, finalement, ils veulent augmenter le nombre d'hommes parmi les enseignants afin de favoriser l'identification. Il est aussi question de revaloriser les valeurs masculines traditionnelles et d'établir des quotas à l'admission dans certains programmes.

La même critique peut être adressée aux solutions proposées qu'aux façons de poser le problème. Pourquoi différencier les garçons et les filles — ou les séparer — si, minimalement, le tiers d'entre eux vivent des difficultés à l'école et les 3/5 d'entre eux des réussites? La lutte pour les droits civils aux États-Unis a permis de mettre fin à la ségrégation. Il est assez étonnant qu'on veuille la rétablir entre les sexes.

La critique de la ségrégation²⁵

Des arguments d'ordre pédagogique (AAUW, 1998), historique et politique invitent à la plus grande prudence quant à ce type de solutions. Les résultats des recherches qui ont comparé les écoles et les classes mixtes et non mixtes sont difficilement généralisables.

- Les effets à long terme sont inconnus parce qu'il n'y a pas eu d'évaluation de type longitudinal.
- La non-mixité recouvre autant des programmes généraux que des classes individuelles, autant des programmes intégrés dans les curriculums réguliers que des programmes complémentaires de la scolarisation régulière, autant des programmes obligatoires que des programmes volontaires, autant des programmes qui visent à remédier aux inégalités de sexe ou à la discrimination raciale ou de culture que d'autres qui s'organisent suivant les classes sociales, la religion ou la langue. L'évaluation de ces programmes nécessiterait une prise en compte de tous ces facteurs.
- À chaque fois que les recherches ont montré une incidence, les succès ou les difficultés étaient dues à un sous-groupe particulier, dans une situation particulière, avec des objectifs spécifiques sur le plan scolaire et social. Rien ne permet de conclure que ces mêmes facteurs ne pourraient être reproduits dans des contextes mixtes.
- Si les recherches recensées font parfois ressortir des effets positifs auprès des filles, dans certaines conditions et pour certains aspects, elles ne le font pas pour les garçons, affichant même le contraire parfois. C'est que priver un groupe de ses éléments les plus forts affaiblit les plus faibles.

Dans le passé, la ségrégation des élèves s'est accompagnée de la division sexuelle du personnel enseignant. Les femmes ont aussi été maintenues au primaire. Dans les années 1910, alors que déjà les inspecteurs déplorent l'abandon des garçons, on demande l'engagement d'hommes pour remédier à la situation au nom de leur plus grande autorité. Depuis le XIX^e siècle, la valorisation de la pédagogie maternelle et la critique de la féminisation de l'école alternent dans les discours. Ces discours idéologiques sont récurrents. À chaque fois que les femmes se démarquent socialement ou font des avancées significatives, ces discussions reprennent. Le lien entre éducation et accès au marché du travail est au cœur des craintes exprimées.

Autrefois, l'Église s'opposait à l'entrée des femmes sur le marché du travail en prétendant que leur place était au foyer. De nos jours, nos recherches ont montré qu'un très grand nombre de filles remettaient en question les stéréotypes qui les différencient et les infériorisent. L'école représente pour elles une voie d'émancipation. Cependant, dans un contexte de rareté, leur percée scolaire inquiète ceux qui sont habitués à voir les hommes occuper ces places.

Kenway et Willis (1998, p. 160) avancent que cette solution favorisent effectivement les garçons, parce qu'elle leur permet de réaffirmer une « masculinité traditionnelle fondée sur la bravade entre hommes et les liens qui en découlent » [*traduction*].

6. LES PORTE-PAROLE

Dans la presse canadienne anglophone ou francophone, nous remarquons que certains auteurs se font les porte-parole habituels du discours masculiniste. D'autres, moins nombreux, soutiennent des points de vue opposés.

Les auteurs des articles

Dans la presse canadienne anglophone : les auteurs réguliers

Ainsi, du côté anglophone, 12 personnes sont à l'origine de 34 articles (ou 18,2 p. 100 du corpus canadien anglophone) pour une moyenne de 2,83 articles par auteur. Il s'agit des auteurs suivants :

- Pour *The Vancouver Sun* :
 - Janet Steffenhagen, quatre articles dont un en 1997, un en 1999 et deux en 2000.
 - Paula Brook, trois articles dont un en 1999 et deux en 2000.
 - Douglas Todd, deux articles en 1999.
- Pour le *Toronto Star* :
 - Janice Turner, quatre articles dont deux en 1994, un en 1996 et un en 1998.
 - Antonia Zerbisias, deux articles dont un en 1992 et un en 1993.
 - Judy Steed, deux articles dont un en 1992 et un en 1994.
 - Michael Kaufman, deux articles dont un en 1991 et un en 1993.
- Pour *The London Free Press* :
 - Phil Arnold, trois articles dont deux en 1999 et un en 2000.
- Pour *The Toronto Sun* :
 - Elaine Moyle, deux articles dont un en 1998 et un en 1999.
- Pour le *National Post* :
 - Neil Seeman, deux articles dont un en 1999 et un en 2000.

Deux personnes écrivent pour plus d'un journal :

- Donna Laframboise écrit pour le *Toronto Star* un article en 1995 et un article en 1999, deux articles en 2000 pour le *National Post* et un pour *The Globe and Mail* en 1998.
- Virginia Galt écrit un article pour le *Halifax Daily News* en 1998 et trois pour *The Globe and Mail* en 1998.

Plusieurs articles ne sont pas signés (16), d'autres proviennent des agences de presse (8) et d'autres enfin sont reproduits de journaux étrangers (3).

Les articles sans auteur

- *The Globe and Mail* : 941018GM; 990318GM
- *Vancouver Province* : 000305vp
- *National Post* : 981114np
- *The Hamilton Spectator* : 990507sh
- *Toronto Star* : 991003ts; b940203ts; c960905ts
- *Victoria Times Colonist* : 991014tvc
- *The Montreal Gazette* : 991015gm
- *Calgary Herald* : 991027ch
- *Report Newsmagazine* : R000619RNews2
- *Maclean's* : R980202Macl; R980427Macl; R981207Macl

Les articles repris des journaux étrangers

Au moins trois articles parus dans *The Globe and Mail*, *The Montreal Gazette* et *The London Free Press* ont d'abord été publiés aux États-Unis :

- *The Economist* : 961005GM
- *Baltimore Sun* : 980120gm
- *Miami Herald* : a981230lfp

Les articles en provenance des agences de presse

Huit articles parus dans le *Toronto Star*, *The Globe and Mail* et *The Montreal Gazette* reprennent les dépêches des agences de presse canadienne, américaine ou internationale :

- 991014GM : PC
- c930614ts : PC
- a910327ts : PC
- c921023ts : PC
- a911130ts : PC
- 980208gm : FP Winnipeg
- 941025ts : Reuter
- c920321ts : AP

Dans la presse canadienne francophone : les auteurs réguliers

Du côté francophone, 26 personnes sont à l'origine de 81 articles ou 43,3 p. 100 du corpus canadien francophone. Comparativement aux auteurs de la presse canadienne anglophone, ils sont deux fois plus nombreux avec, proportionnellement, une productivité supérieure, soit une moyenne de 3,1 écrits chacun. Ces auteurs sont les suivants :

- Pour *Le Droit* :
 - Normand Bellehumeur écrit deux articles en 1999.
 - France Pilon, trois articles dont un en 1995, un en 1997 et un en 1998.
- Pour *Le Devoir* :
 - Paul Cauchon, quatre articles dont un en 1994, deux en 1996 et un en 1997.
 - Paule DesRivières, quatre articles en 1999.
 - Valérie Dufour, deux articles dont un en 1999 et un en 2000.
 - Jean Larose, trois articles en 1999.
 - Yves Ménard, quatre articles dont deux en 1996 et deux en 1997.
- Pour *La Presse* :
 - Pierre Foglia écrit deux articles en 1999.
 - Isabelle Hachey, trois articles dont un en 1996, un en 1997 et un en 1999.
 - Lilianne Lacroix, huit articles dont un en 1997, six en 1998 et un en 1999.
- Pour *Le Soleil* :
 - Alain Bouchard écrit cinq articles dont un en 1994, un en 1998 et trois en 2000.
 - Brigitte Breton, trois articles en 1999.
 - Michel Corbeil, six articles dont cinq en 1996 et un en 1999.
 - Lise Lachance, deux articles dont un en 1996 et un en 1997.
 - Louise Lemieux, deux articles dont un en 1995 et un en 1999.
 - Anne-Marie Voisard, quatre articles dont un en 1996 et trois en 2000.
- Pour *L'Actualité* :
 - Luc Chartrand écrit deux articles dont un en 1996 et un en 1997.
 - Martine Turenne, cinq articles dont un en 1992, un en 1995, un en 1997, un en 1998 et un en 1999.
 - Roch Côté, trois articles, dont un en 1999 et deux en 2000.

Cinq personnes écrivent dans plus d'un journal :

- Solange Bolduc écrit pour *Le Devoir* un article en 1993 et un pour *Voir* en 1996.
- Nathalie Collard écrit un article pour *Châtelaine* en 1999 et un pour *Voir* en 1999.
- Normand Delisle écrit un article pour *Le Soleil* en 1994 et un pour *Le Devoir* en 2000.
- George Dupuy écrit un article pour *Le Devoir* en 1998 et un pour *Le Soleil* en 2000.
- Charles Côté écrit deux articles dont un pour *Le Devoir* en 1995 et un pour *La Presse* en 1999.

Quatre duos écrivent à plus d'une reprise :

- Gisèle Bourret et Françoise David écrivent deux articles dans *La Presse* en 1999.
- Pierrette Bouchard et Jean-Claude St-Amant, deux articles dont un en 1994 dans *Le Devoir* et un en 1999 dans *La Presse*.

Six collectifs se font entendre à une reprise :

- 920315a, Claude Gamache, Joanne Lagacé, Suzanne Rioux, Nelson St-Laurent et Paul Deschesne.
- 960515a, Sylvain Demers, François St-Laurent, François Bergeron et Louise Rousseau.
- 990601a, Diane Roy, Jeannine Forest et Michel Gagnon.
- 950430p, Renée Cloutier, Antoine Baby, Pierrette Bouchard, Thérèse Hamel, Marie-Josée Larocque et Roberta Mura.
- 951031d, Léa Cousineau, Anita Caron, Huguette Dagenais, Ann Robinson et Chantal Maillé.
- 981027d, Odile Tremblay, Nicolas Doyon, Sylvain Côté et James Douglas.

Quelques articles ne sont pas signés (4) — quatre fois moins que dans la presse canadienne anglophone — d'autres proviennent des agences de presse canadiennes (4) — la moitié moins — et d'autres enfin sont repris des journaux étrangers (3) — le même nombre.

Les articles sans auteur

- 980620p
- 98gaz
- 991014dr
- 000821p

Les articles en provenance des agences de presse canadiennes

Quatre articles parus dans *La Presse et le Journal de Québec* reprennent les dépêches des agences de presse canadiennes :

- 910304p : PC
- 970130p (2) : PC Toronto
- 991014JQ (2) : PC
- 991014p (2) : PC

Les articles repris des journaux étrangers

- 991010JQ : FP Washington
- 960227p : AFP Washington
- 980531p (du *The Boston Globe*) signé par Réal Pelletier

Les personnes citées en appui ou prises à partie

Les auteurs des articles s'appuient bien souvent sur d'autres personnes pour étayer leur argumentation. D'autres sont également prises à partie et leurs noms reviennent fréquemment. Dans la description des catégories informatives et descriptives, au début du rapport, nous avons donné des exemples concernant des références à des chercheurs, à des gestionnaires et à des administrateurs, à d'autres journalistes, à des leaders de groupes d'intérêts, à des théoriciens ou à des gens de la pratique. Des fréquences élevées ne sont pas la règle; un nombre relativement limité de personnes (12 p. 100) sont citées à plus d'une reprise.

Dans la presse canadienne

Cinquante-neuf personnes sont citées dans plus d'un article canadien francophone (tableau 16, annexe III). De ce nombre, 42 sont des hommes et 17 sont des femmes. Environ le tiers sont des universitaires.

Les personnes citées dans plus d'un article canadien francophone

Trente-cinq personnes sont données en référence à deux reprises, par exemple Charles Caouette, Charles Côté, Ferrel Christensen, Gordon Sawyer ou Claudie Solar (tableau 17, annexe III); huit le sont à trois reprises (dont par exemple Michel Lavallée, Roch Côté ou Robert Bly); cinq personnes le sont à quatre reprises (par exemple Placide Munger et Richard Cloutier), quatre sont nommées à cinq reprises (dont Manon Théoret ou Martin Dufresne) et sept personnes sont citées à six reprises ou plus (dont Céline St-Pierre, Pierrette Bouchard et Germain Dulac, par exemple).

Les personnes citées dans plus d'un article canadien anglophone

Du côté de la presse canadienne anglophone, 52 personnes sont citées dans plus d'un article. De ce nombre, 39 sont des hommes et 13 sont des femmes.

Vingt-deux personnes sont données en référence à deux reprises, par exemple Doreen Kimura, Ferrel Christensen, Guy Corneau ou Warren Farrell (tableau 18, annexe III); 10 le sont à trois reprises (par exemple Mary Gordon, Susan Faludi ou Robert Bly); six personnes sont citées à quatre reprises ou plus (par exemple Peter Cowley et William Pollack).

Les personnes citées dans les articles canadiens francophones et anglophones

Parmi ces personnes citées à plus d'une reprise, une quinzaine (10 hommes et 5 femmes) sont à la fois citées du côté anglophone et francophone, par exemple Guy Corneau, Céline St-Pierre et Robert Bly (tableau 19, annexe III).

Les personnes citées dans plus d'un pays

Finalement, une douzaine de personnes sont citées dans plus d'un pays, les plus invoquées étant Margaret Mead et William Pollack (tableau 20, annexe III).

Typologie des groupes masculinistes²⁶

Derrière les journalistes se profilent des groupes masculinistes qui se structurent de plus en plus en réseaux nationaux et internationaux et qui les nourrissent à partir d'événements récurrents, par exemple les résultats des élèves aux examens nationaux (d'ici ou d'ailleurs), la Semaine de la prévention du suicide, ou encore des éléments de l'actualité comme des situations de violence ou de meurtres conjugaux que l'on met en lien avec la garde des enfants et le droit des pères.

Plusieurs auteurs, comme Connell (1995), Clatterbaugh (1997), Messner (1997) ou Skelton (2001) ont proposé différentes catégorisations des associations d'hommes. Nous empruntons la typologie de Lingard et Douglas (1999) pour sa simplicité. Ils identifient les catégories suivantes : les groupes de défense ou de promotion des droits des hommes (men's rights), les pro-féministes, les groupes de thérapie de la masculinité (masculinity therapy) et les conservateurs. Ils omettent les groupes homosexuels qui proposeraient, de par leur positionnement même, une redéfinition de la masculinité.

Les groupes de défense des droits des hommes

Ces groupes adoptent plus ou moins une perspective libérale. Ils postulent qu'à l'ère du post-féminisme, il y a symétrie²⁷ des positions entre les hommes et les femmes²⁸. Découlant d'une approche de la reproduction sociale, c'est-à-dire que les hommes et les femmes sont tous deux socialisés à tenir des rôles opprimants et restrictifs, ils reprennent la théorie des rôles sexuels et font également référence aux théories sociobiologiques pour évacuer toute la dimension sociale et politique des rapports de pouvoir. Comme le soulignent Dagenais et Devreux (1998, p. 11), « une telle position théorique témoigne de l'espoir fou qu'on pourrait transformer les rôles masculins, comme les rôles féminins, sans transformer la structure sociale, le rapport social qui les produit, bref sans rien changer à l'oppression des femmes ».

Leur analyse des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes se situe au niveau individuel, avançant même que le pouvoir est également distribué entre les hommes et les femmes (et que les femmes détiennent plus de pouvoir que les hommes dans certaines situations). Toute référence à des problèmes tels la violence contre les femmes et les homosexuels est replacée dans un registre symétrique, à savoir qu'autant les hommes que les femmes s'agressent mutuellement et également.

Ces groupes sont largement composés d'hommes blancs, hétérosexuels, de classe moyenne, qui n'ont pas réussi à composer avec la remise en question de la masculinité amenée par le féminisme (Lingard et Douglas, 1999, p. 34). Ce mouvement s'intéresse, par exemple, à la question des droits des pères, aux lois concernant le divorce et la garde des enfants, à la circoncision, à la santé des hommes et à leur opposition à des réformes inspirées des revendications féministes contre le harcèlement sexuel ou pour les programmes d'accès à l'égalité. Les plus conservateurs d'entre eux accusent les féministes de dictature (les "féminazis") (Lingard et Douglas, 1999, p. 35). Des arguments comme ceux du pouvoir des hommes ou de leurs privilèges sont contrés par ceux de leur faible espérance de vie, leur taux supérieur de suicide, de maladie, d'emprisonnement, d'accidents ou de consommation de drogues et d'alcool. Comme si tout était équivalent.

Concernant les difficultés scolaires des garçons, la position de ces groupes consiste à soutenir que le système scolaire discrimine à l'égard des garçons et à demander des mesures spécifiques (Lingard et Douglas, 1999, p. 33, par exemple), notamment des mesures ségrégationnistes comme la non-mixité scolaire ou encore un plus grand nombre d'enseignants masculins. Ils réclament aussi des pédagogies centrées sur l'activité plutôt que sur la « docilité » pour susciter chez les garçons le goût de participer en classe. Ils invoquent l'argument des différences fondamentales entre les deux sexes pour réclamer la valorisation des garçons et de la culture masculine.

Les pro-féministes

Alors que les groupes de défense des droits des hommes adoptent la théorie des rôles et invoquent des arguments essentialistes, les pro-féministes ont adopté une perspective plus large en composant avec la notion des rapports de pouvoir qui agissent à tous les niveaux de la vie personnelle et sociale.

Ils ont formé des « collectifs contre le sexisme » dont les membres proviennent principalement de la gauche politique et des alliés des féministes. Plusieurs d'entre eux se voient comme une « aile » du mouvement des femmes. Ils s'impliquent, par exemple, dans les luttes pour les garderies et le droit à l'avortement. Ils lisent les travaux des féministes et travaillent à faire changer les comportements violents des hommes. Ils se retrouvent autour des centres contre le viol et les maisons d'hébergement pour femmes violentées. Ces groupes sont critiques du courant dominant au sein du mouvement des hommes parce qu'il évite de se confronter au système patriarcal. Ils le considèrent complaisant.

Bien que les groupes pro-féministes soient ouvertement contre l'homophobie et les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle, la plupart de leurs membres sont hétérosexuels (Lingard et Douglas, 1999, p. 37). Le problème de ces groupes est de surestimer le changement découlant des décisions individuelles suite à des prises de conscience et, par conséquent, de sous-estimer le poids des structures et des traditions.

Ces groupes ont contribué à mettre en évidence la pluralité des masculinités. Confrontés à la question de la « souffrance des hommes », ils ont avancé l'idée d'une relation contradictoire à la domination, à la fois composée de pouvoir et de non-pouvoir, de privilèges et de privations (Kaufman, 1994, p. 142 dans Lingard et Douglas, 1999, p. 39).

Les groupes de thérapie de la masculinité

Alors que les groupes pro-féministes ont eu quelques difficultés à composer avec la notion de la « souffrance des hommes », les groupes de thérapie de (ou par) la masculinité se sont construits sur cette notion. Ignorant l'approche sociopolitique des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes, ils ont préféré centrer leurs analyses sur les hommes en tant qu'individus et leurs rapports à la masculinité. Ils se sont surtout penchés sur leurs expériences de souffrances et de solitude²⁹. Les groupes de thérapie s'intéressent à l'épanouissement personnel. Une grande partie de la scène masculiniste de l'intervention est occupée par leurs activités du type counselling par les pairs, les « douze étapes » de ceci ou cela, les groupes de guérison, de même que par les idées du mouvement mythopoétique de Robert Bly.

Des thérapeutes, des psychologues, des conseillers ou des figures masculines connues animent une variété d'ateliers, de retraites ou de groupes de discussion pour les hommes. Ces groupes sont composés majoritairement d'hommes blancs, de classe moyenne, et d'âge moyen (Lingard et Douglas, 1999, p. 41).

Les conservateurs

Alors que les prises de positions des trois groupes précédents se développent en réponse au mouvement des femmes, la caractéristique du dernier est son absence de réponse aux revendications des femmes et son anti-féminisme déclaré. Comme défenseurs du système patriarcal et du maintien des rapports sociaux traditionnels entre les sexes, ils sont les promoteurs de l'idéologie de la complémentarité entre les hommes et les femmes donnant la primauté à la famille comme noyau de base³⁰. Des mesures telles que les programmes d'accès à l'égalité, l'accès à la contraception ou des services de garde adéquats ne feraient qu'affaiblir encore plus le sens des responsabilités familiales chez les hommes. Dès lors, il revient aux femmes de leur reconnaître une place, et un statut d'autorité, en échange de leur rôle de pourvoyeur et de protecteur.

C'est dans ce courant que se situent les associations chrétiennes d'hommes composées de fondamentalistes qui croient que la société contemporaine a causé la crise de la famille et mené les hommes au désengagement.

Connell (1995, p. 212-16, dans Lingard et Douglas, 1999, p. 45) inclut dans le courant conservateur le lobby des armes qui supporte l'idéologie de la supériorité masculine, notamment en invoquant l'argument qu'ils veulent protéger « leurs » femmes³¹. Concernant les difficultés scolaires des garçons, la position des groupes conservateurs est de revenir aux valeurs de base, soit de leur donner le sens de la discipline et du devoir.

Les organisations masculinistes et les personnalités qui soutiennent leurs causes sont présentes dans tous les pays de l'étude. Elles ont été repérées, dans un premier temps, à partir des articles puis, plus largement, à l'aide d'Internet. Nous avons utilisé les liens vers d'autres ressources du même type sur les sites, élargissant ainsi le cercle autour de ce mouvement. Une recension plus systématique fut entreprise à l'aide des moteurs de recherche *Google* et *Alta Vista*, avec les mots-clés suivants : homme-masculinité-groupe-regroupement-paternité-violence des femmes-suicide-secondes épouses (et leur équivalent anglais). Tous les sites recensés ont été visités de même que ceux auxquels renvoyaient les liens. Nous avons dressé une liste des associations masculinistes (excluant les pro-féministes) répertoriées sur Internet et de leurs organisateurs et membres (voir l'annexe I), quand cette information était fournie (elle ne l'est pas souvent).

Les sites Internet

Une recherche plus approfondie sur les groupes qui alimentent le discours médiatique donne à voir un réseau d'envergure sur Internet. Nous avons constaté, à partir des ressources présentées sur ces sites, une réalité dérangeante voire menaçante, soit l'expression d'un discours souvent haineux, violent et hors de tout contrôle à l'endroit des féministes et des femmes. Loin de relever du cas isolé, ce deuxième niveau de discours, que l'on pourrait

qualifier de « souterrain », se construit sur les mêmes problématiques que celui publié dans la presse, tout particulièrement sur les droits des pères, mais sans retenue minimale. Aucun des groupes n'a précisé sur ses pages qu'il ne souhaitait pas être associé ou confondu avec tel ou tel autre groupe de même type.

La propagande haineuse

Certains groupes masculinistes utilisent Internet comme outil de propagande haineuse à l'endroit des féministes. Ce moyen de diffusion accessible, quasiuniversel, permet de dire et de montrer à peu près n'importe quoi. Que les groupes d'extrême-droite, les pédophiles ou les pornocrates s'y logent ne tient pas du hasard. Ils peuvent à la fois s'y dissimuler et à la fois y être trouvés facilement. S'il est aisé d'y trouver des informations, il l'est tout autant d'en diffuser, que celles-ci soient véridiques ou non. Certains sites ne contiennent pas uniquement de l'information, mais aussi des propos diffamatoires et de la propagande qui incite à avoir peur et à haïr. D'autres sites, tenus par des associations d'hommes, affichent des menaces directes à l'endroit des féministes et de leurs alliés et tiennent des propos hargneux. Internet se présente, comme le souligne Falquet (1997), comme un « espace de non-droit ». Même si l'on vise de façon spécifique les féministes, toutes les femmes sont concernées par ces propos.

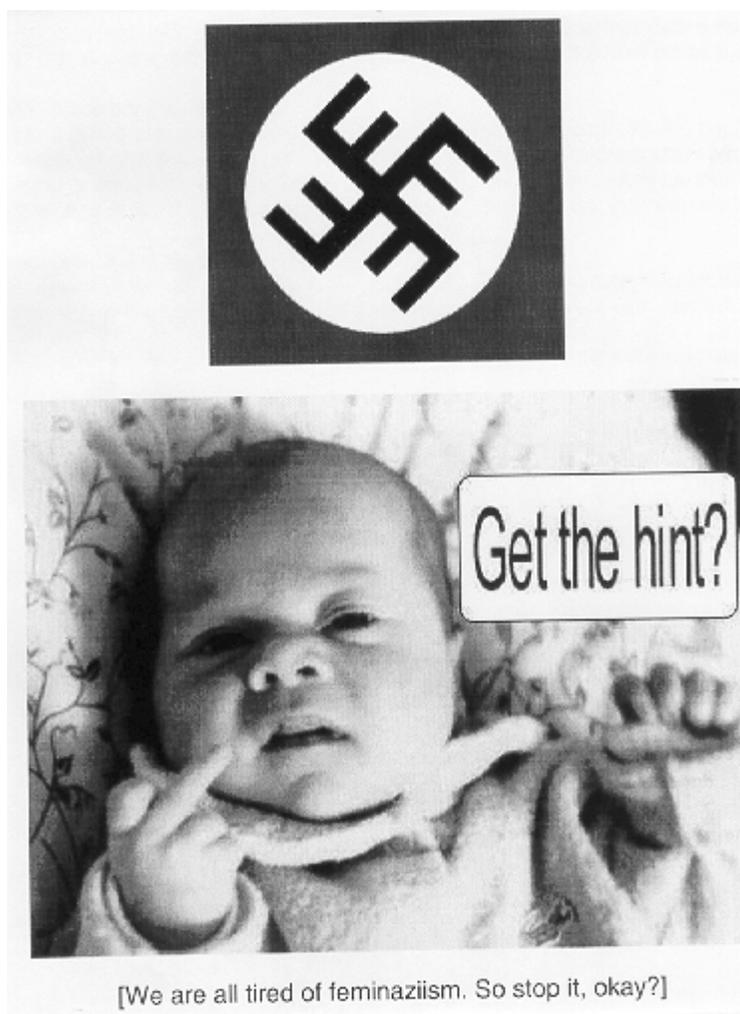
La haine se définit, selon Raymond A. Franklin (2002) auteur du *Hate Directory*, comme une attitude qui « promeut la violence, la ségrégation, la diffamation, la fraude ou l'hostilité vis-à-vis les autres selon leur race, leur religion, leur origine ethnique, leur sexe ou leur orientation sexuelle ». Cette définition doit être reliée aux suivantes, soit le crime haineux et la littérature haineuse, pour bien comprendre le processus idéologique à la base de certains discours anti-féministes sur Internet.

« Un crime haineux est une infraction criminelle commise contre une personne ou un groupe, motivée par la haine ou les préjugés vis-à-vis quiconque est “différent”, habituellement une personne appartenant à un groupe racial, religieux ou ethnique, ou encore en raison de son handicap ou de son orientation sexuelle. La littérature haineuse, de son côté, constitue une propagande qui avilit l'objet de haine et attribue au groupe dont il fait partie la responsabilité des problèmes que s'attribue le groupe haineux. Elle peut se manifester sous plusieurs formes dont :

- des dépliants au contenu haineux,
- des graffitis haineux,
- des messages téléphoniques enregistrés incitant à la haine contre un groupe,
- des affiches dépeignant des images dénaturées d'un groupe,
- des discours publics promouvant la haine contre un individu ou un groupe,
- des messages haineux sur Internet ».

Quelques exemples de propagande haineuse sur Internet qui visent les féministes ou les personnes qui appuient

L'exemple du site de BC Fathers



Nous avons trouvé cette illustration au site de BC Fathers³². Elle conjugue des éléments d'une extrême violence : la croix gammée, symbole SS synonyme de suprématie et de racisme, transformée pour que le « F » de féminisme accroche le regard, la photo d'un bébé à qui on fait dire des propos menaçants avec le jeu de mots féminisme et nazisme et le geste haineux et colérique du doigt levé. Le tout constitue une charge symbolique très forte contre les mères. Il s'agit d'un site orienté vers les pères et le choix d'avoir mis l'image du petit enfant n'est pas neutre.

Cette image évoque l'éclatement possible du lien mère-enfant. Il s'agit d'une menace à peine cachée de la part des auteurs de ce site. Les questions de la reproduction et de la famille sont au coeur de cette propagande. Le message au bas de la photo : « On en a tous marre du féminazisme. Laissez tomber, d'accord? » [*traduction*] est directif et autoritaire. En effet, les auteurs du message prétendent parler au nom de tous et de toutes ("all"), en autant qu'ils ou elles ne soient pas féministes ou pro-féministes. Ensuite, le texte est sans

ambiguïté : pas question de discuter ou de s'opposer, mais bien d'arrêter les féministes ("stop it").

L'exemple d'une bande dessinée du groupe l'Après-rupture

Le dénigrement est présent dans la littérature haineuse, au sens de la définition donnée ci-haut, et est abondamment utilisé par les masculinistes. Nous avons repéré plusieurs images ou expressions haineuses servant à définir les femmes et les féministes, et celle illustrée dans la bande dessinée du groupe l'Après-rupture constitue un bon exemple de discrédit :



L'Après-rupture (2002) a reçu un avis du directeur d'Emploi-Québec, se lisant comme suit :

« Lors de la signature des contrats de subvention salariale avec votre organisme, il avait été clairement porté à votre connaissance l'annexe 1 intitulé : "Obligation des parties et dispositions diverses" qui est signée par les parties. La clause A 6 vous engage, "à ne pas déroger aux règles d'ordre public, notamment, ne pas conseiller ou encourager un comportement illicite, criminel ou immoral." »

Nous avons reçu des commentaires sur votre organisme et avons visualisé votre site Internet. Nous y apprenons que selon vous,

« les procureurs de la Couronne font preuve de malhonnêtetés professionnelles, les juges devraient se retrouver devant un tribunal pour crimes contre l'humanité, les femmes monoparentales, c'est souvent de soins psychologiques dont elles ont besoins (*sic*) et non d'accès aux études, le succès des féministes fut d'envoyer les femmes sur le marché du travail en abandonnant leurs enfants dans quelconques parking à enfants, parking maintenant gérés par l'État, sceau d'incompétence, et ainsi de suite... »

Malgré cet avertissement, il semble que l'organisme continue à faire du dénigrement de façon systématique. En fait, dans l'exemple cité précédemment, il a plutôt fait valoir que la liberté d'expression était en péril au Québec.

L'exemple du site du Fathers' Rights Groups and Support in Canada on the Canadian Lawyer

Au site du *Fathers' Rights Groups and Support in Canada on the Canadian Lawyer* (2002, p. 9) se lisent ces propos d'invitation au harcèlement contre des pro-féministes :

« AVIS! Hommes contre le Sexisme. Un groupe d'eunuques dirigé par le plus triste des paumés du Canada. Incroyable ce que des pauvres types sont prêts à faire pour se trouver une copine. Martin Dufresne est un lâche collabo qui est contre la paternité et les hommes et pro-féministe. Il est méprisable, un mollasson lâche. Est-il un eunuque? Il faut l'arrêter. Téléphonnez-lui à frais virés pour lui dire ce que vous pensez, de préférence à 3 heures du matin. Il n'y a rien de bon à dire sur ce salaud. [*traduction*] attn : Martin Dufresne [...suivent l'adresse et les numéros de téléphone] ».

Martin Dufresne se consacre depuis plusieurs années à l'étude des groupes masculinistes et à leurs manifestations publiques, tant sur Internet, dans les journaux qu'à la télévision. Le message l'identifie nommément et incite à le harceler et ses coordonnées personnelles sont publiées.

Pourtant, l'article 264 du *Code criminel du Canada* protège les citoyens et les citoyennes contre le harcèlement criminel. Le harcèlement criminel se définit comme : « le comportement de quiconque qui volontairement harcèle ou poursuit une personne ou communique avec cette dernière ou surveille sa demeure de façon répétée, de manière à susciter chez cette personne des craintes fondées ».

Les actes interdits par l'article 264 du Code criminel du Canada

- « (2) Constitue un acte interdit aux termes du paragraphe (1 de l'article 264), le fait, selon le cas, de :
- suivre cette personne ou une de ses connaissances de façon répétée;
 - communiquer de façon répétée, même indirectement, avec cette personne ou une de ses connaissances;
 - cerner ou surveiller sa maison d'habitation ou le lieu où cette personne ou une de ses connaissances réside, travaille, exerce son activité professionnelle ou se trouve;
 - se comporter d'une manière menaçante à l'égard de cette personne ou d'un membre de sa famille » (CCRVC, 2002).

Les législations se rapportant à la propagande haineuse

Deux législations s'opposent en matière de propagande haineuse. Pour certains, la liberté d'expression est fondamentale et l'État n'a pas à intervenir. Pour d'autres, au contraire, il est essentiel que l'État assure la protection des citoyens et des citoyennes appartenant aux groupes visés par le discours haineux.

Voici le contenu des dispositions législatives du Canada permettant de soutenir une position ou l'autre : l'article 319 du *Code criminel*, adopté afin de sévir contre la propagande haineuse, prévoit :

- « 319. (1) Quiconque, par la communication de déclarations en un endroit public, incite à la haine contre un groupe identifiable, lorsqu'une telle incitation est susceptible d'entraîner une violation de la paix, est coupable :
- soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;
 - soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Fomenteur volontairement la haine

- (2) Quiconque, par la communication de déclarations autrement que dans une conversation privée, fomenteur volontairement la haine contre un groupe identifiable est coupable :
- soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;
 - b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Défenses

- (3) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction prévue au paragraphe (2) dans les cas suivants :
- il établit que les déclarations communiquées étaient vraies;
 - b) il a, de bonne foi, exprimé une opinion sur un sujet religieux ou tenté d'en établir le bien-fondé par discussion;
 - c) les déclarations se rapportaient à une question d'intérêt public dont l'examen était fait dans l'intérêt du public et, pour des motifs raisonnables, il les croyait vraies;
 - d) de bonne foi, il voulait attirer l'attention, afin qu'il y soit remédié, sur des questions provoquant ou de nature à provoquer des sentiments de haine à l'égard d'un groupe identifiable au Canada » (Justice Canada, 2002).

L'article 319 définit les mots « communiquer », « déclarations », « endroit public » et « groupe identifiable » afin de faciliter l'interprétation juridique. Le mot « communiquer » implique une communication par téléphone, radiodiffusion ou autres moyens de communication visuelle ou sonore ». Le mot « déclarations » englobe les mots parlés, écrits ou enregistrés par des moyens électroniques ou électromagnétiques ou autrement, et des gestes, signes ou autres représentations visibles. Les mots « endroit public » désignent « tout lieu auquel le public a accès de droit ou sur invitation, expresse ou tacite ». L'incitation se traduit par « presser quelqu'un de faire quelque chose » ou « le pousser à faire quelque chose ». Et finalement, l'expression, « groupe identifiable » désigne toute section du public qui se différencie des

autres par la couleur, la race, la religion ou l'origine ethnique. À ces caractéristiques s'ajouteront, si le projet de loi antiterroriste est adopté, l'orientation sexuelle, le sexe, l'âge, ainsi que les déficiences physiques et mentales.

La Charte canadienne des droits et libertés

La *Charte canadienne des droits et libertés* prévoit de son côté, à l'article 2, la défense des libertés fondamentales suivantes :

- la liberté de conscience et de religion;
- la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication;
- la liberté de réunion pacifique;
- la liberté d'association.

L'affaire Keegstra, présentée plus bas, illustre un cas d'application de ces deux lois au terme d'une poursuite. En 1990, des parents d'élèves d'une école secondaire en Alberta portèrent plainte contre un enseignant parce que ce dernier avait tenu des propos racistes dans sa classe.

James Keegstra soutenait que la *Charte canadienne des droits et libertés* protégeait son droit à la liberté d'expression. La Cour suprême du Canada se pencha sur l'article 319 du *Code criminel* traitant de l'incitation à la haine. La Cour décida que la liberté d'expression n'était pas protégée lorsqu'il y a preuve d'incitation consciente à la haine contre des personnes par rapport à leur race, couleur, religion ou leur origine ethnique. Le droit à la protection contre la haine, et ses conséquences, fut retenu dans ce cas particulier. La propagande haineuse peut être portée devant les tribunaux. La Cour suprême du Canada a invoqué l'article 319 du *Code criminel* pour annuler une défense s'appuyant sur la *Charte canadienne des droits et libertés* et a ainsi montré qu'une loi n'a pas nécessairement préséance sur l'autre.

La surveillance des propos haineux sur Internet

Quelques organisations se donnent pour mission de surveiller la production de discours haineux sur Internet. Elles orientent leurs actions en fonction d'une problématique spécifique, par exemple le racisme, l'homophobie ou le sexisme. Comme les actions de ces groupes sont limitées par le construit virtuel des discours haineux, ils s'axent sur la dénonciation publique de ces groupes en scrutant continuellement le cyberspace. De plus, très peu de ressources humaines et financières sont accordées aux groupes de surveillance, ce qui a pour effet de limiter leurs actions aux cas extrêmes. L'organisation Hate Watch, fondée en 1995 par David Goldman, fut pionnière dans le domaine de la surveillance de la haine sur Internet. Sa mission était de sensibiliser la population à ce phénomène. Malheureusement, l'organisation n'existe plus.

Il est possible de tracer des liens entre la prolifération de la propagande haineuse sur Internet et la montée de l'extrême-droite dans les pays occidentaux. La démocratisation des sociétés, les luttes pour les droits civils, la montée du féminisme et des mouvements sociaux égalitaires ont perturbé l'ordre social dominant qui accordait un statut supérieur aux hommes blancs, dans la famille comme dans la société. Dufresne (1998, p. 128) cite le cas de Riendeau pour établir

des liens entre les menaces de mort de ce dernier contre sa conjointe, le meurtre de leur enfant et ses affinités avec le Réseau Hommes Québec qu'il s'apprêtait à rallier. Il détenait le livre de Guy Corneau, *Pères manquants, fils manqués*, et considérait celui-ci comme « son père spirituel ».

Des chartes des droits et libertés sont apparues, après la Seconde Guerre mondiale et l'antisémitisme légal, à la suite des revendications des démocrates pour qu'il y ait des droits universels. Désormais, des cadres légaux empêchent, même s'il y a des restrictions, de tenir des propos haineux en public et de se réclamer de l'intolérance. Mais sur Internet, tenir des propos haineux peut se faire dans l'anonymat, ce qui permet d'amplifier le degré de haine qu'on y met. Le cyberspace devient un lieu où le droit n'existe pas, soit un environnement propice à son développement souterrain.

Quelques constats et pistes de réflexion

L'idéologie de droite mise de l'avant dans le discours masculiniste préconise un retour aux valeurs traditionnelles ainsi qu'à la famille nucléaire (mère-père-enfants dans un lien de filiation). Il se développe dans un contexte où l'accès des minorités à la démocratie augmente. Les enjeux du discours masculiniste sont à la fois de récupérer des privilèges perdus et d'arrêter la démarche d'émancipation des femmes. Le fait que les masculinistes s'attaquent aux acquis des femmes dans les domaines de la famille, de l'éducation et de la santé ne tient pas du hasard. Ce sont trois domaines dans lesquels les femmes ont traditionnellement été tenues à des rôles. En avançant que les femmes sont responsables des problèmes qu'ils dénoncent dans ces trois sphères, les masculinistes insinuent en même temps qu'elles perdent elles aussi quelque chose : leurs qualités « naturelles » en tant que femmes. Les hommes deviennent dès lors les experts de l'analyse de la situation dans la sphère privée.

Les masculinistes demandent aux femmes de leur offrir de nouveaux rôles masculins ou de leur laisser exercer ceux qu'ils connaissent. Il s'agit d'amorcer une intervention pour régler les problèmes engendrés par la « féminisation de la société ». Socialement, ils laissent entendre que la démarche des femmes émancipées pervertit le féminin. Pendant que les femmes envahissent le marché du travail, l'éducation, les soins et la prise en charge des enfants se détériorent. Les institutions majoritairement féminines, qui se chargent des enfants, sont perçues comme une « mère sociale ». Les masculinistes prônent le retour des mères biologiques auprès de leurs enfants. Leur objectif est de ramener la famille patriarcale traditionnelle, d'où découle la fermeture complète à l'endroit des nouvelles formes de familles et des nouveaux rôles parentaux (Flood, 1997).

7. LES SILENCES ET LES LIMITES DU DISCOURS

Les masculinistes brossent un sombre tableau des conditions de vie des hommes et des garçons. Mais qu'en est-il de celles des femmes et des filles? Bien qu'ils se comparent à ces dernières, les masculinistes omettent la plupart du temps de fournir les informations pertinentes concernant leur situation réelle. Au mieux, certaines données les concernant (pas souvent exactes ni complètes) servent à faire valoir combien les hommes sont lésés, ou pire, les conditions de vie des femmes sont complètement passées sous silence. En fait, la toile de fond reste la même dans les deux cas : la question des rapports de pouvoir exercés aux dépens des femmes est évacuée.

Les femmes sont encore confrontées à la violence et à la discrimination, vivent dans le contexte d'une répartition inéquitable des charges domestiques et de la conciliation famille-travail. Elles sont encore aujourd'hui confrontées aux préjugés et à la persistance des stéréotypes contre elles (à preuve ces discours), sont sur-responsabilisées face à la reproduction, et ainsi de suite. Ces contraintes entravent le parcours des femmes vers l'égalité et le plein épanouissement. Le discours masculiniste ne fait pas mention des problématiques associées à des thèmes précis comme l'avortement, les grossesses non désirées, la violence, le harcèlement sexuel et sexiste, la prostitution, la pauvreté, la monoparentalité, l'abandon scolaire des filles, la surcharge de travail causée par les travaux domestiques non rémunérés, le recours à l'assistance sociale pour la prise en charge de la famille, etc. Il occulte ainsi des thèmes marquants de l'inégalité entre les sexes, ce qui permet à ses auteurs d'entretenir l'idée de dépossession au profit des femmes.

Voyons ce que l'analyse de la situation des femmes, par rapport à certains des thèmes énumérés ci-haut, dévoile comme réalité. Au-delà des prétentions masculinistes à faire comme si l'égalité était atteinte entre les sexes, il n'y a pas de données empiriques qui soutiennent cette thèse, ni celle d'un renversement de la situation. En fait, on se rend compte qu'un des objectifs du discours masculiniste n'est pas d'établir, preuves à l'appui, que les femmes ont obtenu l'égalité ou même que les rapports entre les sexes sont inversés, mais bien de **laisser croire** qu'il en est ainsi.

Dans ce chapitre, nous soulignons certaines lacunes du discours et allons relever quelques problématiques « oubliées ».

Le thème du travail rémunéré et non rémunéré

Femmes au Canada 2000 (Statistique Canada, 2000) nous apprend que les heures quotidiennes consacrées au travail (rémunéré et non rémunéré) sont comparables pour les hommes et pour les femmes. En 1998, ils et elles y consacrent en moyenne 7,2 heures par jour. Ces premières données ne tiennent cependant pas compte de la division sexuelle à l'intérieur même de ces branches d'activités. Pour les hommes, par exemple, la partie la plus importante de ce temps, soit 4,5 heures par jour, est investie dans un travail rémunéré contre 2,7 heures dans le travail non rémunéré. Pour les femmes, la situation est inversée. Elles consacrent 2,8 heures par jour à un travail rémunéré contre 4,4 heures au travail non

rémunéré (Statistique Canada, 2000, p. 103). Même lorsque les femmes ont un emploi, elles s'occupent encore majoritairement de la famille et du foyer.

La présence d'enfants vient davantage préciser ces premières constatations. Un homme marié avec enfants consacre 3,3 heures par jour, en moyenne, au travail non rémunéré comparativement à 4,9 heures par jour, en moyenne, pour une femme mariée avec enfants.

« En 1998, les femmes qui travaillaient à temps plein, qui avaient un conjoint et au moins un enfant de moins de 19 ans vivant à la maison ont consacré 4,9 heures par jour à des activités liées au travail non rémunéré. Il s'agit d'une heure et demie de plus par jour que les hommes » (Statistique Canada, 2000, p. 103).

Sur une semaine, cet écart équivaut à 10 heures et demie de plus. À un salaire moyen de 10\$/heure, c'est près de 400 dollars par mois qui est perdu. Dans une autre perspective, 10,5 heures de plus par semaine pourraient représenter deux parties de golf, cinq matchs de hockey, cinq heures d'Internet conjuguées avec cinq heures de lecture ou encore une nuit de sommeil, bref, du temps consacré aux loisirs et à la détente.

Quant à l'homme marié sans enfant, c'est 2,3 heures par jour, en moyenne, qu'il investit dans le travail non rémunéré. Le fait d'avoir des enfants change le nombre d'heures consacrées au travail non rémunéré de façon beaucoup plus significative pour les femmes que pour les hommes. Ainsi, les femmes mariées, même celles sans enfant, font presque autant d'heures en travail non rémunéré (3,2 heures par jour) qu'un homme marié avec des enfants (3,3 heures par jour).

Ces exemples illustrent comment se traduit dans la vie des hommes et des femmes le rapport à l'emploi, aux travaux domestiques et au soin des enfants, de même qu'aux loisirs.

Les thèmes de l'emploi et du revenu

Les thèmes de l'emploi et du revenu sont sans aucun doute parmi les plus significatifs de ceux passés sous silence par les masculinistes. Les tableaux 21, 22 et 23 (annexe III) présentent les données sur le travail à temps plein et à temps partiel selon le sexe établies par Statistique Canada pour 1997-2000.

Les données sur le travail à temps plein montrent des pourcentages d'écart variant de 15 à 25 p. 100 en faveur des hommes dans tous les groupes d'âge. Chez les 15-24 ans, ces taux sont de 19,3 p. 100 en 1997, diminuant à 14,4 p. 100 en 2001, une réduction maximale de l'ordre de 1,9 p. 100 entre 1997 et 1998 et minimale de 0,03 p. 100 entre 1990 et 2000. Chez le groupe des 25-44 ans, les pourcentages d'écart en faveur des hommes sont de l'ordre de 18,2 p. 100 en 1997 pour passer à 16,2 p. 100 en 2001. Cet amenuisement de 2 p. 100 en cinq ans ne dépasse jamais les 0,6 p. 100 par an. Les plus grands écarts en faveur des hommes se retrouvent dans le groupe des 45 ans et plus, soit 25,1 p. 100 en 1997 et 21 p. 100 en 2001.

En ce qui concerne le travail à temps partiel, les données montrent une surreprésentation des femmes dans tous les groupes d'âge et des taux d'écart d'une grande ampleur chez les 24-45 ans et les 45 et plus. Chez les 15-24 ans, les écarts varient entre 4,6 p. 100 en 1997 et 11,1 p. 100 en 2001. Particularité à souligner chez ce groupe d'âge, l'accroissement au cours de la période 1997-2001, soit une augmentation du travail à temps partiel chez les jeunes femmes comparativement aux jeunes hommes. Chez les 25-44 ans, les écarts sont à toutes fins pratiques constants avec 60,7 p. 100 plus de femmes en 1997 et 59,4 p. 100 en 2001. Ces pourcentages éloquentes se retrouvent également chez le groupe des 45 ans et plus, avec 45 p. 100 plus de femmes, ce taux restant le même en 1997 comme en 2001.

Ces données renseignent sur la place des femmes sur le marché du travail et montrent que la meilleure réussite scolaire d'un plus grand nombre de filles, par rapport aux garçons, ne se transforme pas en 2001 en réussite sociale. Elles confirment la persistance d'inégalités profondes entre les hommes et les femmes et démentent la thèse avancée par les masculinistes sur l'atteinte de l'égalité ou du renversement de situation à l'encontre des hommes. Ce rapport au travail est lourd de conséquences en termes d'indépendance économique, de précarité, de conditions de travail, de pauvreté et tout ce qui s'ensuit sur le plan de la santé et du bien-être. Il en est de même du rapport à la culture et aux loisirs. Les données sur les écarts de revenus entre hommes et femmes au Canada en 1999 demeurent à cet égard très significatives (tableau 24, annexe III). Elles situent les gains des femmes par rapport à ceux des hommes et vice versa. On remarque, malgré la progression du ratio entre 1990 et 1999, que les hommes obtiennent une fois et demie (56 p. 100) plus de revenus que les femmes. En 1990, ce rapport était de une fois et deux tiers (67,3 p. 100)³³.

Le thème de la pauvreté

Qu'est-ce que la pauvreté? Le seuil de faible revenu (SFR) de Statistique Canada représente le seuil à partir duquel les gens consacrent une si grande proportion de leur revenu aux nécessités de base — l'alimentation et/ou le loyer — qu'ils vivent dans des « conditions difficiles », des conditions de pauvreté. Le SFR varie selon la taille de la famille et la taille de la communauté dans laquelle celle-ci vit³⁴.

Qui sont les pauvres du Canada? Les femmes sont majoritaires parmi les pauvres du Canada. Une Canadienne sur cinq vit dans la pauvreté, soit 2,8 millions de femmes (Statistique Canada, 1993b). Qui sont ces femmes?

- Les femmes élevant leur famille seule : 56 p. 100 des familles dirigées par une femme seule sont pauvres contre 23 p. 100 de celles dirigées par un homme seul (ONAP, 1999). Dans beaucoup de ces familles, il n'y a pas d'entente sur les pensions alimentaires avec le parent qui n'a pas la garde de l'enfant (habituellement le père) ou bien ces pensions ont accumulé des arriérés (Statistique Canada, 1998).
- Les femmes âgées : près de la moitié (49 p. 100) des femmes célibataires, veuves ou divorcées ayant plus de 65 ans sont pauvres (ONAP, 1999).

- Les autres femmes vivant seules : 41 p. 100 des femmes seules de moins de 65 ans vivent dans la pauvreté (ONAP, 1999). Les femmes gagnent 73 p. 100 du revenu annuel des hommes pour un emploi à l'année, à temps plein (Statistique Canada, 1999). L'éducation ne réduit pas de beaucoup l'écart salarial : les femmes détentrices d'un diplôme universitaire occupant un emploi à l'année, à temps plein, gagnent 75 p. 100 du salaire de leurs pairs masculins (Statistique Canada, 1995). Les femmes gagnent moins que les hommes même si elles travaillent dans les mêmes secteurs ou occupent les mêmes fonctions. Il n'y a pas d'occupations où les gains moyens des femmes excèdent ceux des hommes, même pas dans les secteurs à prédominance féminine comme le travail de bureau ou l'enseignement (Statistique Canada, 1999, 1995, 1994).
- Les travailleuses à salaire minimum : au Canada, il ne suffit pas d'avoir un emploi pour se sortir de la pauvreté (Center for Social Justice, 1998). Trente-sept pour cent des mères seules occupant un emploi rémunéré doivent élever une famille avec moins de 10 dollars l'heure (Campagne 2000, 1999, 1998).
- Les femmes prestataires d'aide sociale et leurs enfants : les mères cheffes de familles monoparentales et les femmes seules comptent pour 48 p. 100 des chefs de ménages prestataires d'aide sociale (CNBS, 1998).

Les thèmes du divorce, de la monoparentalité et de la garde des enfants

L'augmentation des divorces au Canada depuis 1960 s'explique en partie par les modifications apportées à la loi sur le divorce en 1968 et en 1989. L'adoption de ces modifications juridiques a fait en sorte de faciliter le processus de divorce. Ceci s'inscrit dans un contexte de remise en question des rapports inégaux entre les hommes et les femmes. Le couple traditionnel formé sur la base du modèle de la femme dépendante financièrement, seule responsable du soin des enfants et du travail domestique, perd du terrain. Les statistiques suivantes illustrent bien ce changement social :

« On a enregistré 225 divorces pour 100 000 habitants au Canada en 1997, comparativement à 55 pour 100 000 habitants en 1968. La hausse du taux de divorce a eu des implications fondamentales sur la vie des femmes et sur leurs conditions familiales. Cela a notamment contribué à l'augmentation du nombre de mères seules. En 1996, 945 000 familles monoparentales avaient à leur tête une femme, ce qui représente pas moins de 19 % de l'ensemble des familles avec enfants, le double de 1970 où on enregistrait 10 p. 100 du total des familles avec enfants » (Statistique Canada, 2000, p. 34).

La majorité des familles monoparentales dirigées par une femme avait un revenu inférieur au seuil de faible revenu.

« En 1997, 56 % de l'ensemble des familles ayant à leur tête une femme avaient un revenu inférieur aux seuils de faible revenu. À titre de comparaison, seulement 12 % des familles époux-épouse avec enfants et

24 % des familles monoparentales ayant à leur tête un homme avaient un faible revenu cette même année » (Statistique Canada, 2000, p. 137).

Devant de tels chiffres, l'on ne peut que s'étonner des pirouettes idéologiques des masculinistes qui prétendent non seulement l'égalité est atteinte, mais que les femmes s'enrichissent après le divorce. Ils occultent volontairement la question du revenu dans les familles monoparentales dirigées par une femme, puisque cette dernière variable démontre incontestablement la vulnérabilité de ce type de famille, la nécessité de la pension alimentaire et, comme le montre le tableau 25 (annexe III), l'incidence de la pauvreté sur les comportements des enfants.

On remarque, dans ce tableau, que les enfants, filles ou garçons, vivent davantage de difficultés lorsqu'ils vivent dans un milieu familial défavorisé. Il ressort que la variable du revenu a une incidence sur le développement de diverses problématiques chez l'enfant. Il est important de souligner que les masculinistes, en n'utilisant que des comparaisons par sexe, voilent complètement les variables qui permettraient de contextualiser et de poser un regard d'ensemble sur certaines problématiques sociales.

Le discours masculiniste accuse les tribunaux de démesure dans les décisions rendues pour octroyer la garde des enfants. Selon eux, les juges donnent systématiquement la garde des enfants aux mères, sauf dans les cas de négligence extrême. Reprenons un exemple du discours masculiniste afin d'illustrer cette idéologie. Il s'agit de l'extrait d'une lettre d'un membre de l'organisme l'Après-rupture :

« Lorsqu'on nous parle du meilleur intérêt de l'enfant, pourquoi lui donner accès à son père seulement une fin de semaine sur deux? Pourtant, et cela depuis plus d'une vingtaine d'années, les sciences de la psychologie, de la psychanalyse, de la sociologie, etc. reconnaissent elles-mêmes l'importance de la présence et l'action paternelle régulière (non pas seulement en qualité mais aussi en quantité) et élargie. Il y a encore qui croit au concept de la qualité des contacts père-enfant au détriment de la quantité que permet la garde partagée. La garde partagée permet au père d'avoir l'opportunité de vivre des activités avec l'enfant (inscriptions à des activités sportives et participation à des loisirs, etc.). Or la majorité des parents qui se séparent et qui ne s'entendent pas pour la garde partagée — le mode de garde qui est le plus près de celui de la famille traditionnelle — se retrouvent devant un juge qui décide encore de la garde exclusive à la mère pour l'enfant. Dans la grande majorité des situations, cela correspond à la volonté de la mère, et ce n'est pas un hasard. Au début de l'année 2002, il y aura des modifications apportées à la loi du divorce. Est-ce que cette tendance se maintiendra avec les nouveaux aménagements de la loi? Il paraît que la loi sera encore plus dure envers les pères, du moins pour ceux qui veulent se donner à leurs enfants **DANS UNE COPARENTALITÉ AVEC LA MÈRE**. Il y aura donc encore une fois augmentation des suicides et du décrochage chez les pères. Les enfants ont-ils besoin des pères? Y a-t-il de la place pour les pères qui veulent jouer un rôle différent que celui de pourvoyeur dans ce système de

justice matriarcale? Ceci est une plaie pour les générations qui montent »
(Tremblay, 2001).

Justice matriarcale? Les femmes contrôleraient les juges, ce que nul n'a encore perçu, en les manipulant afin qu'ils exercent une discrimination contre les pères. La promotion des valeurs traditionnelles réapparaît.

Dans cette perspective, la position de certains groupes masculinistes face au projet de loi sur l'union civile ne surprend guère. Au-delà du refus de reconnaître des droits civils à un groupe largement marginalisé, ils condamnent le droit à l'adoption pour les couples de même sexe. Leur position s'explique par une fermeture face à la nécessité d'ouvrir la définition de la parentalité, puisqu'ils sont accrochés à une vision traditionnelle du couple et de la famille. Plutôt que de caractériser ce qu'est un bon père ou une bonne mère, la question qui s'impose est de définir ce qu'est un bon parent, au-delà du sexe. Cette notion rend caduque un principe de leur argumentation, soit que la discrimination exercée contre les pères l'est sur la base du sexe. La notion de « bon parent » oblige aussi à reconnaître que les tâches traditionnellement associées aux femmes (soins des enfants, entretien ménager, support affectif auprès de membres de la famille, etc.) doivent l'être par tout « bon parent ».

Le thème du suicide

Ce thème correspond à une autre des thématiques récurrentes du discours masculiniste de la victimisation.

« À Prince George, B.~, un homme s'est suicidé après qu'on lui ait ordonné de payer une pension alimentaire égale au double de son revenu. Certains tiennent pour imputable le biais des tribunaux de la famille à l'encontre des hommes [...] le père de quatre enfants âgés de 5, 9, 10 et 14 ans, se disputait la garde avec Madeleine White, son ex-conjointe » [*traduction*, 000323np].

« Depuis les années 1970, le taux de suicide masculin a grimpé de 78 %, note la présidente de l'association, Louise Lévesque. [...] le problème du suicide [est] définitivement un problème d'homme. [...] La société valorise l'autonomie et l'indépendance au masculin et elle stigmatise l'expression de la souffrance et la demande d'aide, croit Louise Lévesque. [...] Ainsi, le suicide serait souvent l'ultime tentative pour reprendre le contrôle sur sa vie, sa douleur » [000214d].

Le tableau 26 (annexe III) montre le nombre de suicides en 1996 et en 1997 et les taux par 100 000 habitants en 1981, 1991, 1996 et 1997.

Socialement, tenter de se suicider ou se suicider devrait-il relever d'une hiérarchisation en termes de préoccupation? La mort que l'on se donne ou le désir de mourir qui conduit à essayer de s'enlever la vie, homme ou femme, peuvent-ils s'ordonner sur une échelle d'importance? Les masculinistes insistent sur cette dimension pour construire l'image de

la discrimination/victimisation des hommes dans la société sans s'arrêter aux réflexions éthiques. Ils ne cherchent pas à savoir, par exemple, s'il y a des liens entre le suicide chez les jeunes hommes et l'orientation homosexuelle — comme l'a démontré Segwick (1993), dans *Tendances*. Les adolescents gais ou lesbiennes sont de deux à trois fois plus à risque de se suicider que les autres adolescents et plus de 30 p. 100 des suicides adolescents sont le fait des gais ou des lesbiennes. Le discours masculiniste se caractérise par ce type de généralisation qui omet de poser les questions : De quels garçons parlons-nous? Dans quelles circonstances? Il faut voir, comme l'a démontré Best (1983), que la construction sociale de l'identité masculine s'appuie très tôt dans la vie sur le « ne pas être une fille » et « ne pas être un homosexuel ». Les groupes conservateurs affichent ouvertement un anti-féminisme primaire et de l'homophobie.

Sont aussi passés sous silence les contextes qui permettent de comprendre les plus hauts taux d'accidents de la route chez les jeunes hommes. Il en est de même de toutes les questions qui soulèvent la dimension de la construction sociale de la masculinité, avec ses manifestations dans le jeu, le défi, le risque et l'agression, les phénomènes de « rage au volant » ou de ce qu'on appelle « les sports extrêmes ». Ces différents aspects de la culture masculine sont tus parce qu'ils posent la question de la responsabilisation de l'acteur social dans ces phénomènes.

Le thème de la santé

Il semble que le thème de la santé, tout comme celui de l'éducation, soit désormais identifié à un univers féminin dans lequel les femmes obtiennent plus de bénéfices. Dans un article intitulé, *Prendre soin des hommes*, André Pratte (2001) soutient que : « les services de santé n'ont pas été pensés pour les hommes. Pour prendre un exemple simple, si les femmes se sont longtemps plaintes du fait qu'elles étaient toujours soignées par des médecins masculins, qui s'est préoccupé de ce que les hommes sont soignés par un personnel infirmier presque exclusivement féminin? ». Il s'agit ici d'un procédé analogique discutable, complètement irrecevable dans une démarche scientifique qui s'assure de comparer ce qui est comparable.

Le tableau 28 (annexe III) donne le nombre de médecins canadiens des deux sexes au Canada. Il montre d'importants écarts en faveur des hommes. Il illustre qu'il ne suffit pas d'observer une plus grande proportion de femmes dans le groupe des nouveaux médecins (âge 20-29) pour conclure à l'envahissement de la profession par ces dernières. Même si des changements se manifestent, la prédominance reste masculine.

Les hommes médecins sont disponibles à la consultation. En ce qui concerne le personnel infirmier, cette critique ne tient pas compte de la hiérarchie ou du fait que celui-ci oeuvre sous supervision et directives du corps médical. De nombreux travaux ont déjà été réalisés sur le thème de la division sexuelle du savoir et de l'exécution dans le champ médical (Gendron et Beaugard, 1985, 1989; Ehrenreich et English, 1976, 1982). La profession infirmière compte plus de femmes pour les mêmes raisons que celui de l'éducation préscolaire et primaire. Il s'agit de secteurs vers lesquels les femmes étaient traditionnellement aiguillées en raison de leurs aptitudes (construites socialement) à prendre soin des autres, tout particulièrement des petits, des malades et des personnes âgées. Il faut rappeler que les choix étaient limités pour

les filles. Socialement, ces professions étaient vues comme moins prestigieuses. Pourquoi les porte-parole actuels d'une masculinisation accrue de la société reprocheraient-ils aux femmes ce que leurs prédécesseurs ont instauré au nom d'une société toute aussi patriarcale? Finalement, la question d'être soigné par une personne de même sexe doit être posée. Cette insistance sur la différenciation est une caractéristique du mouvement masculiniste. Nous y voyons un enjeu en terme d'emplois disponibles dans le contexte où les hommes, surtout les jeunes, vivent une crise de l'emploi depuis le début de la dernière décennie.

La santé est un thème récemment abordé par les masculinistes. Le tout premier *Congrès mondial sur la santé des hommes*, tenu à Vienne au début de novembre 2001, a permis d'alimenter leurs réflexions. Au cœur des préoccupations exprimées s'inscrit l'écart entre l'espérance de vie des hommes et celle des femmes. En effet, ces dernières vivent généralement cinq ans de plus, en moyenne, que les hommes. Cette donnée doit cependant être nuancée à la lumière des changements récents puisque, entre 1981 et 1997, l'espérance de vie à la naissance n'a augmenté que de 2,3 ans chez les femmes, contre 3,9 ans chez les hommes (Statistique Canada, 2000, p. 57). Jamais auparavant l'espérance de vie à la naissance chez les hommes n'a été aussi élevée que maintenant, comparativement à celle des femmes. Il est important de se demander ce qui, au cours des deux dernières décennies, a causé ce ralentissement de l'augmentation de l'espérance de vie chez les femmes.

Malgré l'écart qui demeure, il faut également se pencher sur les conditions de vie et de vieillissement de celles-ci. Nous ne pouvons pas conclure qu'une espérance de vie plus élevée signifie de fait une qualité de vie supérieure. Selon Santé Canada (2000, p. 57), cette déduction serait erronée : « cette plus longue durée de vie s'accompagne de maladies chroniques et de maladies associées au vieillissement, comme la démence et l'ostéoporose, et d'un risque de détérioration de la condition socio-économique personnelle ». Toujours selon cette étude, la situation actuelle des femmes âgées montre la persistance de plusieurs problématiques non favorables au maintien d'une qualité de vie satisfaisante.

« Les femmes sont plus sujettes à la maladie d'Alzheimer, à l'ostéoporose, aux maladies chroniques, aux chutes et aux problèmes de vision, et elles passent plus de temps à l'hôpital que les hommes. En moyenne elles sont aussi plus pauvres que les hommes et plus vulnérables aux carences nutritionnelles et à la difficulté d'obtenir des soins de santé non assurés, comme des médicaments. Les femmes âgées vivent plus souvent seules, sans compter sur un soutien social et matériel suffisant vers la fin de leurs jours. Si elles vivent avec un conjoint, elles finissent souvent par en prendre soin lorsqu'il tombe malade ou devient invalide. Le revenu national moyen des femmes de 65 à 69 ans en dollars constants de 1995 se situait à 16,157 \$ en 1996, comparativement à 28,540 \$ pour les hommes du même groupe d'âge » (Santé Canada, 2000).

Pour expliquer la plus faible espérance de vie chez les hommes, les masculinistes avancent que le stress, les charges et les responsabilités qui sont liées à leur rôle, et ce dès leur plus jeune âge, en sont la cause. Pour eux, la vie passée est garante de la vie à venir. À ce chapitre

alors, en transposant leur approche à la condition des femmes âgées, il semblerait qu'un grand nombre de celles-ci aient vécu des situations particulièrement difficiles au cours de leur vie.

Par ailleurs, certains facteurs associés à la moins bonne santé de plusieurs hommes sont occultés, notamment les mauvaises habitudes alimentaires de certains ou l'hésitation à consulter des spécialistes de la santé. L'Organisation mondiale de la santé définit l'égalité des hommes et des femmes en matière de santé comme : « l'élimination des différences inutiles, injustes et évitables entre les hommes et les femmes pour ce qui est de leur capacité de jouir d'une bonne santé et du risque de devenir malades ou handicapés ou de mourir d'une cause évitable » (ISHF, 2001). Si des femmes sont en meilleure santé que des hommes, c'est qu'un plus grand nombre d'entre elles adoptent les comportements préventifs : une saine alimentation, la recherche de moyens pour gérer le stress, l'acquisition de connaissances en vue de prévenir le cancer, les maladies cardiaques, l'ostéoporose, l'utilisation des médecines parallèles, la consultation des spécialistes de la santé et le respect des ordonnances et du suivi. À cet effet, les spécialistes de la santé optent de plus en plus pour une vision globale de la santé tout en tenant compte des facteurs discriminants engendrés par les conditions de vie de certains groupes particuliers.

Les masculinistes affirment que le cancer du sein est davantage étudié que le cancer de la prostate (d'où ils en tirent la conclusion que les hommes sont là encore victimes de discrimination) parce que la société y consacre plus de ressources. Ce faisant, ils font du cancer une maladie sexuée en le réduisant à deux de ses dimensions uniquement. Pourtant, le cancer est une maladie multiforme (leucémie, cancer des os, cancer de la vessie, cancer du côlon et tant d'autres) qui attaque sans distinction de sexe, de race ou de classe. Ils sexualisent une maladie *humaine* qui tue sans discrimination. Au fond, leur inquiétude va plutôt à la distribution des fonds de recherche. Ils dénoncent le fait que les subventions soient davantage accordées à la recherche sur le cancer du sein plutôt qu'à celle sur le cancer de la prostate. Pour ébranler les décideurs politiques, ils remettent en question par la même occasion les retombées positives de la détection préventive du cancer du sein.

Les orientations de l'Organisation mondiale de la santé en ce qui a trait aux maladies non transmissibles (cancer, maladies cardio-vasculaires, diabète, maladies pulmonaires) invalident cette façon de voir. « Dans toute population, la plupart des gens sont exposés à un niveau modéré de facteurs de risque et une minorité est exposée à un risque élevé. Si on les compare, les premiers contribuent davantage à la charge totale des maladies non transmissibles que les derniers. C'est pourquoi une stratégie de prévention exhaustive doit associer de façon synergique une approche visant à réduire les niveaux de facteurs de risque dans l'ensemble de la population et une approche axée sur les individus à haut risque » (OMS, 2000).

Finalement, il manque actuellement de recherches pour expliquer les liens éventuels entre les habitudes de consommation, d'alimentation et d'exposition à la pollution, par exemple, et l'incidence de cancer selon le sexe.

Le thème de la violence

Le discours masculiniste se caractérise par son absence marquée de contextualisation. Dans le cas de la violence, il est question de la « violence » des femmes envers leurs conjoints sans mention de ses formes d'expression comparativement à celle des hommes, ni mention non plus des conditions de vie dans lesquelles se trouvaient ces femmes. Subissaient-elles la violence quotidienne depuis des années?

Très tôt, le mouvement féministe a mis la problématique de la violence au coeur de ses préoccupations. Les groupes de femmes ont demandé à l'État de mettre en place un plan d'action visant une concertation entre les différentes instances ayant le pouvoir d'agir pour contrer ce phénomène. Les gouvernements provinciaux et fédéral ont élaboré des politiques et des programmes qui favorisent un partenariat entre les intervenants au sujet du dépistage, de la prévention, du dépôt des plaintes, de la protection des victimes, et de la conscientisation au phénomène.

L'approche qui vise à responsabiliser les acteurs sociaux face à la violence conjugale s'observe aussi au plan international. « En 1993, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté la *Déclaration sur l'élimination de la violence contre les femmes*, qui engage les États à poursuivre, par tous les moyens appropriés, des politiques visant à éliminer la violence contre les femmes par la prévention, la mise en place de programmes et services en matière de santé, de service social, de counselling et de soutien pour les femmes qui ont été victimes de violence conjugale, en tenant compte des besoins des groupes de femmes qui sont particulièrement vulnérables » (Côté, 2001). La *Déclaration* recommande également aux gouvernements de prévoir, dans leur planification budgétaire, des ressources adéquates pour mettre en oeuvre les différentes politiques et programmes relatifs à l'élimination de la violence contre les femmes, tout particulièrement en soutenant les activités du mouvement des femmes et des organisations non gouvernementales.

Le travail acharné des intervenantes pour conscientiser la population au phénomène de la violence conjugale a eu un certain impact. La problématique de la violence conjugale a retenu l'attention de plusieurs chercheuses et intervenantes féministes qui ont analysé les causes et les types de violences. Elles ont élaboré des outils d'intervention, sensibilisé les groupes et identifié des populations les plus à risques (femmes autochtones, handicapées, etc.). Les savoirs ainsi produits ont été indispensables à la sensibilisation, mais la prévalence du phénomène demeure car la violence conjugale s'inscrit dans des rapports sociaux sur lesquels il est difficile d'intervenir.

La moitié des femmes canadiennes ont été confrontées à au moins un incident de violence physique ou sexuelle au cours de leur vie (Statistique Canada, 1993c). Pourtant, une publication récente de Statistique Canada (2001) montre une baisse de la violence conjugale subie par les femmes et une augmentation chez les hommes. Cette publication illustre un nouveau mode de traitement et de présentation des données qui prend en compte les incidents rapportés par les hommes. L'outil qui a servi à recueillir les données liste une série de questions qui n'ont pas de commune mesure (Statistique Canada, 2001, p. 27) :

«Au cours des cinq dernières années, votre mari/femme/conjoint(e) :

1. A-t-il(elle) menacé de vous frapper avec son poing ou tout autre objet qui aurait pu vous blesser?
2. Vous a-t-il(elle) lancé quelque chose qui aurait pu vous blesser?
3. Vous a-t-il(elle) déjà poussé(e), empoigné(e) ou bousculé(e) d'une façon qui aurait pu vous blesser?
4. Vous a-t-il(elle) giflé(e)?
5. Vous a-t-il(elle) donné des coups de pied, mordu(e), ou donné un coup de poing?
6. Vous a-t-il(elle) frappé(e) avec un objet qui aurait pu vous blesser?
7. Vous a-t-il(elle) battu(e)?
8. A-t-il(elle) tenté de vous étrangler?
9. A-t-il(elle) utilisé ou menacé d'utiliser une arme à feu ou un couteau contre vous?
10. Vous a-t-il(elle) forcé(e) à vous livrer à une activité sexuelle non désirée, en vous menaçant, en vous immobilisant ou en vous brutalisant d'une façon quelconque? »

On ne rapporte que la fréquence des comportements violents selon le sexe (tous amalgamés), sans tenir compte de la nature et de l'impact des actes sur la victime. Il n'y a pas de distinction entre une gifle et un coup de poing au visage, pas plus qu'entre une tentative d'étranglement et une poussée ou une morsure et des menaces au couteau.

D'autres données de l'*Enquête sociale générale* sur la gravité de la violence conjugale selon le sexe menée en 1999 par Statistique Canada (tableau 29, annexe III), font état de comportements dont les conséquences sont moindres chez les hommes (Statistique Canada, 2001, p. 40).

Le tableau 29 montre que, chez les non-autochtones, les femmes subissent des blessures physiques dans une proportion de quatre pour un par rapport aux hommes. Leurs blessures nécessitent des soins médicaux cinq fois plus souvent. D'autres données du Centre canadien de la statistique juridique (tableau 30, annexe III) montrent aussi qu'en 1999, les femmes étaient trois fois plus souvent victimes d'homicides de la part de leurs conjoints que les hommes (Statistique Canada, 2001, p. 38).

Les statistiques ne renseignent pas d'emblée sur le contexte dans lequel les hommes et les femmes subissent la violence conjugale. Les hommes adoptent souvent des comportements violents envers leurs conjointes dans le but de garder un contrôle sur l'unité familiale et domestique. Les comportements violents chez les femmes sont plus souvent utilisés dans un contexte de défense. Ils sont souvent l'aboutissement d'années de violence dont elles ont elles-mêmes été les victimes. Un autre aspect de la violence différenciée selon le sexe se rapporte à la situation économique. Des statistiques récentes (Cybersolidaires, 2001), provenant des maisons d'hébergement, font état de l'appauvrissement des femmes. Le discours masculiniste cherche à l'assimiler à une violence de contrôle et de domination alors qu'elle n'est souvent qu'une échappatoire.

Marika Morris (2000) a préparé une fiche d'information sur la violence subie par les femmes dans le cadre de la Marche mondiale des femmes. Elle est accessible au site de l'Institut canadien de recherches sur les femmes et partiellement reprise ici.

- La moitié des femmes canadiennes ont survécu à au moins un incident de violence physique ou sexuelle (Statistique Canada, 1993c).
- Plus d'un quart (29 p. 100) des femmes canadiennes ont été agressées par un conjoint (Statistique Canada, 1999a)³⁵. Quarante-cinq pour cent des femmes agressées par un partenaire masculin ont subi des blessures physiques. Ces blessures incluaient des contusions, des coupures, des écorchures, des brûlures, des os fracturés, des fêlures, des blessures internes et des fausses couches (Statistique Canada, 1999a, p. 15).
- Au Canada, quatre sur cinq des personnes assassinées par leur conjoint sont des femmes tuées par des hommes (Statistique Canada, 1999b). En 1998, 67 femmes ont été assassinées au pays par un conjoint ou un ex-conjoint, un amoureux ou un ex-amoureux. Nous parlons donc d'une à deux femmes par semaine. Dans six meurtres de conjointes sur dix, la police avait déjà été avertie du caractère violent de la relation (Statistique Canada, 1999b).
- Au sein de la famille, les filles sont agressées plus souvent que les garçons. Quatre sur cinq (79 p. 100) des victimes d'agressions sexuelles intrafamiliales sont des filles, et plus de la moitié (55 p. 100) des agressions physiques infligées aux enfants par des membres de leur famille ont pour cible des filles (Statistique Canada, 1999a). En 1997, les pères étaient les accusés dans 97 p. 100 des affaires d'agression sexuelle et dans 71 p. 100 des affaires d'agression physique d'enfants par un parent (Statistique Canada, 1999a).
- En Ontario, seulement 10 p. 100 des agressions sexuelles commises contre des femmes sont rapportées à la police (Ontario, 1998). Si on extrapole à partir des données disponibles, on arrive au chiffre annuel de 509 860 agressions sexuelles signalées ou non au Canada³⁶, soit 1 397 agressions par jour. Ce qui veut dire que, chaque minute de chaque journée, une femme ou un enfant au Canada subit une agression sexuelle. Très souvent, un agresseur s'en prendra à plusieurs reprises à la même femme ou au même enfant.
- 98 p. 100 des délinquants sexuels sont des hommes et 82 p. 100 des personnes survivant à ces agressions sont des jeunes filles et des femmes (Statistique Canada, 1999c).
- 43 p. 100 des répondantes à un sondage ont rapporté avoir subi au moins un incident d'attouchement sexuel non désiré, de tentative de pénétration sexuelle ou de pénétration forcée ou s'être vu imposer de participer à d'autres actes de nature sexuelle avant l'âge de 16 ans (Canada, 1993)³⁷. Il s'agissait dans la plupart des cas d'attouchements sexuels non désirés, habituellement commis à plusieurs reprises par le même agresseur.
- Les agressions sexuelles se produisent souvent dans des contextes où l'agresseur **occupe une position de confiance vis-à-vis la victime** : il peut s'agir du mari, du père, d'un

membre de la parenté, d'un médecin, d'un entraîneur sportif, d'un conseiller religieux, d'un professeur, d'un ami, d'un employeur ou d'une fréquentation. La majorité des agressions sexuelles sont commises par un homme connu de la victime, qui utilisera d'habitude des pressions verbales, des trucs ou des menaces au moment de l'agression (Ontario, 1998). Les deux tiers des agressions sexuelles ont lieu à domicile (Statistique Canada, 1999c).

- Les femmes âgées continuent d'être battues. Les homicides conjugaux comptent pour un tiers (30 p. 100) des meurtres de femmes de plus de 65 ans (Statistique Canada, 1999a, p. 6).
- Au moins un million d'enfants canadiens ont été témoins d'actes de violence infligés à leur mère par leur père ou une figure de père. Dans 52 p. 100 de ces incidents, la mère craignait pour sa vie et dans 61 p. 100 des cas, elle a subi des blessures physiques (Statistique Canada, 1999a, p. 30). Les enfants témoins de violence contre leur mère ressentent souvent des signes de syndrome de stress post-traumatique et voient périliciter leurs habiletés sociales et leurs résultats scolaires (Trainor, 1999, p. 7).
- **La peur de la violence** limite aussi la vie de nombreuses femmes. Quarante-deux pour cent des femmes (contre 10 p. 100 des hommes) ressentent une « insécurité totale » lorsqu'elles marchent dans leur propre quartier après la tombée du jour, qui arrive aussi tôt que 15 h 30 pendant l'hiver canadien et encore plus tôt dans le Nord. Alors que seulement un homme sur 10 s'en inquiète, plus d'un tiers (37 p. 100) des femmes se disent soucieuses à l'idée d'être seules chez elles le soir ou la nuit (Statistique Canada, 1995, p. 115).
- Au Canada, un homme qui bat et viole sa conjointe peut demeurer dans la résidence familiale tandis que la femme et les enfants doivent parfois déménager de refuge en refuge, ce qui bouleverse leurs vies, leur travail ou leurs études. Une enquête menée en 1993 révélait que 295 000 Canadiennes violentées n'avaient accès à aucun service de consultation ou d'hébergement (Trainor, 1999, p. 7).
- Qui sont les personnes à risque d'être violentées? Toutes les femmes sont vulnérables à la violence, mais certaines le sont plus que d'autres. À l'échelle mondiale, au moins une femme sur quatre est agressée physiquement ou sexuellement **pendant la grossesse**, habituellement par son conjoint (Heise et al., 1999). Au Canada, 21 p. 100 des femmes agressées physiquement par un partenaire l'ont été pendant une grossesse et 40 p. 100 ont dit que la violence avait commencé alors qu'elles étaient enceintes (Statistique Canada, 1999a). On constate souvent que la violence débute ou s'intensifie pendant la grossesse, au moment où une femme est plus vulnérable et dépend plus du soutien de son partenaire (Lent, 1992).
- **Les jeunes femmes et les enfants de sexe féminin** sont hautement susceptibles d'être agressées sexuellement. En 1997, les moins de 18 ans comptaient pour 24 p. 100 de la population canadienne, mais constituaient 60 p. 100 de toutes les victimes d'agressions sexuelles et un cinquième (19 p. 100) des victimes de voies de fait (Statistique Canada,

1999a, p. 27). Si on regarde les infractions sexuelles à l'égard d'enfants de moins de 12 ans, groupe d'âge où les garçons sont le plus souvent victimes d'agression sexuelle, les filles sont tout de même victimisées deux fois plus souvent que les garçons (Statistique Canada, 1999c, p. 1). En outre, les femmes de moins de 25 ans sont les plus susceptibles d'être assassinées par un partenaire masculin (Statistique Canada, 1999a).

- Une enquête menée par le Réseau d'action des femmes handicapées du Canada révèle que 40 p. 100 des **femmes handicapées** ont déjà été violées, maltraitées ou agressées. Plus de la moitié (53 p. 100) des femmes handicapées depuis la naissance ou la petite enfance ont subi des sévices (Ridington, 1989, pp. 1,6). Les femmes handicapées peuvent aussi subir des torts physiques, sexuels ou financiers de la part de leurs pourvoyeurs de soins. Moins des deux tiers des refuges pour femmes battues se disent accessibles aux femmes handicapées (Trainor, 1999, p. 7). Toutefois, seulement une femme handicapée sur 10 déclare avoir obtenu l'aide demandée à une maison d'hébergement ou de transition pour femmes (Ridington, 1989).
- Les recherches démontrent systématiquement que la vaste majorité des **femmes autochtones** ont déjà été agressées et qu'un enfant autochtone a très peu de chances de grandir sans vivre au moins une expérience directe d'agression ou d'alcoolisme dans son milieu. Les premières manifestations de violence peuvent avoir été infligées au pensionnat ou par des parents à l'âme endommagée par les viols, les voies de fait et le génocide culturel subis au pensionnat. La violence continue à l'âge adulte et entre 48 p. 100 et 90 p. 100 des femmes autochtones sont agressées par leurs partenaires, selon leur communauté d'appartenance. Les femmes autochtones vivent aussi des agressions à caractère raciste et sont plus harcelées dans la rue par le public et par la police que les femmes non autochtones (Canada, 1993, p. 101-190).

Les femmes ne mentent pas plus à propos des agressions sexuelles que toute autre personne ne ment au sujet de vols ou d'autres délits criminels commis contre eux. En fait, un quart des femmes sexuellement agressées ne signalent jamais l'agression à qui que ce soit (Statistique Canada, 1995, p. 114). Le fait de rapporter une agression sexuelle peut se révéler presque aussi traumatisant que l'agression elle-même. Les femmes et les jeunes filles ont besoin d'être appuyées et crues ». Dufresne (1998, p. 130) s'appuie sur diverses recherches pour faire ressortir que les fausses allégations ne sont de l'ordre que de 2 à 3 p. 100 (Thoennes et Tjaden, 1990; Penfold, 1995; Smith et Coukos, 1997).

CONCLUSION

Le débat actuel sur les garçons victimes à la fois du système scolaire et du féminisme transporte implicitement l'idée que l'égalité est atteinte et que les interventions faites en faveur des filles depuis les années 1970 ont atteint leurs buts (Yates, 1997, dans Douglas et Lingard, 1999, p. 3). Cette présomption s'inscrit dans la signification que Faludi (1993, p. xix) a voulu donner à la notion de *backlash*, c'est-à-dire le mouvement de ressac qui suit l'appréhension, fondée ou non, que les femmes font de grandes avancées même s'il s'agit de gains minimes (voir aussi Heath, 1999; Roman et Eyre, 1997). Ces quelques gains sur le plan scolaire, de la part de certaines filles et non de l'ensemble, ne se traduisent pas nécessairement en gains sociaux, notamment dans les orientations, les carrières, le revenu et les conditions de travail qui sont les leurs comparativement à ceux de leurs compagnons (Dagenais et Devreux, 1998). La nécessité de distinguer entre les notions de réussite scolaire, réussite éducative et réussite sociale s'impose dans un tel débat, ce que nous avons proposé à la réflexion dès 1993 (Bouchard et St-Amant, 1993).

Ce mouvement de ressac est porteur d'une autre interprétation des relations entre les sexes, soit la négation entêtée que les filles ou les femmes sont victimes de discrimination, en tant que groupe social, infligée par les hommes. Les masculinistes sont plutôt en train de forger un discours pour montrer que ce sont maintenant les hommes, dans ce cas-ci les garçons, qui sont victimes du système scolaire devenu un lieu féminisé — en Angleterre, dans le *Daily Mail* du 5 janvier 1998, le journaliste S. Shakespeare parle d'une « culture de poules mouillées » — et que c'est le féminisme qui a provoqué cette situation. Des dimensions cruciales de la critique féministe du système scolaire sont passées sous silence, même si elles demeurent toujours d'actualité. La chercheuse australienne, Victoria Foster (1996, p. 194), avance que :

«La possibilité que les filles soient en train de distancer les garçons sur le terrain de chasse gardée de ces derniers était intolérable et a rapidement abouti à une enquête parlementaire [...], une poussée généralisée à l'endroit d'une stratégie d'enseignement aux garçons et une ribambelle de programmes pour parer à leur "désavantage scolaire" et les aider à réaffirmer leur supériorité dans les programmes d'études les plus valorisés. En revanche, les moindres compétences des garçons en ce qui a trait, par exemple, au soin des enfants ou aux tâches ménagères, n'ont jamais été désignées comme un problème pour eux, ou pour les femmes » [*traduction*].

Selon Lingard et Douglas (1999), il n'est jamais question notamment de la sécurité des filles et du harcèlement sexiste et sexuel de la part des garçons (et de garçons par d'autres garçons et des enseignantes par certains garçons).

« Par conséquent, nous rejetons l'argument qui affirme que les politiques inspirées par les féministes et visant les filles dans les écoles ont atteint leurs buts, tout en admettant que certaines avancées limitées se sont produites. Nous rejetons l'argument utilisé dans un contexte de ressac selon lequel se manifeste maintenant un "déséquilibre des sexes" alors que les filles

réussissent mieux que les garçons, tout comme l'argument que l'avenir sera féminin vu la croissance de l'emploi dans le secteur des services qui exige des aptitudes poussées pour la communication. Nous affirmons plutôt que les éléments de ressac qui font actuellement l'objet des politiques éducatives pour les garçons mettent en cause et menacent les gains obtenus pour les filles, voire l'ensemble des retombées du mouvement féministe en éducation » [traduction] (Douglas et Lingard, 1999, p. 5).

« Alors que plus de femmes pénètrent le marché du travail, l'écart salarial entre les hommes et les femmes demeure profond même lorsque leurs compétences sont identiques; le marché du travail reste fortement segmenté selon le sexe, les femmes étant cantonnées dans le secteur de la vente et des services tandis que le cheminement professionnel comparé des femmes et des hommes reste disparate et inégal » [traduction] (Douglas et Lingard, 1999, p. 10).

Bien que Lingard et Douglas n'hésitent plus à parler de *backlash* en avançant que « les féminismes, y compris leurs expressions libérales les plus faibles, sont sur la sellette » [traduction] (Douglas et Lingard, 1999, p. 4), nous préférons parler de « ressac ». Le concept de Faludi (1993), sans être inadéquat, ne permet pas de saisir d'où origine la situation à l'étude, comme si les masculinistes réagissaient au mouvement des femmes. C'est une vision qui met en présence des forces égales, dans une dynamique action-réaction. Toutefois, à partir du moment où l'on replace le phénomène dans le contexte de la mondialisation et que l'on comprend qu'il s'agit d'un problème structurel plutôt que conjoncturel, la perspective change. Le concept de ressac rend mieux l'idée que l'origine de l'action vient des hommes, devant le féminisme certes, mais en continuité avec les visées d'une société patriarcale toujours agissante. Le problème en est un d'ajustement entre deux systèmes interreliés, économique et patriarcal.

Nous avons montré que le phénomène des écarts de réussite scolaire entre les garçons et les filles est propre aux pays industrialisés, qui ont instauré des systèmes publics mixtes et démocratiques donnant la possibilité aux filles (et aux enfants des milieux populaires) d'avoir accès au même système d'éducation que les garçons (et que les mieux nantis). Auparavant, chacun des sexes recevait des formations différenciées — et hiérarchisées — dans des lieux différents. Pour la première fois, il est devenu possible de comparer des filles et des garçons inscrits au sein des mêmes programmes scolaires.

Il a fallu attendre la convergence d'un certain nombre de facteurs socio-historiques et politiques pour que puisse se faire la prise de conscience que plus de filles que de garçons persévéraient et performaient dans le système scolaire québécois et ailleurs : 1) l'état de la situation sur les taux d'abandon scolaire des jeunes du secondaire au début des années 1990; 2) la publication de données différenciées selon le sexe qui permettaient la comparaison à l'aide d'indicateurs; 3) la mondialisation de l'économie et l'émergence d'un sentiment d'insécurité chez les hommes; 4) la crise de l'emploi qui a touché tout particulièrement les jeunes hommes au cours de la même période; 5) la réforme de l'éducation et ses orientations

vers la performance et la reddition de comptes; 6) la mobilisation intergénérationnelle dans les familles de milieu modeste et de classe moyenne pour la promotion de leurs filles — y incluant en tout premier lieu la mobilisation des filles elles-mêmes; et 7) l'essor du mouvement des femmes qui a fait de l'éducation un moyen d'accéder et de produire des savoirs en leur proposant une façon de s'émanciper des rôles sociaux traditionnels.

L'effet sensationnaliste recherché par les médias, est de créer un conflit entre les sexes (Foster, 1996) : ce sont les filles contre les garçons. Pourtant, comme le signale Mahony (1996, p. 355) :

« Les féministes, en éducation, ont systématiquement recensé, à l'échelle mondiale, des données sur les façons dont les filles et les femmes sont défavorisées sur le plan scolaire. Ce travail demeure important, surtout dans le contexte actuel marqué par le syndrome de l'inquiétude au sujet des garçons, inquiétude qui semble prendre des proportions épidémiques à l'échelle internationale » [*traduction*].

RECOMMANDATIONS

Il ressort de cette recherche un certain nombre d'enjeux qui nous amènent à formuler des recommandations concernant notamment la surveillance d'Internet et l'accès à l'information sur les femmes par les journalistes.

Concernant la réussite scolaire :

1. Les stéréotypes sexuels et la négation de la diversité intra-groupes de sexe sont très actifs dans le secteur de l'éducation, comme le montre la généralisation à tout le groupe des garçons des difficultés vécues par une minorité d'entre eux ainsi que la généralisation à toutes les filles du succès d'un groupe important de filles. Ainsi, selon le cas, le recours au naturalisme permet de discriminer davantage à l'endroit des filles ou de favoriser les garçons. Dans les deux cas, il est considéré que les filles ou les femmes qui occupent une position meilleure que celle des garçons ou des hommes usurpent la place qui reviendrait de droit à ces derniers. Il importe de déconstruire ces perceptions et de montrer que les filles font encore face à de nombreux obstacles dans leur cheminement scolaire et professionnel.
2. La question de la réussite scolaire abordée sous l'angle des catégorisations sexuelles illustre en fait un enjeu économique et social des plus importants : celui de l'emploi. On sait que si les filles réussissent mieux à l'école, c'est qu'elles consacrent davantage d'heures au travail scolaire (Bouchard et St-Amant, 1996) et s'impliquent davantage dans leur formation, en particulier les filles de milieu modeste (Bouchard *et al.*, 1998; Baudoux et Noircent, 1995). Les objectifs de formation s'élaborent depuis le tout jeune âge. Si une majorité de filles se mobilisent déjà dès la quatrième année du primaire (Gagnon, 1999) et poursuivent dans cette veine au secondaire (Terrail, 1992; Bouchard *et al.*, à paraître) ou au collégial (Ambassa, 1996), c'est entre autres que le discours de leurs parents, et en particulier celui de leurs mères³⁸, les convainc des difficultés particulières qui les attendent sur le marché de l'emploi : difficulté d'obtenir un travail à temps plein ou un travail rémunéré à un salaire équivalant au travail masculin (Bouchard et St-Amant, 1996 ; Bouchard *et al.*, à paraître). En ce sens, il faut continuer de diffuser et de soutenir les initiatives qui permettent aux filles de persévérer dans le système scolaire.
3. Que les rapports sociaux de sexe s'expriment de manière rapide (une décennie) et brutale se constate dans le fait que c'est la première fois que le groupe social dominant des hommes est présenté comme catégorie discriminée. Cette attitude qui consiste à vouloir consacrer davantage de ressources aux garçons nie les inégalités sociales entre hommes et femmes. Elle occulte la division sociale, politique et économique du pouvoir qui maintient toujours les femmes dans des positions moins avantageuses. Les femmes vivent des difficultés à traduire leur capital scolaire en accès à des postes à temps plein ou à des conditions de travail égalitaires. Ce constat incite à faire preuve de prudence dans la répartition des ressources publiques et à maintenir notamment les mesures incitatives qui encouragent les filles à aller vers les professions d'avenir.

Concernant Internet :

4. Compte tenu de l'utilisation croissante que font les groupes masculinistes d'Internet pour développer des sites misogynes qui incitent à la violence et, compte tenu de la croissance des forums de discussion qui servent de moyens pour propager la haine contre les femmes, nous proposons de créer un organisme de surveillance, du type *Hate Watch*, mais centré uniquement sur les rapports sociaux de sexe. Il serait également utile de tenir, publier, diffuser et mettre à jour une liste des groupes misogynes.
5. Dans le contexte où prolifèrent et se forment des réseaux internationaux de ces organisations, l'idée lancée par la Fondation canadienne des droits de la personne de créer des centres d'observation internationaux s'avère pertinente : « [ils] fourniraient une bonne base d'analyse et d'évaluation de la haine sur Internet et une source d'information aux milieux défenseurs des droits de la personne, [...] ils serviraient de chiens de garde et collecteraient des données » (http://www.chrf.ca/francais/education/files/internet/internet_revers.htm : 4).
6. Également, il faudrait intervenir auprès des fournisseurs d'accès en leur suggérant un protocole de conduite.
7. De même, il importe d'appuyer des organismes comme le Réseau éducation médias, qui s'efforcent de sensibiliser et d'informer les jeunes, notamment parce qu'ils sont susceptibles d'être confrontés au discours de désinformation sur la « discrimination scolaire des garçons ».
8. Dans cette même foulée, des études devraient être entreprises pour constituer des dossiers en regard de l'article 319 du *Code criminel*. Il faudrait également prévoir des mécanismes pour assurer la sécurité des personnes qui dénoncent publiquement la propagande haineuse contre les femmes, notamment l'intervention contre les pratiques de harcèlement par courrier électronique ou contre le dénigrement et l'atteinte à la vie privée par l'intermédiaire des sites Internet.

Comme ce recours est limité à la protection d'un groupe identifiable au sens qui en est donné à l'article 318 du Code criminel — «groupe identifiable désigne toute section du public qui se différencie des autres par la couleur, la race, la religion et l'origine ethnique» — et que l'article ne prévoit pas qu'un groupe qui se différencie des autres par son sexe, comme les femmes, peut faire l'objet de propagande haineuse, nous recommandons de modifier l'article 318 pour inclure les femmes parmi les sections du public qui se différencient sur la base de leur sexe dans la définition de « groupe identifiable ».

9. Nous proposons également de créer une stratégie de développement et de soutien à la diffusion par les groupes de femmes de messages positifs et égalitaires sur Internet pour faire contrepoids. Bien que des réseaux comme Net-femmes ou Par-L, par exemple, servent de lieux d'échange, les groupes de femmes ne vont pas spontanément vers la création de sites Internet pour diffuser leurs objectifs et faire de l'action sociale et politique.

Concernant la presse et les autres médias d'information :

10. Nous proposons que soit élaboré un axe principal d'information, de références, de ressources et de données factuelles sur les femmes accessible, par Internet. Ce site comprendrait également de courtes analyses donnant l'heure juste sur la situation des femmes dans différents domaines. Ce site devrait être largement publicisé auprès des journalistes.
11. Également, un réseau d'expertes et d'experts des domaines investis par les masculinistes devrait être mis en place pour réagir à cette campagne de désinformation, d'autant plus que les éléments déclencheurs de ce discours sont connus.

Concernant la collecte et la publication des données statistiques :

12. La publication des données différenciées selon le sexe doit être constamment soutenue par des analyses qui permettent la contextualisation; sans cela, elles alimentent les discours masculinistes.
13. De même, la collecte de données selon le sexe devrait systématiquement être désagrégée par milieux sociaux ou autres variables pertinentes, par exemple le niveau de scolarité, le type de travail, l'origine ethnique, etc.

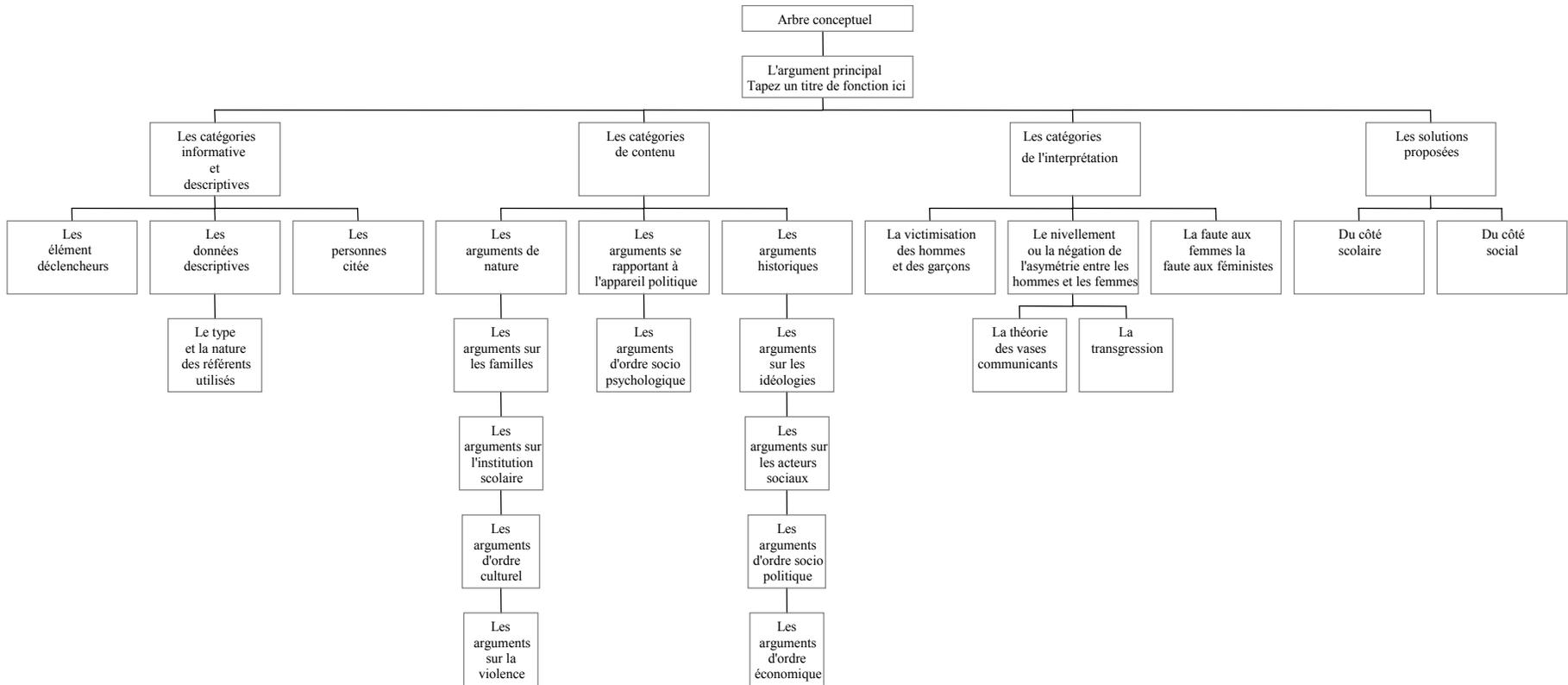
Concernant les effets de ces discours sur les femmes, les groupes de femmes et les féministes :

14. Plusieurs femmes et groupes de femmes peuvent subir les contrecoups de la propagation du discours masculiniste, que ce soit au niveau des subventions pour soutenir les ressources existantes ou en créer de nouvelles, de l'augmentation de la violence contre les femmes et, par conséquent, de l'augmentation de la clientèle à accueillir, de l'accès aux ressources publiques, de l'équité en emploi, de la discrimination possible dans l'application des lois et la création de nouveaux projets de lois ou encore concernant la scolarisation des filles en difficulté — complètement oubliées — et la charge de culpabilisation exercée contre celles qui réussissent, etc. Nous proposons que soit appuyée la mise en place d'un réseau de vigilance et de sensibilisation (un observatoire) entre les personnes et les groupes visés par ces discours, notamment les gais et lesbiennes qui sont victimes de la même propagande haineuse. Ce réseau pourrait également viser une meilleure connaissance des actions exercées par les groupes masculinistes auprès des décideurs politiques afin de les sensibiliser aux limites et aux lacunes de leurs discours. Toutes les orientations, mesures, programmes ou lois visant l'accès à l'égalité devraient notamment faire l'objet d'un suivi.

Concernant la recherche :

15. Nous croyons enfin que d'autres recherches féministes devraient être sollicitées, notamment dans les domaines de « la supposée violence perpétrée par les femmes » et de la garde des enfants, ainsi que dans celui de la santé, afin de jeter les bases empiriques des arguments, concepts et statistiques invoqués par les masculinistes.

ANNEXE 1 : SCHÉMA DE L'ARBRE CONCEPTUEL



ANNEXE III : LES TABLEAUX

Tableau 1 : Les principaux sujets traités

	Can. anglo.	Can. franco.	É.-U.	Australie	France	Total
Éducation	110 (59 %)	92 (49 %)	24 (39 %)	28 (61 %)	29 (41 %)	283
Hyperactivité	9 (5 %)	1 (.5 %)	3 (5 %)	0	0	13
Suicide	15 (8 %)	20 (11 %)	3 (5 %)	5 (11 %)	1 (1.5 %)	44
Dépression	2 (1 %)	0	0	0	0	2
Toxicomanie	2 (1 %)	2 (1 %)	4 (6.5 %)	0	0	8
Violence	59 (31.5 %)	21 (11 %)	18 (29.5 %)	10 (22 %)	2 (3 %)	110
Paternité	21 (11 %)	32 (17 %)	30 (49 %)	0	17 (24 %)	100
Masculinité	19 (10 %)	30 (16 %)	7 (11 %)	6 (13 %)	22 (31 %)	84
N ^{bre} d'articles	187	187	61	46	71	552
N ^{bre} mentions	237	193	89	49	71	639

Note :

Les pourcentages sont pour la plupart arrondis.

Tableau 2 : Les catégories de contenu

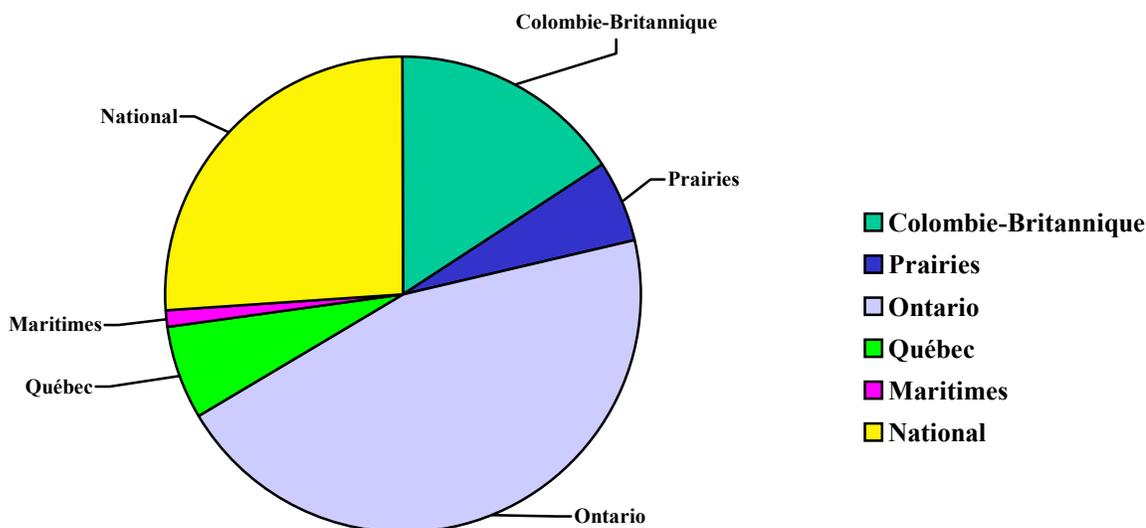
	Can. anglo.	Can. franco.	É.-U.	Australie	France
Nature	41 % (3)	24,5 %	31 %	26 % (3)	21 %
Histoire	39 %	42 % (3)	41 %	22 %	46 % (2)
Famille	35 %	37 %	44 % (3)	22 %	21 %
École	46 % (2)	26 %	24.5 %	28 % (2)	7 %
Acteurs	27 %	21 %	13 %	17 %	13 %
Idéologie	22 %	40 %	46 % (2)	9 %	25 % (3)
Politique	36 %	64 % (1)	24.5 %	19.5 %	46 % (2)
Psychosocial	26 %	32 %	34 %	9 %	51 % (1)
Culture	62.5 % (1)	47.5 % (2)	75 % (1)	39 % (1)	51 % (1)
État	11 %	21 %	28 %	22 %	17 %
Économie	13 %	14 %	21 %	13 %	6 %
Violence	27 %	16 %	13 %	9 %	11 %
N ^{bre} d'articles	187	187	61	46	71

Tableau 3 : Les catégories de l'interprétation

	Can. anglo.	Can. franco.	É.-U.	Australie	France
Victimisation	66,3 %	62,0 %	73,3 %	56,5 %	56,3 %
Vases communicants	11,2 %	13,3 %	22,9 %	6,5 %	11,2 %
Faute des féministes	42,2 %	50,8 %	36,0 %	30,4 %	71,8 %
Nivellement	10,1 %	13,3 %	13,1 %	19,5 %	18,3 %
Transgression	33,6 %	27,8 %	18,0 %	17,3 %	23,9 %
N ^{bre} d'articles	Tot. : 187	Tot. : 187	Tot. : 61	Tot. : 46	Tot. : 71

Tableau 4 : L'intensité de l'argumentation

	Can. anglo.	Can. franco.	É.-U.	Australie	France
Victimisation	43 %	40 %	52 %	41 %	35 %
Vases communicants	7 %	7 %	13 %	4 %	6 %
Faute des féministes	27 %	32 %	18 %	25 %	44 %
Nivellement	6 %	6 %	7 %	11 %	2 %
Transgression	17 %	15 %	10 %	19 %	13 %
N ^{bre} de noyaux de sens	Tot. : 3 300	Tot. : 3 377	Tot. : 1 833	Tot. : 1 517	Tot. : 1 440

Tableau 5 : La répartition au pays des articles de journaux dans la presse canadienne anglophone (N = 170)

Ontario : 45,3 %. Journaux nationaux : 26,5 %. Colombie-Britannique : 15,9 %. Prairies : 5,9 %. Québec : 6,5 %. Maritimes : 1,2 %. (N=170, excluant les articles de revues).

Tableau 6 : La répartition au pays des articles de journaux dans la presse canadienne francophone

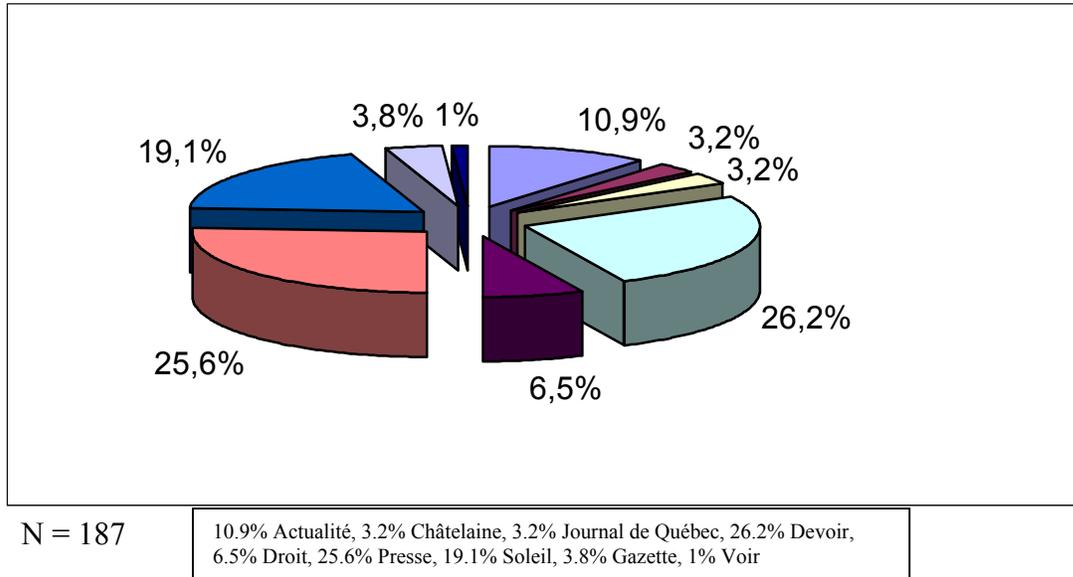


Tableau 7 : La distribution dans le temps des articles de la presse canadienne anglophone

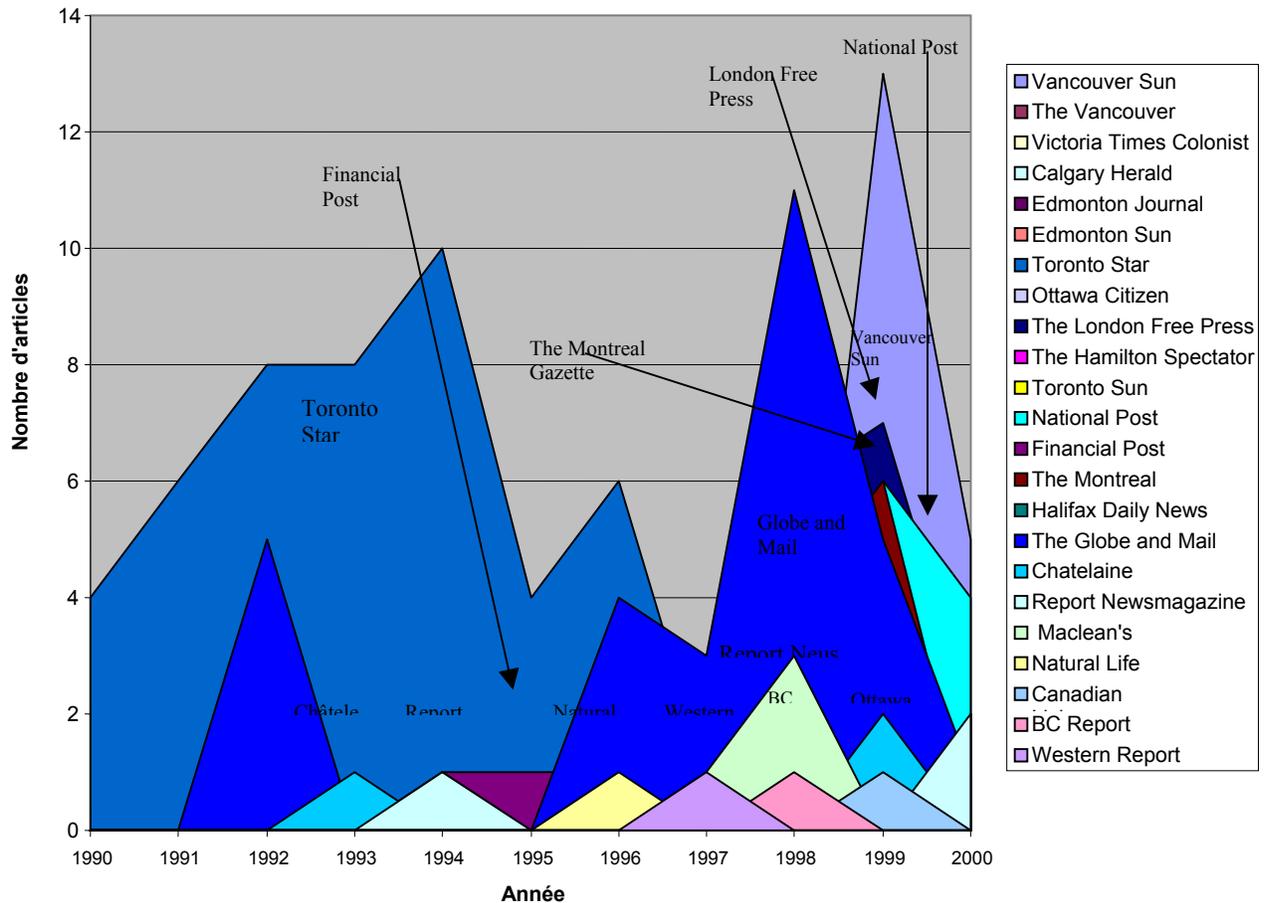


Tableau 8 : La distribution dans le temps des articles de la presse canadienne francophone

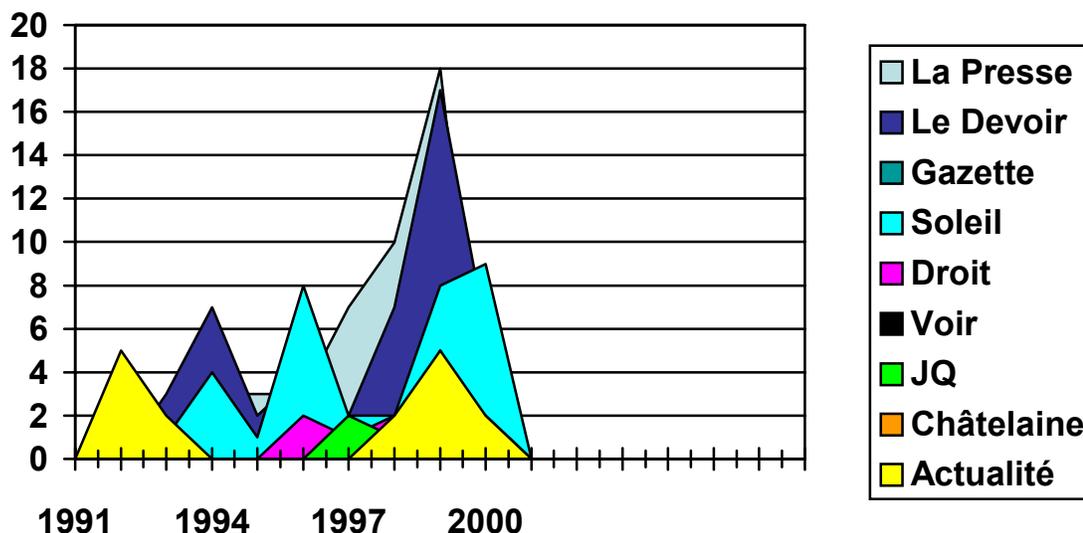


Tableau 9 : La distribution dans le temps des événements déclencheurs dans la presse canadienne anglophone

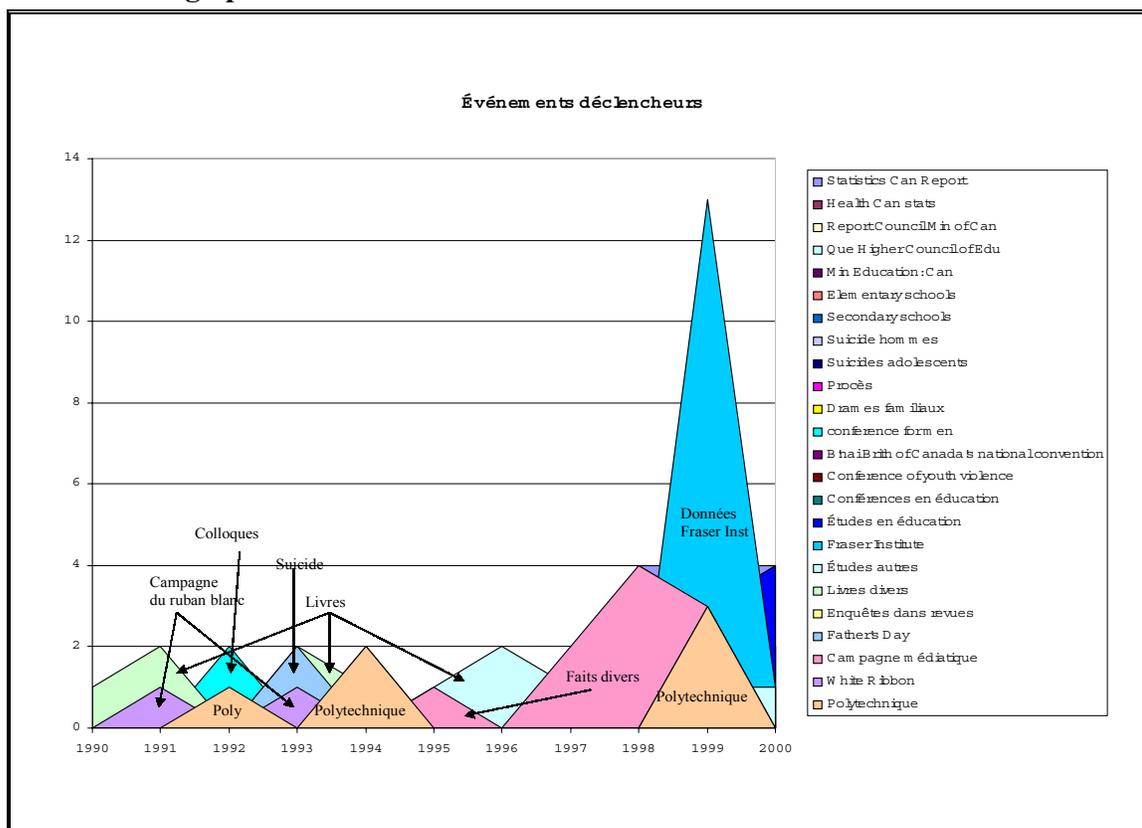


Tableau 10 : La distribution dans le temps des événements déclencheurs dans la presse canadienne francophone

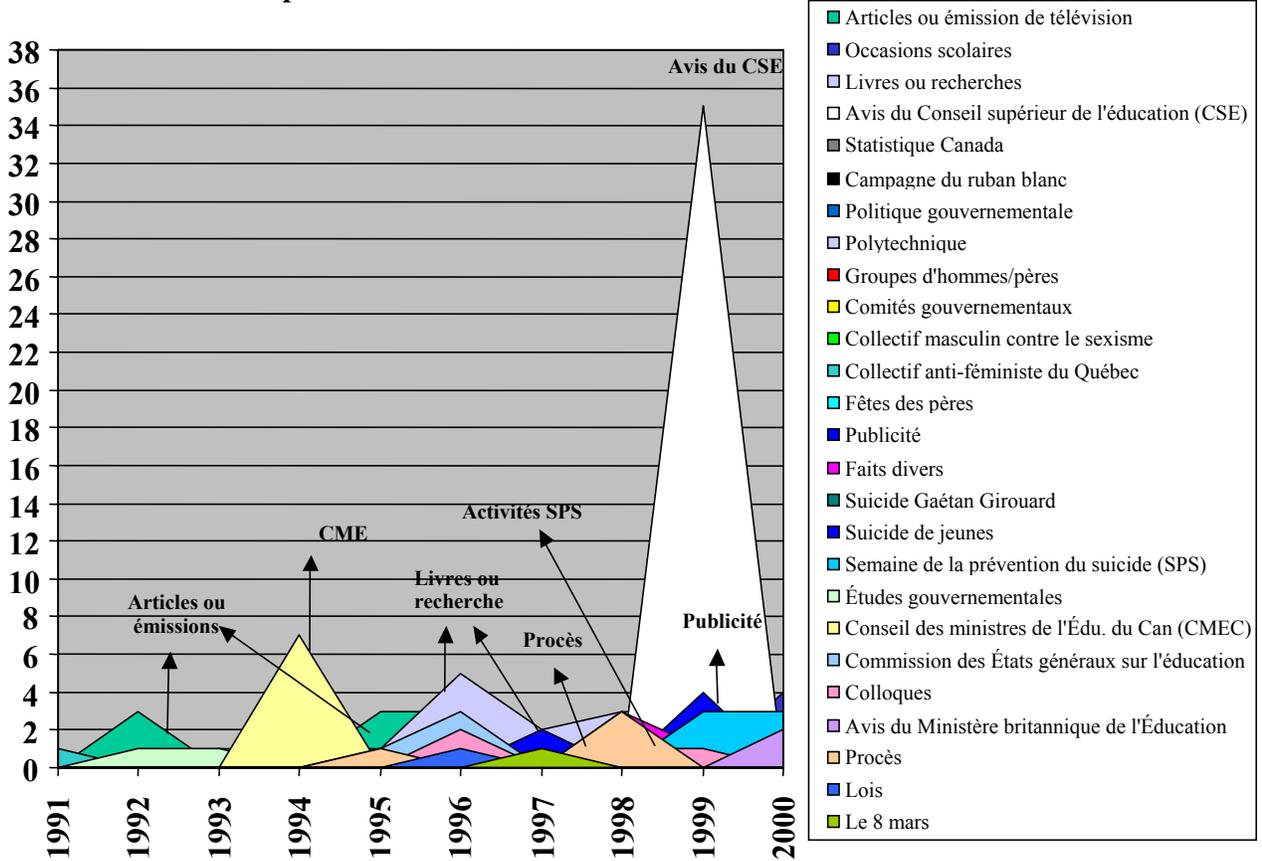


Tableau 11 : Les solutions proposées dans la presse canadienne francophone

- **ID** = Intervention différenciée selon les sexes
- **M** = Augmentation des hommes comme modèles d'identification
- **N-M** = Non-mixité dans les classes ou les écoles
- **PR** = Amélioration des programmes
- **L** = Changement des lois
- **PUB** = Publicité
- **V** = Retour aux valeurs traditionnelles
- **Q** = Établissement de quotas
- **PAR** = Implication parentale

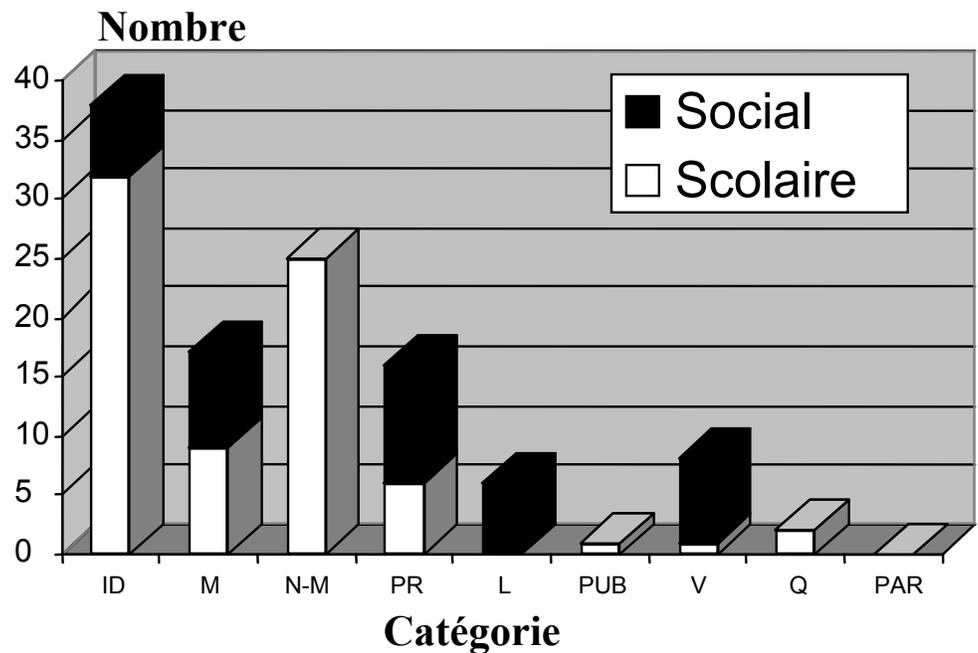


Tableau 12 : Les solutions proposées dans la presse canadienne anglophone

- **ID** = Intervention différenciée selon les sexes
- **M** = Augmentation des hommes comme modèles d'identification
- **N-M** = Non-mixité dans les classes ou les écoles
- **PR** = Amélioration des programmes
- **L** = Changement des lois
- **PUB** = Publicité
- **V** = Retour aux valeurs traditionnelles
- **Q** = Établissement de quotas
- **PAR** = Implication parentale

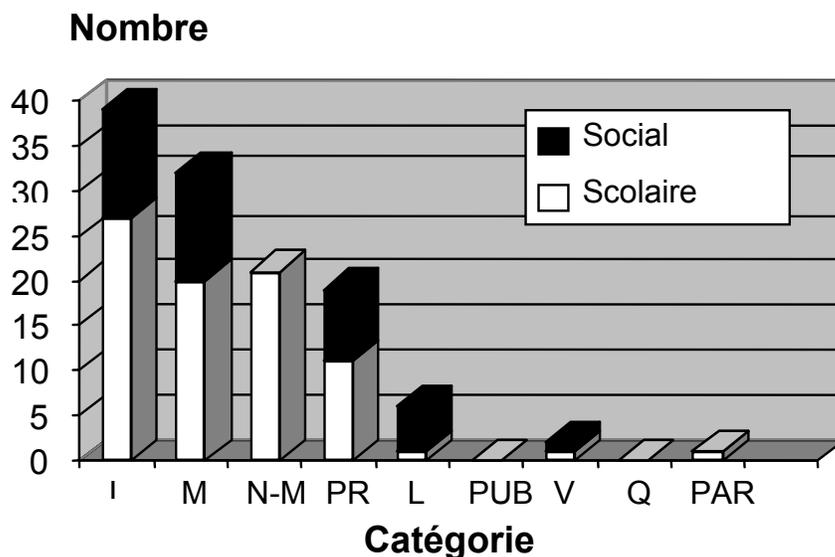


Tableau 13 : Les solutions du contre-discours dans la presse canadienne francophone

- **MI** = Maintien de la mixité
- **PER** = Changement de perception chez les garçons
- **PAR** = Implication parentale
- **L** = Changement des lois
- **PR** = Programmes de sensibilisation

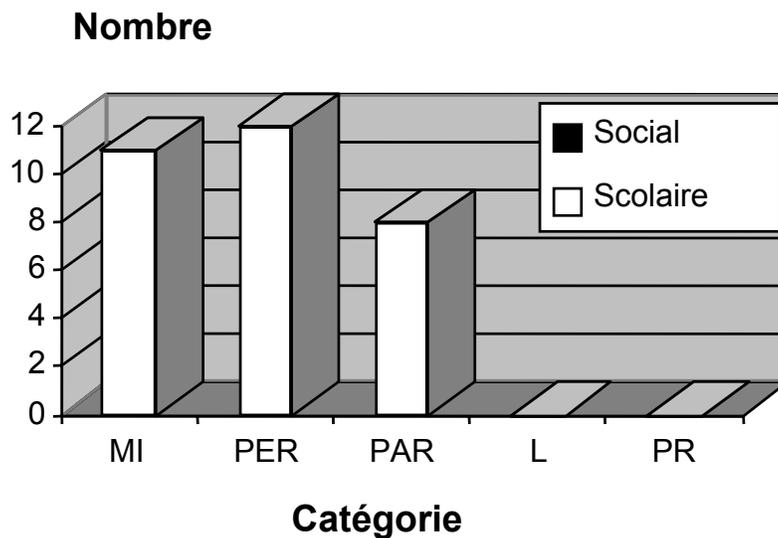


Tableau 14 : Les solutions du contre-discours dans la presse canadienne anglophone**Nombre**

- **MI** = Maintien de la **mixité**
- **PER** = Changement de **perception** chez les garçons
- **PAR** = Implication **parentale**
- **L** = Changement des **lois**
- **PR** = **Programmes** de sensibilisation

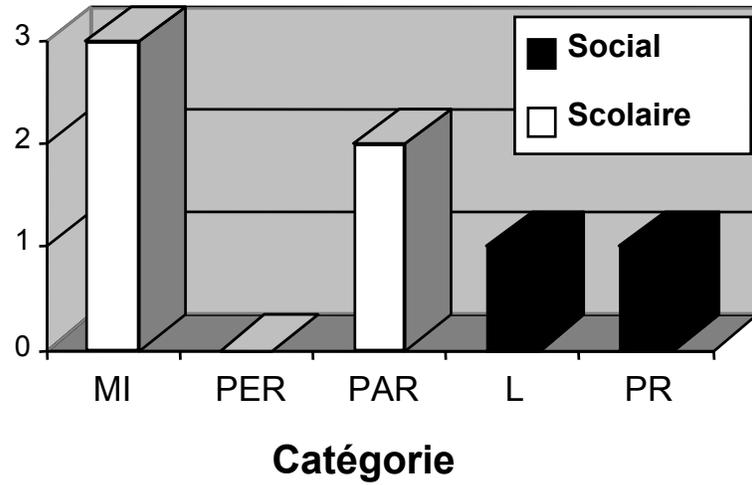


Tableau 15 : Diplômés universitaires selon le domaine d'études et le sexe

	1994	1995	1996	1997	1998
Canada	178 074	178 066	178 116	173 937	172 076
Hommes	76 470	76 022	75 106	73 041	71 949
Femmes	101 604	102 044	103 010	100 896	100 127
Sciences sociales	69 583	68 685	67 862	66 665	67 019
Hommes	30 700	29 741	29 029	28 421	27 993
Femmes	38 883	38 944	38 833	38 244	39 026
Éducation	30 369	30 643	29 792	27 807	25 956
Hommes	9 093	9 400	8 693	8 036	7 565
Femmes	21 276	21 243	21 099	19 771	18 391
Lettres sciences humaines	23 071	22 511	22 357	21 373	20 816
Hommes	8 427	8 428	8 277	8 034	7 589
Femmes	14 644	14 083	14 080	13 339	13 227
Professions et métiers de la santé	12 183	12 473	12 895	13 073	12 658
Hommes	3 475	3 461	3 517	3 460	3 514
Femmes	8 708	9 012	9 378	9 613	9 144
Génie sciences appliquées	12 597	12 863	13 068	12 768	12 830
Hommes	10 285	10 284	10 446	10 125	10 121
Femmes	2 312	2 579	2 622	2 643	2 709
Sciences agricoles et biologiques	10 087	10 501	11 400	11 775	12 209
Hommes	4 309	4 399	4 756	4 780	4 779
Femmes	5 778	6 102	6 644	6 995	7 430
Mathématiques sciences physiques	9 551	9 879	9 786	9 738	9 992
Hommes	6 697	6 941	6 726	6 749	6 876
Femmes	2 854	2 938	3 060	2 989	3 116
Beaux-arts et arts appliqués	5 308	5 240	5 201	5 206	5 256
Hommes	1 773	1 740	1 780	1 706	1 735
Femmes	3 535	3 500	3 421	3 500	3 521
Arts et sciences	5 325	5 271	5 755	5 532	5 340
Hommes	1 711	1 628	1 882	1 730	1 777
Femmes	3 614	3 643	3 873	3 802	3 563

Note :

Inclut les baccalauréats, les premiers grades d'un programme professionnel, les diplômés et les certificats de 1^{er} cycle, les autres titres du 1^{er} cycle, les maîtrises, les doctorats ainsi que les diplômés et les certificats des 2^e et 3^e cycles.

Source :

Statistique Canada, CANSIM, tableau de recoupement 00580602.

Tableau 16 : Les personnes citées dans les journaux canadiens francophones et anglophones

Personnes citées	Canada francophone	Canada anglophone	Total
À une reprise	303	391	694
À plus d'une reprise	59	39	98
Total	362	430	792

Tableau 17 : Les personnes citées dans plus d'un article canadien francophone

Nom	Nombre d'articles	Nom	Nombre d'articles
André Caron	2	Richard Tremblay	2
Anne Thibault	2	Roberta Mura	2
Antoine Baby	2	Susan Faludi	2
Armelle Spain	2	Yves Coutu	2
Aurélien Lessard	2	Carol Gilligan	2
Bernard Rivière	2	Sigmund Freud	3
Brian Mishara	2	Georges Dupuy	3
Louise Lafortune	2	Louis Lafrance	3
Charles Caouette	2	Lucien Bouchard	3
Charles Côté	2	Michel Lavallée	3
Claude Bouchard	2	Michel Perron	3
Claudie Solar	2	Robert Bly	3
Dr J-François Saucier	2	Roch Côté	3
Fernand Boucher	2	Claude Lachaine	4
Ferrel Christensen	2	Placide Munger	4
Gordon Sawyer	2	Richard Cloutier	4
Guy Corneau	2	Robert Bisailon	4
Jacques Tondreau	2	William Pollack	4
Jocelyn Berthelot	2	Louise Lévesque	5
Jeanne Blackburn	2	Manon Théorêt	5
Louise Harel	2	Martin Dufresne	5
Yvon Charbonneau	2	Pauline Marois	5
Lysiane Gagnon	2	Céline Saint-Pierre	6
Marc-André Pelletier	2	Gilles Baril	6
Mario Beaulieu	2	Claudette Gagnon	7
Michael Gurian	2	François Legault	8
Norman Levasseur	2	Germain Dulac	8
Pierre DePassillé	2	J-Claude St-Amant	12
Pierre Michaud	2	Pierrette Bouchard	20
Renée Cloutier	2		

Tableau 18 : Les personnes citées dans plus d'un article canadien anglophone

Nom	Nombre d'articles	Nom	Nombre d'articles
Céline Saint-Pierre	2	Stephen Easton	2
Dan Kindlon	2	Susan Faludi	2
Doreen Kimura	2	Warren Farrell	2
Emma Lyndon	2	Adrienne Snow	3
Ferrel Christensen	2	Doug Blakey	3
Gail Ruddy	2	Gerry Harrington	3
Gary Hunt	2	Jim Gaskell	3
Guy Corneau	2	Mark Holmes	3
Kristin Peterson	2	Mary Gordon	3
Liz Sandals	2	Peter Downes	3
Martin Seligman	2	Phyllis Benedict	3
Matt Sartolli	2	Richard Hawley	3
Michael Thompson	2	Robert Bly	3
Michelle Whyte	2	Michael Kaufman	4
Myriam Miedzian	2	Carol Gilligan	6
Paul Cappon	2	Michael Gurian	7
Peter Ostrowski	2	Peter Cowley	7
Phil Arnold	2	Wes Imms	7
Sandra Witelson	2	William Pollack	11
Sarah Evans	2	Pat Clarke	13
Stephen Byers	2		

Tableau 19 : Les personnes citées dans les articles canadiens francophones et anglophones

Nom	Nombre d'articles Canada francophone	Nombre d'articles Canada anglophone
Allan Roch	1	1
Margaret Mead	1	1
Victor Froese	1	1
Richard Hawley	1	3
Peter Cowley	1	7
Ferrel Christensen	2	2
Guy Corneau	2	2
Susan Faludi	2	2
Carol Gilligan	2	6
Michael Gurian	2	7
Robert Bly	3	3
William Pollack	4	11
Céline Saint-Pierre	6	2
J-Claude St-Amant	12	1
Pierrette Bouchard	20	1

Tableau 20 : Les personnes citées dans plus d'un pays

Expert-e-s	Canada		États-Unis	France	Australie
	Franco.	Anglo.			
Carol Gilligan	X	X	X		
Dan Kindlon		X	X		X
Doreen Kimura		X		X	
Guy Corneau	X	X		X	
Margaret Mead	X	X	X	X	
Michael Thompson		X	X		
Miriam Medzian		X	X		
Richard Hawley	X	X	X		
Robert Bly	X	X	X	X	
Sandra Witelson		X		X	
Susan Faludi	X	X		X	X
William Pollack	X	X	X		X

Tableau 21 : Répartition du travail à temps plein et à temps partiel dans la population de 1997 à 2000 (les deux sexes, en milliers)

	1997	1998	1999	2000	2001
Total	13 774,4	14 140,4	14 531,2	14 909,7	15 076,8
15 à 24	2 043,1	2 101,9	2 206,4	2 289,2	2 313,5
25 à 44	7 468,4	7 576,7	7 634,7	7 703,5	7 680,8
45 et +	4 263,0	4 461,8	4 690,2	4 917,1	5 082,5
T. plein	11 139,7	11 466,6	11 849,2	12 208,1	12 345,2
15 à 24	1 109,8	1 142,6	1 223,0	1 281,0	1 296,4
25 à 44	6 452,0	6 577,3	6 659,6	6 760,2	6 731,5
45 et +	3 577,9	3 746,7	3 966,7	4 167,0	4 317,4
T. partiel	2 634,8	2 673,8	2 681,9	2 701,6	2 731,6
15 à 24	933,3	959,4	983,4	1 008,2	1 017,1
25 à 44	1 016,3	999,4	975,1	943,3	949,3
45 et +	685,1	715,0	723,5	750,0	765,1

Note :

Dernières modifications apportées le 5 février 2002.

Source :

Statistique Canada, CANSIM II, tableaux 279-0003, 279-0010, 279-0014, 279-0018, 279-0020 et 279-0023.

Tableau 22 : Répartition du travail à temps plein et à temps partiel chez les hommes de 1997 à 2000

Hommes	1997	1998	1999	2000	2001
Temps plein	6 716,5	6 851,1	7 052,2	7 219,5	7 265,7
15 à 24	662,5	668,6	712,5	741,3	742,0
25 à 44	3 816,0	3 872,7	3 908,0	3 945,8	3 911,4
45 et +	2 238,0	2 309,8	2 431,7	2 532,4	2 612,2
Temps partiel	791,7	810,3	813,6	829,7	844,0
15 à 24	403,8	412,8	428,5	436,7	441,0
25 à 44	199,6	200,4	184,3	181,1	192,5
45 et +	188,3	197,1	200,9	211,9	210,4

Note :

Dernières modifications apportées le 5 février 2002.

Source :

Statistique Canada, CANSIM II, tableaux 279-0003, 279-0010, 279-0014, 279-0018, 279-0020 et 279-0023.

Tableau 23 : Répartition du travail à temps plein et à temps partiel chez les femmes de 1997 à 2000

Femmes	1997	1998	1999	2000	2001
T. plein	4 423,1	4 615,4	4 797,0	4 988,6	5 079,5
15 à 24 ans	447,3	473,9	510,5	539,6	554,4
25 à 44 ans	2 636,0	2 704,6	2 751,6	2 814,4	2 820,0
45 ans et plus	1 339,8	1 436,9	1 534,9	1 634,6	1 705,1
T. partiel	1 843,1	1 863,5	1 868,3	1 871,8	1 887,6
15 à 24 ans	529,5	546,6	554,9	571,5	576,1
25 à 44 ans	816,8	799,0	790,8	762,3	756,8
45 ans et +	496,8	518,0	522,6	538,1	554,7

Source :

Statistique Canada, CANSIM II, tableaux 279-0003, 279-0010, 279-0014, 279-0018, 279-0020 et 279-0023

Tableau 24 : Les gains moyens selon le sexe et le régime de travail (en dollars constants de 1999)

Année	Ensemble des travailleurs		Ratio des gains %
	Femmes	Hommes	
1990	20 318	33 997	59,8
1991	20 320	33 054	61,5
1992	21 016	32 930	63,8
1993	20 770	32 316	64,3
1994	20 984	33 748	62,2
1995	21 449	32 988	65,0
1996	21 244	32 901	64,6
1997	21 380	33 700	63,4
1998	22 384	34 769	64,4
1999	22 535	35 169	64,1

Notes :

Les données antérieures à l'année 1996 proviennent de l'Enquête sur les finances des consommateurs (EFC).

À partir de 1996, elles proviennent de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR).

Dernières modifications apportées le 25 octobre 2001.

Source :

Statistique Canada, Division de la statistique du revenu.

Tableau 25 : Pourcentage d'enfants souffrant de diverses problématiques selon les types de familles et les milieux

	[1] Mères seules défavorisées (sous le seuil de faible revenu)	[2] Mères seules au-dessus du seuil de faible revenu	[3] Couples défavorisés (sous le seuil de faible revenu)	[4] Couples au-dessus du seuil de faible revenu)	[5] Total
(pourcent de l'échantillon)					
Hyperactivité	9	9	4	4	5
Troubles des conduites	15	9	7	6	7
Troubles affectifs	18	14	10	8	10
Un ou plusieurs troubles psychiatriques	29	22	16	14	16
Reprise d'une année	13	9	8	4	5
Piètre réussite scolaire	7	3	4	2	3
Fréquents problèmes sociaux	9	4	5	2	3
Un ou plusieurs problèmes quelconques	43	32	24	20	23

Notes :

Les colonnes [2] et [4] se rapportent aux familles au-dessus du seuil de faible revenu.

Nombre d'observations : 12 735 enfants (de 4 à 11 ans) pour les troubles psychiatriques et 9 283 enfants (de 6 à 11 ans) pour les difficultés scolaires et sociales. Seuils de l'ESEO.

Source :

Corak (1998).

Tableau 26 : Suicides et taux de suicide selon le sexe et l'âge

	Nombre de suicides		Taux de suicide pour 100 000 habitants			
	1996	1997	1981	1991	1996	1997
Tous les âges	3 941	3 681	14,0	13,3	13,2	12,3
Hommes	3 093	2 914	21,3	21,6	20,8	19,6
Femmes	848	767	6,8	5,3	5,6	5,1
- de 15 ans	41	51	0,7	0,6	0,7	0,9
Hommes	32	39	1,0	0,7	1,1	1,4
Femmes	9	12	0,4	0,4	0,3	0,4
15 à 19 ans	231	261	12,7	13,8	11,5	12,9
Hommes	190	207	21,2	23,0	18,5	19,9
Femmes	41	54	3,8	4,0	4,2	5,5
20 à 24 ans	350	293	19,6	18,2	17,2	14,5
Hommes	300	257	33,2	31,7	29,0	24,9
Femmes	50	36	5,9	4,1	5,0	3,6
25 à 44 ans	1 770	1 549	17,4	18,1	17,9	15,8
Hommes	1 390	1 228	26,2	28,8	24,7	25,0
Femmes	380	321	8,6	7,6	8,6	6,6
45 à 64 ans	1 060	1 075	20,1	16,2	16,6	16,5
Hommes	786	826	28,6	25,7	24,7	25,5
Femmes	274	249	11,9	6,9	8,6	7,6
65 ans et plus	489	452	18,3	14,2	13,4	12,4
Hommes	395	357	30,4	26,3	25,6	23,0
Femmes	94	95	9,2	5,6	4,5	4,5

Notes :

- Néant ou zéro.

x Nombre indisponible, confidentiel ou n'ayant pas lieu de figurer.

Source :

Statistique Canada, publication n° 82F0075XCB au catalogue.

Tableau 27 : Nombre de semaines d'épisode dépressif au cours des 52 dernières semaines, selon l'âge et le sexe

	N ^{bre} de personnes atteintes de dépression (en milliers)	N ^{bre} moyen de semaines	Nombre de semaines d'épisode dépressif ¹ (% de personnes)			
			2 à 4	5 à 11	12 à 26	27 à 52
12 ans et plus	1 314	7,5	42	24	21	13
Hommes	480	8,0	51	21	16	12
Femmes	834	7,0	36	26	24	14
12 à 14 ans	27	4,6	70	x	x	x
Hommes	9	4,7	x	–	x	–
Femmes	18	4,4	62	x	x	x
15 à 17 ans	86	5,0	51	24	x	x
Hommes	26	5,0	77	x	x	–
Femmes	60	5,0	40	25	x	x
18 à 19 ans	70	5,4	69	18	x	x
Hommes	22	5,3	x	x	x	–
Femmes	48	5,4	70	x	x	x
20 à 24 ans	122	6,1	43	30	23	x
Hommes	42	6,4	55	x	x	x
Femmes	80	6,0	37	33	26	x
25 à 34 ans	294	6,2	43	28	19	9
Hommes	110	6,0	54	19	18	9
Femmes	184	6,3	37	34	20	9
35 à 44 ans	344	6,9	37	27	24	12
Hommes	134	6,8	42	27	17	13
Femmes	210	6,9	34	27	29	11
45 à 54 ans	200	7,8	31	22	27	20
Hommes	78	8,0	41	25	13	22
Femmes	122	7,7	24	21	36	19
55 à 64 ans	95	8,4	38	10	28	24
Hommes	29	8,9	51	x	x	x
Femmes	66	8,1	32	11	29	28
65 à 74 ans	48	9,1	38	17	16	x
Hommes	18	9,2	x	x	x	x
Femmes	30	9,0	31	x	x	x
75 ans et +	28	10,3	46	x	x	x
Hommes	12	10,8	x	x	x	x
Femmes	16	10,0	x	x	x	x

Notes :

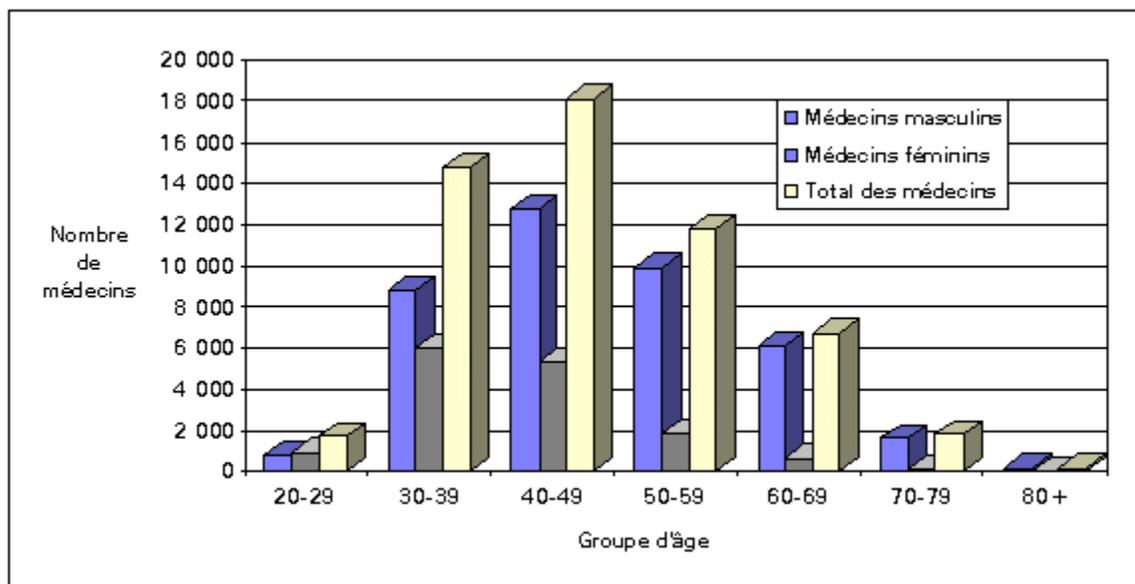
– Néant ou zéro.

x Nombre indisponible, confidentiel ou n'ayant pas lieu de figurer.

¹ La question n'a été posée qu'aux personnes qui indiquaient se sentir tristes, démoralisées, déprimées ou sans intérêt pour quoi que ce soit.

Source :

Statistique Canada, Enquête nationale sur la santé de la population, 1996-1997.

Tableau 28 : Nombre de médecins selon le groupe d'âge et le sexe

Source :

Base de données médicales Southam, Institut canadien d'information sur la santé.

Tableau 29 : Gravité de la violence conjugale selon le sexe

	Victimes autochtones de violence conjugale						Victimes non autochtones de violence conjugale					
	Total		Femmes		Hommes		Total		Femmes		Hommes	
	N ^{bre} (milliers)	%	N ^{bre} (milliers)	%	N ^{bre} (milliers)	%	N ^{bre} (milliers)	%	N ^{bre} (milliers)	%	N ^{bre} (milliers)	%
Total des actes de violence par un conjoint ou une conjointe	60	100	44	100	17	100	1 156	100	632	100	524	100
Blessures physiques	25	41†	21	49†	--	--	324	28	255	40	69	13
Pas de blessures physiques	36	59	22	51†	14	81	815	71	368	58	447	85
Non déclaré oy ne sait pas	--	--	--	--	--	--	17	1†	--	--	--	--
A reçu des soins médicaux	11	18†	10	23†	--	--	108	9	94	15	14	3†
N'a pas reçu de soins médicaux	14	23†	11	26†	--	--	215	19	160	25	55	11
Pas de blessure physique	36	59	22	51†	--	--	815	71	368	58	447	85
Non déclaré ou ne sait pas	--	--	--	--	--	--	18	2†	--	--	--	--
Craignait que sa vie soit en danger	19	32†	17	39†	--	--	277	24	239	38	38	7†
Ne craignait pas que sa vie soit en danger	40	66	26	59	14	84	858	74	383	61	475	91
Non déclaré ou ne sait pas	--	--	--	--	--	--	21	2†	--	--	--	--

Notes :

-- nombres infimes.

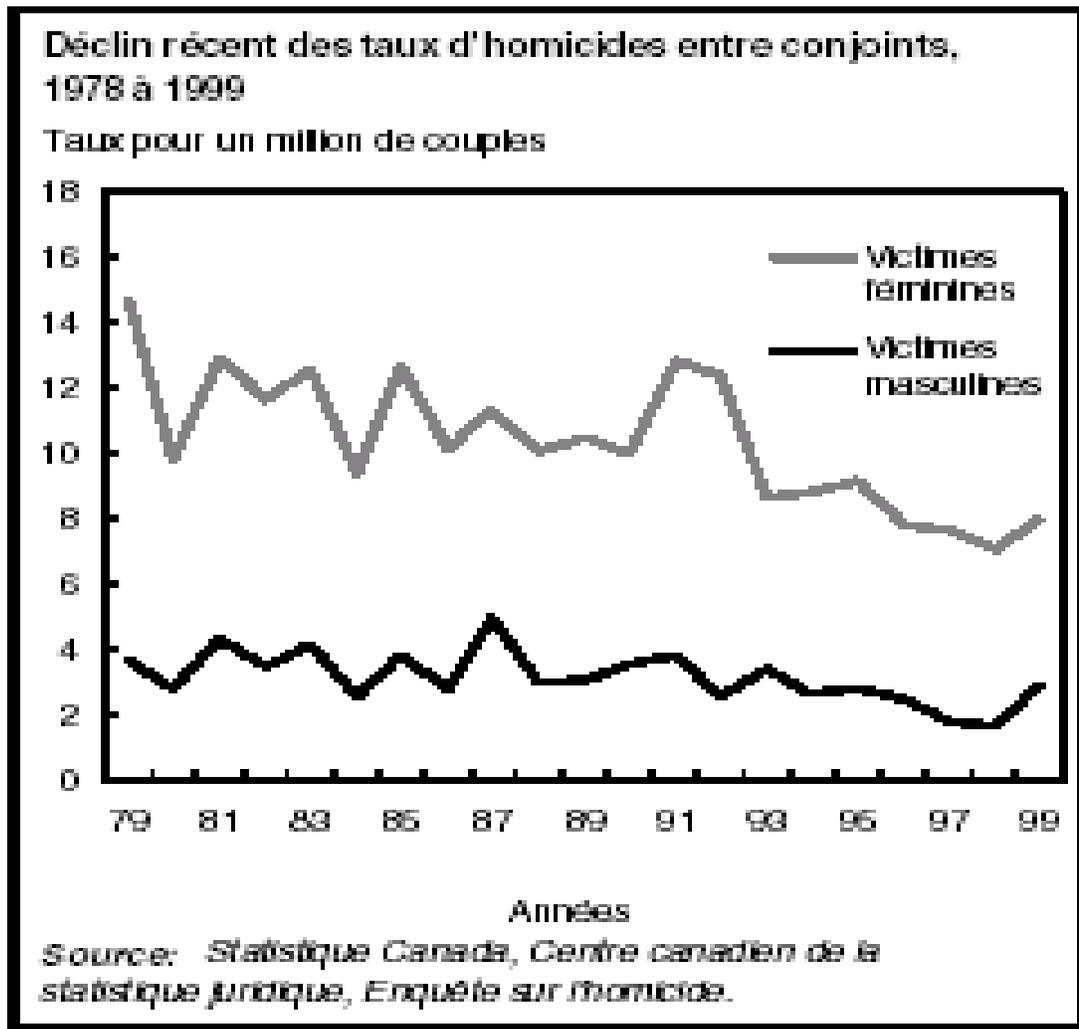
† Le coefficient de variation est élevé (16,6 pourcent à 33,3 pourcent).

Le total des pourcentages peut ne pas correspondre à 100 pourcentage an raison de l'arrondissement.

Source :

Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1999.

Tableau 30 : Les taux d'homicides entre conjoints



ANNEXE IV : LISTE DES JOURNAUX ET REVUES ET LEURS CODES

Quotidiens

La presse anglophone

The Vancouver Sun (Colombie-Britannique) : vs
Vancouver Province (Colombie-Britannique) : vp
Victoria Times Colonist (Colombie-Britannique) : vtc
Calgary Herald (Alberta) : ch
Edmonton Journal (Alberta) : ej
The Edmonton Sun (Alberta) : es
Toronto Star (Ontario) : ts
Ottawa Citizen (Ontario) : oc
The London Free Press (Ontario) : lfp
The Hamilton Spectator (Ontario) : sh
The Toronto Sun (Ontario) : tsun
National Post (Ontario) : np
Financial Post (Ontario) : fp
The Montreal Gazette (Québec) : gm
Halifax Daily News (Nouvelle-Écosse) : hdn
The Globe and Mail (Canada) : GM
Financial Post (Canada) : fp

La presse francophone

La Presse : p
Le Devoir : d
Le Soleil : s
Journal Voir : v
Journal de Québec : jq
Le Droit (Ottawa) : dr

Revues

La presse anglophone

Chatelaine : Chat
Report Newsmagazine : RNews
Maclean's : Macl
Natural Life : NL
Canadian Living : CL
BC Report : BCR
Western Report : WR

La presse francophone

Châtelaine : CHAT
Actualité : a
Gazette des femmes : gaz

BIBLIOGRAPHIE

- ADLER, P., S.J. KLESS et P. ADLER. « Socialization to Gender Roles: Popularity among Elementary School Boys and Girls », *Sociology of Education*, n° 65 (juillet 1992), p. 169-187.
- AMBASSA, M.-G. *Influence des stéréotypes associés au sexe dans la transformation de la réussite scolaire en réussite sociale chez les étudiantes du collégial II*, Québec, Université Laval, mémoire de maîtrise, mars 1996.
- AMERICAN ASSOCIATION OF UNIVERSITY WOMEN. *Separated by Sex. A Critical Look at Single-Sex Education for Girls*, Washington, AAUW, 1998.
- L'APRÈS-RUPTURE. <http://www.lapresrupture.qc.ca>, consulté le 7 décembre 2001 et http://lapresrupture.qc.ca/lettre_mgingras.html (vérification refaite le 30 avril 2002).
- BAUDOUX, C. *La gestion en éducation. Une affaire d'hommes ou de femmes?* Cap-Rouge, Les Presses Inter Universitaires, 1994.
- BAUDOUX, C. et A. NOIRCENT. « Culture mixte des classes et stratégies des filles », *Revue française de pédagogie*, n° 110 (janvier-février-mars 1995), p. 5-15.
- BAUDOUX, C., A. NOIRCENT, P. BOUCHARD et J.C. ST-AMANT. « Réussite scolaire et genre » dans *École et gestion de la diversité*, publié sous la direction de P. Toussaint et R. Fortin, Montréal, Éditions Logiques, 1998.
- BAUDELLOT, C. et R. ESTABLET. *Allez les filles!*, Paris, Seuil, 1992.
- BC FATHERS, www.fathers.bc.ca, consulté le 3 octobre 2002.
- BEST, R. *We've all got scars*, Bloomington, Indiana University Press, 1983.
- BOUCHARD, P. et J.C. ST-AMANT. « La réussite scolaire des filles et l'abandon des garçons : un enjeu à portée politique pour les femmes », *Recherches féministes*, vol. 6, n° 2 (1993), p. 21-39.
- BOUCHARD, P. « O Êxito Escolar das Meninas em Quebec : O surgimento de uma nova ideologia de sexo ou o discurso da usurpação », *Revista Estudos Feministas*, Universidad Federale, Rio de Janeiro, Numero especial, 2 sem. (automne 1994), p. 368-387.
- . « Dossier mixité ou non-mixité à l'école. Des arguments d'ordre pédagogique, historique et politique invitent à la plus grande prudence », *Relations*, Dossier Controverse, automne 2001.

- BOUCHARD, P. et J.C. ST-AMANT. *Garçons et filles, stéréotypes et réussite scolaire*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1996.
- BOUCHARD, P., J.C. ST-AMANT et C. BAUDOUX. « Proximité ou distance : les rapports des garçons et des filles à la culture scolaire », dans *L'école et les changements sociaux*, collectif publié sous la direction de M. Hardy, Y. Bouchard et G. Fortier, Montréal, Éditions Logiques, 1998, p. 357-374.
- BOUCHARD, P., J.C. ST-AMANT et C. GAGNON. « Pratiques de masculinité à l'école québécoise », *Revue canadienne d'éducation*, vol. 25, n° 2 (2001), p. 73-87.
- BOUCHARD, P., J.C. ST-AMANT et J. TONDREAU. « Socialisation sexuée, soumission et résistance chez les garçons et les filles de troisième secondaire au Québec », *Recherches féministes*, vol. 9, n° 1 (1996), p. 105-133.
- . *De l'amour de l'école. Points de vue de jeunes de quinze ans*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1997.
- BOUCHARD, P., N. RINFRET, C. BAUDOUX, J.C. ST-AMANT et N. BOUCHARD. *Dynamiques familiales de la réussite scolaire au secondaire*, Université Laval, Québec, Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes, à paraître.
- BOUCHARD, P., J.C. ST-AMANT, M. GAUVIN, M. QUINTAL, R. CARRIER et C. GAGNON. *Familles, école et milieu populaire*, Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire, Québec, Université Laval, 2000.
- BOUCHARD, P. et al. *Les héritières du féminisme*, Université Laval, Québec, Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes, à paraître.
- BRAIS, Yves. *Retard scolaire au primaire et poursuite des études*, Québec, ministère de l'Éducation, Direction de la recherche, 1991.
- CAMPAGNE 2000, dépliant de rapport, *La pauvreté de l'enfance au Canada*, Toronto, 1999.
- CANADA, COMITÉ CANADIEN SUR LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES. *Un nouvel horizon : éliminer la violence, atteindre l'égalité*, Ottawa, ministre des Approvisionnement et Services, 1993.
- CANADA, CONDITION FÉMININE CANADA. « Les femmes, l'éducation et la formation », Beijing +5, <http://www.swc-cfc.gc.ca/publish/beijing5/education-training-f.html>, 2001.
- CANADA, MINISTÈRE DE LA JUSTICE. <http://lois.justice.gc.ca/fr/C-46/15351.html>, consulté en 2002.

- CANADA, SANTÉ CANADA, *La santé des femmes âgées*, Bureau pour la santé des femmes www.hc-sc.gc.ca/français/femmes/faits,agees.htm, 2002.
- CANADA, STATISTIQUE CANADA. *Après l'école. Résultats d'une enquête nationale comparant les sortants de l'école aux diplômés d'études secondaires âgés de 18 à 20 ans*, Ottawa : Ressources humaines et Travail Canada, 1993a.
- . *Portrait statistique des femmes au Canada*, http://www.criaw-icref.ca/Pauvrete_fiche.htm#23, 1993b.
- . *Portrait statistique des femmes au Canada*, Troisième édition, Ottawa, ministre de l'Industrie, 1995.
- . « Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes : Les changements dans l'environnement familial », *Le Quotidien*, 2 juin 1998.
- . *La violence familiale au Canada : un profil statistique*, Ottawa, ministre de l'Industrie, 1999a, p. 19.
- . « L'homicide au Canada 1988 », *Le Quotidien*, 7 octobre 1999, 1999b.
- . « Délinquants sexuels », *Juristat*, Centre canadien de la statistique juridique, vol. 19, n° 3. (mars 1999), p. 1, 1999c.
- . *L'écart persistant : Nouvelle évidence empirique concernant l'écart salarial entre les hommes et les femmes au Canada*, Ottawa, ministre de l'Industrie, 1999d.
- . *Femmes au Canada 2000*, Statistique Canada, n° de catalogue 89-503-XPF, Ottawa, Statistique Canada, 2000.
- CENTRE CANADIEN DE RESSOURCES POUR LES VICTIMES DE CRIMES.
<http://www.crcvc.ca/Ressources/criminal%20harassment.fr.html>, consulté le 3 octobre 2002.
- CENTRE FOR SOCIAL JUSTICE. *The Growing Gap: A look at increasing inequality between the rich and the poor*, Fédération du travail de l'Ontario, octobre 1998.
- CLATTERBAUGH, K. *Contemporary Perspectives on Masculinity: Men, Women and Politics in Modern Society*, Boulder (CO), Westview Press, 1997.
- COHEN, Michèle. « 'A habit of healthy idleness': boys' underachievement in historical perspective », *Failing Boys? Issues in Gender and Achievement*, publié sous la direction de Debbie Epstein *et al.*, Buckingham – Philadelphia, Open University Press, 1998.
- CONNELL, R.W. *Masculinities*, Berkeley, University of California Press, 1995.

- CONSEIL DE RECHERCHE EN SCIENCES HUMAINES DU CANADA. *Rapport sur la croissance, le développement humain et la cohésion sociale. Grandes tendances*, <http://policyresearch.schoolnet.ca/networks/cohsoc/socialco-f.htm>, dernière mise à jour, 31 août 1999.
- CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL. *Profil du bien-être social : mythes et réalités*, Ottawa, CNBS, 1998.
- CORAK, MILES. *Les marchés du travail, les institutions sociales et l'avenir des enfants au Canada*, Statistique Canada, Catalogue N° 89-553-XIB, Novembre 1998.
- CÔTÉ, ANDRÉE. « Sortir de la violence conjugale en 2001 : toujours une course à obstacles », *Notes pour la Commission d'étude sur les besoins des femmes et des enfants victimes de violence conjugale*, Montréal, 2001.
- COWLEY, P. « Boys, Girls and Grades: Academic Gender Balance in British Columbia's Secondary Schools », Vancouver, Fraser Institute, <http://www.fraserinstitute.ca/>, 1999.
- CYBERSOLIDAIRES. *Sortir de la violence conjugale : une course à obstacles insensée!*, <http://cybersolidaires.org/actus/maison.html>, 2001.
- DAGENAIS, H. et A.-M. DEVREUX. « Les hommes, les rapports sociaux de sexe et le féminisme : des avancées sous le signe de l'ambiguïté », *Recherches féministes*, vol.11, n° 2 (1998), P. 1-23.
- DALLAIRE, Y. *Homme et fier de l'être*, Québec, Éditions Option-Santé, 2001.
- DUFRESNE, M. « Masculinisme et criminalité sexiste », *Recherches féministes*, vol. 11, n° 2 (1998), p. 125-137.
- DUMONT, M. et N. FAHMY-EID. *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*, Montréal, Boréal-Express, 1983.
- . *Les couventines*, Montréal, Boréal-Express, 1986.
- DUMONT, M. et S. LANTHIER. « Pas d'histoire, les femmes! Le féminisme dans un magazine québécois à grand tirage : *L'Actualité* 1960-1996 », *Recherches féministes*, vol. 11, n° 2 (1998), p. 101-124.
- DUPUY, G. *Coupable d'être un homme*, Montréal, VLB éditeur, 2000.
- DURU-BELLAT, M. *L'école des filles. Quelle formation pour quels rôles sociaux?*, Paris, L'Harmattan, 1990.
- . « Réussir en maths : plus dur pour une fille? », *Cahiers pédagogiques*, n° 310 (1993).

- . « La ‘découverte’ de la variable sexe et ses implications théoriques dans la sociologie de l’éducation française », *Nouvelles questions féministes*, vol. 15, n° 1 (1994), p. 35-68.
- . « Filles et garçons à l’école, approches sociologiques et psychologiques », *Revue française de pédagogie*, n° 110 (janvier-février-mars 1995), p. 75-109.
- EHRENREICH, B. et D. ENGLISH. *Sorcières, sages-femmes et infirmières : une histoire des femmes et de la médecine*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1976.
- . *Des experts et des femmes. 150 ans de conseils prodigués aux femmes*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1982.
- ÉMOND, H. « Le féminisme : le Backlash. C’est la faute des féministes », http://www.quebec.ca/mag/mag2002_01/dossier2002-01.html, 2002.
- EPSTEIN, D. « Real boys don’t work: ‘underachievement’, masculinity and the harassment of ‘sissies’ » dans *Failing Boys? Issues in Gender and Achievement*, publié sous la direction d’Epstein *et al.*, Buckingham – Philadelphia, Open University Press, 1998, p. 96-108.
- EPSTEIN, D., J. ELWOOD, V. HEY et J. MAW. « Schoolboy frictions: feminism and ‘failing’ boys », dans *Failing Boys? Issues in Gender and Achievement*, publié sous la direction d’Epstein *et al.*, Buckingham – Philadelphia, Open University Press, 1998, p. 3-18.
- FALQUET, Jules-France. « Guerre de basse intensité contre les femmes? La violence domestique comme torture, réflexions à partir du cas salvadorien », *Nouvelles questions féministes*, vol. 18, n° 3-4 (1997), p. 127-157.
- . (publié sous la direction de). *L’avenir-santé au féminin*, Montréal, Gaétan Morin éditeur, 1989.
- FALUDI, S. *Backlash. La guerre froide contre les femmes*, Paris, Des femmes, 1993.
- FATHERS’ RIGHTS GROUPS & SUPPORT IN CANADA ON THE CANADIAN LAWYER. <http://www.canlaw.com/rights/fathers.htm>, consulté le 3 octobre 2002.
- FELOUZIS, G. *Filles et garçons au collège. Comportements, dispositions et réussite scolaire en sixième et cinquième*, thèse de doctorat, Aix-en-Provence, Université de Provence, 1990.
- . « Interactions en classe et réussite scolaire : une analyse des différences filles-garçons », *Revue française de pédagogie*, n° 34 (1993), p. 199-222.

- FLOOD, M. « Responding to Men's Rights », *XY: Men, Sex, Politics*, vol. 7, n° 2 (1997), p. 37-39.
- FONDATION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE. http://www.chrf.ca/francais/education/files/internet/internet_revers.htm, consulté le 4 avril 2002.
- FOSTER, V. « Space Invaders: Desire and Threat in the Schooling of Girls », *The High School Journal*, (février-mars 1996), p. 191-201.
- FRANKLIN, R. A. *Faire face à la haine sur Internet : définir la haine*, Réseau éducation-médias, <http://www.media-awareness.ca/fre/haine/definir.htm>, 2002.
- GAGNON, C. *Pour réussir dès le primaire. Filles et garçons face à l'école*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1999.
- GALLAND, O. « Représentations du devenir et reproduction sociale : le cas des lycéens d'Elboeuf », *Sociologie du travail*, n° 3 (1988), p. 399-417.
- GENDRON, C. et M. BEAUREGARD (publié sous la direction de). *Les femmes et la santé*, Montréal, Gaétan Morin éditeur, 1985.
- GILBORN, D. « Young, black and failed by school: the market, education reform and black students », *International Journal of Inclusive Education*, vol. 1, n° 1 (1997), p. 65-87.
- HEATH, S. « Watching the Backlash: the problematisation of young women's academic success in 1990s Britain », *Discourse: studies in the cultural politics of education*, vol. 20, n° 2 (1999), p. 249-266.
- HEISE, LORI, MARY ELLSBERG ET MEGAN GOTTERMOELLER. « Ending Violence Against Women », *Population Reports*, Series L, n° 11, Johns Hopkins University School of Public Health, Population Information Program, décembre 1999.
- HEY, V., D. LEONARD, H. DANIELS et M. SMITH. « Boys' underachievement, special needs practices and questions of equity » dans *Failing Boys? Issues in Gender and Achievement*, publié sous la direction d'Epstein *et al.*, Buckingham – Philadelphia, Open University Press, 1998, p. 128-144.
- INSTITUT DE LA SANTÉ DES HOMMES ET DES FEMMES (ISHF). *Demandes de propositions et Aperçu des programmes*, Instituts de recherche en santé du Canada, http://www.cihr.ca/institutes/igh/funding_opportunities/igh_new_pers_f.shtml, 2001, consulté le 12 décembre 2001.
- JACKSON, D. « Breaking out of the binary trap: boys' underachievement, schooling and gender relations » dans *Failing Boys? Issues in Gender and Achievement*, publié sous la direction d'Epstein *et al.*, Buckingham – Philadelphia, Open University Press, 1998, p. 76-95.

- KENWAY, J. « Reasserting Masculinity in Australian Schools », *Women's Studies International Forum*, vol. 19, n° 4 (1996), p. 447-466.
- KENWAY, J. et S. WILLIS (avec la collab. de J. Blackmore et L. Rennie). *Answering Back: Girls, Boys and Feminism in Schools*, London, Routledge, 1998.
- KIMMEL, M. « 'What About the Boys?' What the Current Debates Tell us, and Don't Tell Us, about Boys in School », présentation à la 6th annual K-12 Gender Equity in Schools Conference, Wellesley College Center for Research on Women, 12 janvier 2000.
- KRUSE, A-M. « Approaches to Teaching Girls and Boys. Current Debates, Practices, and Perspectives in Denmark », *Women's Studies International Forum*, vol. 19, n° 4 (1996), p. 429-445.
- LAROSE, F., J. BOURQUE, B. TERISSE et J. KURTNESS. « La résilience scolaire comme indice d'acculturation chez les Autochtones », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. XXVII, n° 1 (2001), p. 151-180.
- LEMPEN-RICCI, S. et T. MOREAU (travaux réunis par). *Vers une éducation non sexiste*, Lausanne, Réalités sociales, 1987.
- LENT, B. « Obstetrical issues in wife abuse », *Canadian Journal of Obstetrics/Gynaecology & Women's Health Care*, vol. 4, n° 5 (1992), p. 330-33, cité dans Comité canadien sur la violence faite aux femmes, p. 34, 1993.
- LINGARD, B. et P. DOUGLAS. *Men Engaging Feminisms. Pro-feminism, Backlashes and Schooling*, Buckingham-Philadelphia, Open University Press, 1999.
- MAC AN GHAILL, M. « The Cultural Production of English Masculinities in Late Modernity », *Canadian Journal of Education*, vol. 25, n° 2 (2000), p. 88-101.
- MAHONY, P. (publié sous la direction de). « Introduction. Changing Schools. Some International Feminist Perspectives on Teaching Girls and Boys », *Women's Studies International Forum*, vol. 19, n° 4 (1996), p. 355-356.
- MAISONS D'HÉBERGEMENT DU QUÉBEC. *Sortir de la violence conjugale : une course à obstacles insensée!*, <http://cybersolidaires.org/actus/maison.html>, 2001, consulté le 7 décembre 2001.
- MARTINO, W. 2000. « Mucking Around in Class, Giving Crap, and Acting Cool: Adolescent Boys Enacting Masculinities at School », *Canadian Journal of Education*, vol. 25, n° 2 (2000), p. 102-113.
- McLAREN, T. et L. ROMAN. « What about the Boys? Debate: gendered anxieties and Public schools », <http://www.bctf.ca/Publications/ezine/Archive/199911/Support/16Whatabouttheboys.html>, consulté le 14 février 2002.

MESSNER, M. *Politics of Masculinities: Men in Movements*, Thousand Oaks (CA), Sage, 1997.

MORRIS, MARIKA. La violence faite aux femmes et aux filles, fiche d'information de l'Institut canadien de recherches sur les femmes (ICREF) pour la Marche des femmes de l'an 2000, <http://www.ffq.qc.ca/marche2000>, dernière mise à jour : le 8 janvier 2001.

MOSCONI, N. « Réussite scolaire des filles et des garçons et socialisation différentielle des sexes à l'école », *Recherches féministes*, vol. 11, n° 1 (1998), p. 7-19.

MURPHY, P. et J. ELWOOD. « Gendered learning outside and inside school: influences on achievement », dans *Failing Boys? Issues in Gender and Achievement*, publié sous la direction d'Epstein *et al.*, Buckingham – Philadelphia, Open University Press, 1998, p. 162-181.

NATIONAL CENTER FOR EDUCATION STATISTICS. *The Journal of At-Risk Issues*, vol. 1, n° 2 (1993), p. 43.

NEBENZAHL, D. « It's time to give boys our attention », *The Globe and Mail*, 1^{er} juin 1998.

ÓLAFSDÓTTIR, M. « Kids are both girls and boys in Iceland », *Women's Studies International Forum*, vol. 19, n° 4 (1996), p. 355-356.

ONTARIO, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO *Dispelling the Myths about Sexual Assault*, Toronto, Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 1998.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ. *Stratégies mondiales de lutte contre les maladies non transmissibles*, rapport du Directeur Général, Cinquante-troisième assemblée mondiale de la santé, point 12.11 de l'ordre du jour provisoire, 22 mars 2000, 6 p.

ORGANISATION NATIONALE ANTI-PAUVRETÉ. « La pauvreté au Canada : Des chiffres et des faits », fiche documentaire, avril 1999.

PRATTE, A. « Prendre soin des hommes », *La Presse*, Montréal, 17 novembre 2001.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT, Rapport mondial sur le développement humain, <http://www.undp.org/hdr2000/french/book/back1.pdf>, consulté automne 2001.

QUÉBEC, CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION. *Pour une meilleure réussite scolaire des garçons et des filles*, Québec, Conseil supérieur de l'éducation, 1999.

QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Indicateurs de l'éducation*, Québec, Direction générale des ressources institutionnelles, 1992.

- . *Indicateurs sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire*, Québec, Direction des études économiques et démographiques, 1993.
- . *Indicateurs de l'éducation*, Québec, Direction générale des ressources institutionnelles, 1994.
- . *Indicateurs de l'éducation*, Québec, Direction générale des ressources institutionnelles, 1995.
- RAPHAEL REED, L. « 'Zero tolerance': gender performance and school failure » dans *Failing Boys? Issues in Gender and Achievement*, publié sous la direction d'Epstein *et al.*, Buckingham – Philadelphia, Open University Press, 1998, p. 56-76.
- RENOLD, E. « Learning the 'Hard' Way: boys, hegemonic masculinity and the négociation of learner identities in the primary school », *British Journal of Sociology of Education*, vol. 22, n° 3 (2001), p. 349-369.
- RIDINGTON, JILLIAN. *Beating the Odds: Violence and Women with Disabilities*, Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, 1989.
- ROMAN, LESLIE G. et LINDA EYRE (publié sous la direction de). *Dangerous Territories: Struggles for Difference and Equality in Education*, New York/London, Routledge, 1997.
- SEGWICK, E.K. *Tendencies*, Durham (NC), Duke University Press, 1993.
- SEWELL, T. « Loose canons: exploding the myth of the 'black macho' lad » dans *Failing Boys? Issues in Gender and Achievement*, publié sous la direction d'Epstein *et al.*, Buckingham – Philadelphia, Open University Press, p. 111-127.
- SKELTON, C. *Schooling the Boys. Masculinities and Primary Education*, Buckingham – Philadelphia, Open University Press, 2001.
- SWANN, J. « Language and gender: who, if anyone, is disadvantaged by what? » dans *Failing Boys? Issues in Gender and Achievement*, publié sous la direction d'Epstein *et al.*, Buckingham – Philadelphia, Open University Press, 1998, p. 147-162.
- ST-AMANT, J. C., C. GAGNON et P. BOUCHARD. « La division du suivi scolaire entre les parents : un axe mère-fille? », *Les Cahiers de la femme/Canadian Woman Studies*, n° 2-3 (été-automne 1998) p. 30-35.
- TEESE, R., M. DAVIES, M. CHARLTON et J. POLESEL. *Who wins at school? Boys and Girls in Australian Secondary Education*, Melbourne, The University of Melbourne, 1995.
- TERRAIL, J.P. « Réussite scolaire : la mobilisation des filles », *Sociétés contemporaines*, n° 11-12 (1992), p. 53-89.

THIVIERGE, Nicole. *Écoles ménagères et instituts familiaux : un modèle féminin traditionnel*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982.

TRAINOR, CATHY. « Les refuges pour femmes violentées au Canada », *Juristat*, vol. 19, n° 6 (juin) 1999.

TREMBLAY, D., lettre au site de l'Après-rupture, <http://www.l'apresruptive.qc.ca>, consulté le 7 décembre 2001 et le 30 avril 2002.

WANG, A. « Asian and White Boys' Competing Discourses About Masculinity: Implications for Secondary Education », *Canadian Journal of Education*, vol. 25, n° 2 (2000), p. 113-125.

WELDON, F. *Guardian Weekly*, 21 décembre 1997.

NOTES

¹ Voir plus loin les données concernant les journalistes « attirés ».

² Nous donnons au terme « masculinisme » le sens que lui attribue Martin Dufresne (1998, p. 126).

³ Qui vient d'être accordée au lobby masculiniste en France, en 2002.

⁴ Par « auteur », nous désignons autant les journalistes que d'autres personnes dont le texte a paru dans un journal ou une revue.

⁵ Parallèlement à la baisse du taux d'activité des hommes, la croissance de celui des femmes (en hausse depuis l'après-guerre) a cessé au début des années 1990. Le taux d'activité chez les moins de 44 ans est demeuré lui aussi stationnaire depuis 1989. Nous ne pouvons donc pas conclure, comme le laissent parfois entendre les traditionalistes, que la diminution de l'activité chez les hommes de moins de 44 ans est attribuable à la participation des femmes au marché du travail.

⁶ Ce qui correspond à la typologie de Lingard et Douglas (1999), comme nous le verrons au chapitre 6.

⁷ *First Search*, le moteur de recherche, liste uniquement des résumés; ceux-ci n'ont pas été retenus pour fins d'analyse dans la présente recension, ce qui explique le nombre moins élevé d'articles américains dans notre corpus, mais pas nécessairement dans la réalité.

⁸ Ce corpus n'a pas encore été traité faute de temps. Aussi, la recherche sur la Suisse n'a pas permis de relever d'articles pertinents.

⁹ Nous faisons référence aux notions de crédibilité et de fidélité, c'est-à-dire à la correspondance entre l'interprétation des faits et la réalité telle qu'elle s'exprime dans l'expérience vécue et au sentiment d'adhésion que suscite une description des faits parce qu'ils semblent plausibles.

¹⁰ Il serait intéressant d'appliquer à ce phénomène la notion de « guerre de basse intensité contre les femmes », concept avancé par Falquet (1997) pour établir le parallèle entre la violence politique et la violence domestique.

¹¹ L'ampleur de ce corpus de données se prête à l'exécution d'études complémentaires subséquentes, notamment la rédaction de mémoires et de thèses.

¹² Plus d'un sujet principal revient dans certains articles, ce qui explique que le total des sujets traités dépasse le nombre d'articles. Les pourcentages ont été calculés sur le nombre total d'articles.

¹³ Vingt-trois articles au total, dont cinq en lien avec la Campagne du ruban blanc (en 1991, en 1993 et trois fois en 1999) et six en réaction aux événements de Polytechnique (en 1992, deux fois en 1994 et trois fois en 1999).

¹⁴ Les codes renvoient à la date de parution (année-mois-jour); les lettres finales correspondent au titre de la publication. La liste des publications est fournie à l'annexe IV.

¹⁵ Cette position s'oppose au principe de compétence habituellement revendiqué par ceux qui s'opposent aux programmes d'accès à l'égalité.

¹⁶ À preuve, ces deux directeurs d'école de garçons qui tiennent de tels propos en 1996 dans l'*Actualité* : « Si 10 filles en jeans et en chemisier sexy arrivent dans une classe de gars, ce sera l'enfer »; « Un gars de 15 ans, c'est comme un étalon : il faut tenir ça ».

¹⁷ Voir, par exemple, les travaux de Baudoux (1994), Cohen (1998), Dumont et Famhy-Eid (1983,1986), Skelton, 2001 et Thivierge (1982), Ces auteures font ressortir que le discours sur les garçons n'est pas nouveau dans l'histoire de l'éducation.

¹⁸ À preuve, ces résultats tirés du rapport d'étape (p. 31) de Bouchard et St-Amant (1996). La recherche reposait sur un échantillon représentatif de 2 249 jeunes Québécois et Québécoises âgés en moyenne de 15 ans et de niveau troisième secondaire. Le questionnaire comportait des énoncés auxquels ils devaient réagir sur une échelle « accord/désaccord » de 1 à 4. Ainsi, les énoncés suivants, en correspondance avec la théorie essentialiste ou socio-biologique qui explique les écarts par la docilité des filles ou la répression de l'activité par le système scolaire chez les garçons, ont été invalidés (test en t) : Ex. : 1. « J'ai appris à devancer les attentes des adultes » (tableau 14). Le même pourcentage d'accord (65 p. 100) ou de désaccord (35 p. 100) apparaît chez les garçons et les filles. Le score moyen des filles se situe à 2,7104 et celui des garçons à 2,7225, donc sans différence statistique significative. En fait, l'adhésion à cet énoncé augmente avec les résultats scolaires autant chez les garçons que les filles. Une différence significative apparaît en comparant les groupes selon la performance scolaire, tous sexes confondus. Ex. : 2. « Je suis surtout appréciée/apprécié pour ce que je donne aux autres » (tableau 12). Le score moyen est de 2,4047 pour les filles et de 2,4414 pour les garçons, c'est-à-dire sans différence statistique significative. En pourcentage, cela se traduit par une position vers l'accord de 48 p. 100 chez les filles et de 50 p. 100 chez les garçons. Ex. : 3. « J'aime mieux laisser les autres décider » (tableau 31). Cette attitude est souvent associée aux filles. Dans la recherche, aucun des groupes n'adhère à cette pratique, les filles (score moyen 1,9007 et position vers le désaccord à 80 p. 100) un peu moins que les garçons (score moyen à 1,9892 et position vers le désaccord à 75 p. 100). Ex. : 4. « J'aime me tenir toujours occupé/occupée » (tableau 8). Cette attitude est souvent attribuée aux garçons. Les réponses à cette question montrent des positions vers l'accord, identiques chez les deux sexes, soit 82 p. 100. Si on prend en compte le milieu familial (mesuré par la scolarité parentale), on ne remarque aucune différence significative entre garçons et filles quand les parents ont une scolarité élevée. Par contre, dans les milieux où la scolarité parentale est faible, les filles adhèrent moins à cette proposition et les garçons plus. Ce constat serait un indice des rôles de sexe plus catégoriquement différenciés dans les milieux faiblement scolarisés.

¹⁹ Il n'est jamais question, dans ce raisonnement, du fait que les filles continuent de persévérer au cégep et à l'université alors que ces lieux, suivant la même logique, pourraient être vus comme « masculinisés ».

²⁰ Une partie du contenu suivant a été publié dans *La Presse* sous le titre « La réussite scolaire. Il faut éviter les généralisations abusives », le 23 novembre 1999. Une autre partie soumise au journal *Le Devoir* au cours de la même période n'a pas été publiée.

²¹ Ils obtiennent les résultats les plus faibles de tous les groupes ciblés (Douglas et Lingard, 1999, p. 100).

²² Lingard et Douglas (1999, p. 107) font référence à l'article de Gilborn (1997). Les jeunes hommes d'origine africaine-caraïbienne sont fréquemment ceux qui obtiennent les résultats les plus faibles et qui sont le plus souvent expulsés des classes.

²³ Nous utilisons ce terme dans le sens des auteurs et non pour refléter une quelconque position raciste. Nous croyons que la race, tout comme le sexe, est une construction sociale.

²⁴ Voici quelques exemples d'articles qui proposent ces solutions : « Pour ou contre les écoles mixtes? » [990214p]; « L'école unisexe. Et si la mixité était inadéquate? » [990316d]; « La mixité scolaire : un problème? » [991019p]; « Separating boys and girls in school makes better grades » [000208vs]; « Let's separate boys and girls in classes » [991014gm]; « Boys need to see male role models read » [991025vs].

²⁵ Cette critique a été publiée dans Bouchard (2001).

²⁶ L'expression renvoie aux groupes qui prennent la défense des hommes, comme groupe social, dans différentes sphères de la vie.

²⁷ Ce que nous appelons aussi « nivellement » dans nos interprétations.

²⁸ Cependant, notent Lingard et Douglas (1999, p. 33), « certains éléments du mouvement d'affirmation des droits des hommes sont nettement plus conservateurs que libéraux et correspondent à un programme ouvertement anti-féministe qui préconise un retour aux rôles traditionnels des hommes et des femmes » [*traduction*].

²⁹ De nos jours, il s'agit même d'une contribution majeure au discours social ambiant alors que l'on continue de dire que les hommes répriment leurs émotions.

³⁰ Paradoxalement, ils donnent raison aux dénonciations des premières féministes en étant d'accord avec le fait que les hommes sont naturellement plus violents, qu'ils ont des comportements destructeurs et qu'ils recherchent davantage la compétition et la domination. Alors que les féministes demandent un renversement des structures qui maintiennent les inégalités entre les sexes, les conservateurs soutiennent leur renforcement. Pour eux, en effet, c'est dans ces mêmes structures que peut se faire la « civilisation » des hommes grâce

à l'influence des femmes pour leur permettre de sortir des sentiers qui mènent au « crime, au vice et à la toxicomanie » [*traduction*] (Douglas et Lingard, 1999, p. 43).

³¹ Pour l'auteur, cette idéologie se manifeste aux États-Unis dans le culte du sportif, l'engouement pour les jeux vidéo violents, les films d'action, le type de jouets donnés aux garçons, le contenu des bandes dessinées, etc., lesquels font tous la promotion de la force physique masculine et de la supériorité des hommes sur la technologie et leur maîtrise de la violence. Elle s'exprime également dans l'admiration du public à l'endroit des dirigeants des grandes sociétés dans la course pour occuper les premières places de la mondialisation. Ce sont les hommes des milieux ouvriers et des minorités ethniques et raciales qui adoptent le plus cette perspective parce qu'ils trouvent dans la valorisation de la force physique des voies d'expression incontestables de leur identité.

³² Cette image (sans le texte) se trouve également sur le site québécois du groupe l'Après-rupture : <http://lapresrupture.qc.ca/FrameArhives.html>.

³³ La liste des pourcentages des gains des hommes par rapport aux femmes est la suivante : 1990 (67,3 %), 1991 (62 %), 1992 (59,5 %), 1993 (55,5 %), 1994 (60,8 %), 1995 (53,7 %), 1996 (54,8 %), 1997 (57,6 %), 1998 (55,3 %) et 1999 (56 %).

³⁴ La définition de la pauvreté fait l'objet de débat. D'aucuns affirment que le Canada, l'un des pays les plus prospères au monde, devrait mesurer la pauvreté selon les mêmes critères que les pays en développement où la majorité de la population lutte pour sa survie. Ils soutiennent que la définition du seuil de faible revenu de Statistique Canada gonfle les taux de pauvreté. D'autres soulignent qu'en réalité, Statistique Canada sous-estime la gravité et l'ampleur de la pauvreté parce que les réserves autochtones, les maisons pour personnes âgées, les prisons, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ne sont pas comptabilisés dans les données.

³⁵ Ces données proviennent de l'Enquête sur la violence envers les femmes (1993), menée par Statistique Canada auprès de 12 300 Canadiennes âgées de 18 ans et plus. L'enquête sous-estime l'incidence réelle de la violence faite aux femmes puisqu'elle n'a pas couvert les Territoires canadiens du Nord-Ouest, où la violence est particulièrement répandue. Selon les rapports de police de 1997 cités à la p. 16 de ce document, la « violence conjugale » compte pour un sur cinq de l'ensemble des crimes violents commis au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest (aujourd'hui le Yukon, les T. N.-O. et le Nunavut).

³⁶ En 1998, les 179 corps policiers qui participaient, dans six provinces, au Programme de déclaration uniforme de la criminalité, ont rapporté 25 493 agressions sexuelles. Comme la GRC et d'autres corps policiers ne participent pas à ce programme, cette enquête couvre moins de la moitié (48 p. 100) du volume national de crimes signalés. Une évaluation conservatrice du nombre national d'agressions sexuelles signalées donnerait donc 50 986 incidents, soit 10 p. 100 de 509 860.

³⁷ Données produites par le Women's Safety Project, une enquête menée auprès de 420 femmes de la région de Toronto sélectionnées au hasard. Rapporté dans Canada, 1993.

³⁸ Il n'est cependant pas fait beaucoup de cas dans ces articles qu'une plus grande réussite scolaire des filles ne signifie pas meilleure insertion ou des salaires égaux sur le marché de l'emploi. La presse est dominée par des hommes et les dominants surestiment les conquêtes des dominés (Bourdieu, 1995).

Projets financés en vertu du Fonds de recherche en matière de politiques de
Condition féminine Canada
Appel de propositions **Où sont les femmes? Changements des discours touchant
les politiques ***

La réussite scolaire comparée selon le sexe : catalyseur des discours masculinistes
Pierrette Bouchard

*Une question capitale pour les mères : le discours sur les soins maternels en situation de
crise*

Lorraine Greaves, Colleen Varcoe, Nancy Poole, Marina Morrow, Joy Johnson, Ann
Pederson et Lori Irwin

*Les stratégies de promotion de l'égalité entre les sexes dans la planification régionale, dans
le contexte de la réforme du système de santé*

Bilkis Vissandjée

*Établissement du cadre de la pauvreté dans le contexte de la pauvreté chez les enfants et les
incidences sur les femmes*

Wanda Wiegers

* Certains de ces documents sont encore en voie d'élaboration; leurs titres ne sont
donc pas nécessairement définitifs